



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

REPUBLIQUE DU MALI
Ministère de l'Economie et des Finances
Comité National de la Balance des Paiements

BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE

MALI 2014



REPUBLIQUE DU MALI
Ministère de l'Economie et des Finances
Comité National de la Balance des Paiements

BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE

MALI 2014

Sommaire

LISTE DES TABLEAUX, GRAPHIQUES ET ENCADRES.....	3
LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS.....	4
AVANT PROPOS.....	5
RESUME.....	6
INTRODUCTION.....	8
1. Conjoncture économique et financière internationale.....	8
2. Evolution de la situation économique, financière et monétaire au Mali.....	10
I. COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES.....	14
1.1 Balance commerciale de biens.....	15
1.1.1 Exportations de biens	15
1.1.1.1 Evolution globale des exportations de biens.....	15
1.1.1.2 Composition des exportations de biens.....	16
1.1.1.3 Orientation géographique des exportations de biens.....	19
1.1.2 Importations de biens.....	21
1.1.2.1 Evolution globale des importations de biens.....	21
1.1.2.2 Composition des importations de biens.....	21
1.1.2.3 Orientation géographique des importations	23
1.2 Balance des services.....	24
1.2.1 Exportations de services.....	25
1.2.2 Importations de services.....	26
1.3. Compte de revenu primaire.....	27
1.4. Compte de revenu secondaire.....	28
II. COMPTE DE CAPITAL.....	30
2.1 Acquisitions ou cessions d'actifs non financiers non produits.....	30
2.2 Transferts en capital.....	30
III. COMPTE FINANCIER.....	31
3.1 Investissements directs.....	31
3.2 Investissements de portefeuille	31
3.3 Dérivés financiers.....	32
3.4 Autres investissements.....	32
I.V CAPITAUX MONETAIRES.....	32
4.1 Avoirs et engagements de la Banque Centrale.....	32
4.2 Avoirs et engagements des autres institutions de dépôts.....	33
4.3 Avoirs et engagements des institutions monétaires	34
V. POSITION EXTERIEURE GLOBALE.....	34
5.1 Evolution de la position extérieure globale nette.....	34
5.2 Structure géographique de la position extérieure globale	36
CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS.....	37
ANNEXES.....	38
Annexe 1 : Note méthodologique sur l'élaboration de la balance des paiements du Mali.....	40
Annexe 2 : Ajustements des données monétaires.....	47
Annexe 3 : Tableaux complémentaires sur l'évolution des comptes.....	48

LISTE DES TABLEAUX, GRAPHIQUES ET ENCADRES

GRAPHIQUES

Graphique 1 :	Evolution du compte courant	14
Graphique 2 :	Structure du compte courant	15
Graphique 3 :	Evolution des exportations de marchandises	17
Graphique 4 :	Destination des exportations	19
Graphique 5 :	Commerce intra-UEMOA en 2014	20
Graphique 6 :	Structure des exportations vers les autres pays de l'UEMOA	21
Graphique 7 :	Evolution des importations de marchandises FOB	22
Graphique 8 :	Origine des importations	23
Graphique 9 :	Structure des importations en provenance des autres pays de l'UEMOA	24
Graphiques 10 :	Evolution de la balance des services	25

TABLEAUX

Tableau 1 :	Evolution des taux de change annuels moyens des principales devises	9
Tableau 2 :	Balance des paiements en termes de transactions (présentation résumée)	12
Tableau 3 :	Balance des paiements en termes de transactions (optique BCEAO)	13
Tableau 4 :	Evolution du compte de transactions courantes	14
Tableau 5 :	Evolution du compte de biens	15
Tableau 6 :	Evolution des exportations de biens	16
Tableau 7 :	Evolution du ratio du service de la dette publique extérieure sur les exportations	16
Tableau 8 :	Evolution des exportations par principaux produits	17
Tableau 9 :	Evolution des importations de biens	21
Tableau 10 :	Evolution des importations par principaux produits	22
Tableau 11 :	Evolution des exportations et importations de services	24
Tableau 12 :	Evolution de la balance des services	25
Tableau 13 :	Evolution du compte de revenu primaire	28
Tableau 14 :	Evolution du compte de revenu secondaire	28
Tableau 15 :	Evolution du compte de capital	30
Tableau 16 :	Evolution du compte financier	31
Tableau 17 :	Evolution des avoirs et des engagements de la Banque Centrale	33
Tableau 18 :	Evolution des avoirs et des engagements des autres institutions de dépôts	34
Tableau 19 :	Evolution des avoirs extérieurs nets	34
Tableau 20 :	Variation de la position extérieure globale nette	35
Tableau 21 :	Orientation géographique de la position extérieure globale nette	36

ENCADRES :

Encadré 1:	Présentation des statistiques de balance des paiements	11
Encadré 2:	Filière or	18
Encadré 3:	Actualisation du taux de fret	26
Encadré 4:	Assistance militaire reçue dans le cadre du processus de sortie de crise	29

LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS

AP	:	Administrations publiques
ASECNA	:	Agence pour la Sécurité de la Navigation Aérienne en Afrique et à Madagascar
BAD	:	Banque Africaine de Développement
BADEA	:	Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique
BCEAO	:	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
BID	:	Banque Islamique de Développement
BOAD	:	Banque Ouest Africaine de Développement
CAF	:	Coût, Assurance et Fret (se dit de la valeur d'une marchandise incluant les frais de transport et d'assurance)
CMDT	:	Compagnie Malienne pour le Développement des Textiles
DGD	:	Direction Générale des Douanes
DGDP	:	Direction Générale de la Dette Publique
DNCC	:	Direction Nationale du Commerce et de la Concurrence
DNGM	:	Direction Nationale de la Géologie et des Mines
DNTTFM	:	Direction Nationale des Transports Terrestres, Fluviaux et Maritimes
INSTAT	:	Institut National de la Statistique
DNTCP	:	Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique
FAB ou FOB	:	Franco à bord ou free on bord (se dit de la valeur d'une marchandise, non compris les frais de transport, d'assurance, etc., supportés au-delà de la frontière du pays exportateur)
FAD	:	Fonds Africain de Développement
FED	:	Fonds Européen de Développement
FCFA	:	Franc de la Communauté Financière Africaine
FMI	:	Fonds Monétaire International
IADM	:	Initiative d'Annulation de la Dette Multilatérale
ISBLM	:	Institutions Sans But Lucratif au Service des Ménages
ONAP	:	Office National des Produits Pétroliers
PEG	:	Position Extérieure Globale
PIB	:	Produit Intérieur Brut
PNUD	:	Programme des Nations Unies pour le Développement
PSTE	:	Pays Pauvres Très Endettés (Initiative)
PRED	:	Plan pour la Relance Durable
TOFE	:	Tableau des Opérations Financières de l'Etat
UEMOA	:	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
UMOA	:	Union Monétaire Ouest Africaine
URTNA	:	Union des Radiodiffusions et Télévisions Nationales d'Afrique

AVANT-PROPOS

L'élaboration de la balance des paiements des Etats membres de l'UEMOA a été confiée à la BCEAO aux termes des dispositions du Traité de l'UMOA et des textes réglementant les relations financières extérieures desdits Etats (Règlement n° 09/2010/CM/UEMOA du 1^{er} octobre 2010). Dans ce cadre, la Banque Centrale s'est dotée d'un dispositif d'élaboration des comptes extérieurs, régulièrement révisé pour l'adapter à l'environnement des pays de l'Union et aux normes internationales.

Avec l'adoption par le FMI de la sixième édition du Manuel d'élaboration de la balance des paiements et de la position extérieure globale (MBP6), la Banque Centrale a procédé à une refonte du dispositif qui vise, d'une part, la confection des comptes extérieurs par la prise en compte des changements introduits par le MBP6 et, d'autre part, l'amélioration du dispositif de collecte et d'analyse des données.

La sixième édition du Manuel de la balance des paiements et de la position extérieure globale prend en compte les questions qui ont fait leur apparition ou ont pris de l'importance dans le domaine des transactions et positions internationales. Le manuel permet aussi de renforcer l'intégration avec les autres comptes statistiques, qui ont connu des progrès méthodologiques au cours des années récentes, notamment le Système de Comptabilité Nationale des Nations-Unies (SCN 2008) et le manuel de statistiques monétaires et financières.

Par ailleurs, le MBP6 met davantage l'accent sur l'élaboration et l'analyse de la position extérieure globale (PEG). L'importance de la PEG dans la 6^e édition provient du fait que l'analyse bilantielle joue désormais un rôle prépondérant dans l'appréciation de la vulnérabilité des économies aux crises, ainsi que dans l'étude des sources de financement des déficits.

Les autres révisions relatives au dispositif d'élaboration des comptes extérieurs visent à maintenir la conformité des statistiques sur les transactions extérieures dans l'UEMOA aux normes internationales. La refonte implique des modifications sur le système de collecte (questionnaire, échantillonnage, etc.) et sur l'application informatique dédiée à l'élaboration de la balance des paiements. Les améliorations concernent principalement (a) la ventilation géographique, (b) la répartition par branche d'activité des données, (c) la prise en compte des données de certaines institutions régionales, ainsi que des transactions des institutions sous-régionales avec des entités non-résidentes de l'Union.

Le nouveau dispositif prévoit également la collecte simultanée des encours de début et de fin de période, ainsi que des « autres flux ». Ces informations permettent d'évaluer la PEG d'ouverture et de fermeture, ainsi qu'une analyse de ses variations dues à des transactions et celles qui sont liées à des fluctuations des prix d'actifs, des taux de change ou de reclassification.

La prise en compte de ces innovations implique des changements majeurs à la fois au niveau des concepts, des composantes types et des principes d'élaboration.

RESUME

L'environnement économique et financier international en 2014 a été caractérisé par une relative stabilité, soutenue par la mise en œuvre des réformes et politiques de soutien par les pouvoirs publics ainsi que par la hausse de la demande intérieure dans certains pays émergents. Ainsi, le taux de croissance réel de l'économie mondiale est ressorti à 3,4% en 2014, soit le même niveau qu'en 2013.

L'inflation a poursuivi sa décélération au cours de l'année 2014, en liaison avec la baisse des cours des matières premières, notamment le pétrole brut et les produits alimentaires. Dans les pays avancés, le taux d'inflation s'est établi en moyenne à 1,4% en 2014, tout comme en 2013. Sur le marché des changes, l'euro s'est déprécié par rapport aux principales devises, en liaison avec les mesures d'assouplissement de la politique monétaire prises par la BCE.

Au sein des pays de l'UEMOA, l'activité économique est demeurée vigoureuse en 2014, imputable au raffermissement des productions industrielles et agricoles ainsi qu'à la bonne tenue de l'activité dans la branche "bâtiments et travaux publics". Le taux de croissance économique réel est ressorti à 6,5% en 2014, après 5,9% en 2013. Le taux d'inflation (variation moyenne de l'indice harmonisé des prix à la consommation) est ressorti à -0,1% en 2014 contre 1,5% en 2013, reflétant la baisse des prix des produits alimentaires et des carburants, du fait de l'orientation baissière des cours internationaux du pétrole.

Au Mali, après la reprise économique en 2013 avec un taux de croissance de 1,7%, l'année 2014 a enregistré un taux de croissance de 7,2%. L'inflation mesurée par la variation moyenne de l'Indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC) a été de 0,9% en 2014, contre -0,6% en 2013, conforme à l'objectif d'inflation de 3,0% maximum fixé dans le cadre de la convergence de l'UEMOA. A la faveur de la prise en charge des priorités adoptées par le Gouvernement, le déficit global des finances publiques, base engagements et hors dons, s'est accentué, atteignant ainsi un montant de 362.300 millions, soit 6,1% du PIB en 2014 contre 5,8% en 2013.

Les transactions économiques et financières entre le Mali et le reste du monde pendant l'année 2014 font état d'une détérioration du profil des échanges extérieurs, dont le solde global est ressorti déficitaire de 133.033 millions, contre un excédent de 64.120 millions un an plus tôt.

Le compte des transactions courantes est ressorti déficitaire de 334.143 millions en 2014, en détérioration de 149.048 millions par rapport au montant de l'année 2013. Rapporté au PIB, le déficit du compte courant s'est établi à 5,6% en 2014, après 3,4% en 2013. Cette évolution s'explique par une forte dégradation de la balance commerciale et de celle du revenu secondaire pour des montants de 128.498 millions et 48.310 millions respectivement. Cette détérioration est cependant atténuée par les flux de services et de revenu primaire, dont les soldes ont enregistré une amélioration respective de 4.085 millions et 23.675 millions en 2014.

Quant au compte de capital, son solde excédentaire s'est établi à 114.088 millions en 2014, en repli de 15.245 millions par rapport à son niveau de 2013, sous l'effet de la diminution des aides des partenaires techniques et financiers.

S'agissant du compte financier, il affiche un solde de -106.306 millions, après -137.896 millions en 2013. Ce montant correspond à 129.788 millions d'acquisition nette d'actifs financiers et 236.094 millions d'accroissement net des passifs.

Résultant des diverses évolutions citées ci-dessus, les avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale se sont contractés de 153.546 millions à fin 2014 tandis que ceux des autres institutions de dépôts se sont consolidés de 20.513 millions, conduisant ainsi à un déficit global de la balance des paiements de 133.033 millions.

La position extérieure globale s'est chiffrée à -2.868.300 millions, après -2.608.468 millions un an plus tôt, en raison de l'augmentation plus rapide du stock de passifs financiers envers les non-résidents.

INTRODUCTION

1. CONJONCTURE ECONOMIQUE ET FINANCIERE INTERNATIONALE¹

L'environnement économique et financier international a été marqué, au cours de l'année 2014, par la stabilité de l'activité économique, résultant de l'atonie de la reprise dans certains pays industrialisés et du ralentissement économique dans la plupart des pays émergents. Ainsi, le taux de croissance de l'économie mondiale est ressorti à 3,4% pour l'année 2014, soit le même niveau qu'en 2013.

Dans les pays industrialisés, la croissance a été soutenue par les réformes structurelles ainsi que l'amélioration des conditions financières. Aussi, le PIB a-t-il enregistré une hausse de 1,8% contre un niveau de 1,4% un an plus tôt. Aux Etats-Unis, le PIB s'est accru de 2,4% en 2014, après une augmentation de 2,2% en 2013. Dans la zone euro, l'activité économique s'est renforcée, en passant de -0,5% en 2013 à 0,9% en 2014, sous l'effet de la baisse du cours de pétrole et du regain de compétitivité.

Au niveau des pays émergents et en développement, la croissance économique a ralenti, passant de 5,0% en 2013 à 4,6% en 2014, en raison principalement de la sortie des capitaux au profit des économies avancées, des contraintes structurelles et du regain des tensions géopolitiques dans un nombre croissant de régions. Cette situation est plus accentuée en Chine et au Brésil, pays où le rythme d'expansion de l'activité économique s'est considérablement replié en raison de la baisse de l'activité manufacturière et de la dégradation du climat social. En revanche, l'économie indienne s'est démarquée par son dynamisme avec une augmentation de 7,2% de son PIB, portée principalement par la relance des investissements publics et la compétitivité extérieure. Quant à l'Afrique subsaharienne, elle a enregistré un taux de 5,0% en 2014, contre 5,2% en 2013, portée notamment par la demande intérieure des pays, à l'exception de l'Afrique du Sud dont l'activité économique a subi les conséquences des tensions sociales.

Le rythme de la hausse du chômage s'est réduit dans la plupart des pays industrialisés. Ainsi, le taux de chômage est ressorti à 6,2% aux Etats-Unis (-1,2 point), 3,6% au Japon (-0,4 point) et 11,6% en zone euro (-0,4 point). L'inflation a poursuivi sa décélération au cours de l'année 2014, en liaison avec la baisse des cours des matières premières, notamment le pétrole et les produits alimentaires. Le taux d'inflation s'est établi en moyenne à 1,4% dans les pays avancés, tout comme en 2013. Dans les pays émergents et en développement, il s'est situé autour de 5,1% en 2014, contre 5,9% en 2013. Dans ce contexte, les banques centrales des principaux pays industrialisés ont poursuivi leur politique monétaire accommodante de soutien à la croissance économique.

En 2014, les marchés financiers mondiaux ont été bien orientés, avec le renforcement des principaux indices boursiers. Ainsi, en moyenne annuelle, les indices Dow Jones et Nasdaq (Etats-Unis) se sont accrus de 11,8% et 23,6% respectivement en 2014, l'indice Nikkeï au Japon a progressé de 14,2% et l'indice EuroStoxx 50 de la Zone euro de 12,7 %. Les places boursières africaines se sont également renforcées avec une croissance des indices phares des places d'Accra, Lagos et Johannesburg. Sur le marché des changes, l'euro s'est déprécié par rapport aux principales devises au cours de l'année 2014, en liaison avec les mesures d'assouplissement de la politique monétaire de la BCE. Il s'est déprécié de 10,0% par rapport au dollar et de 1,8%, 5,6% et 8,3% respectivement vis-à-vis du franc suisse, de la livre sterling et du yuan. En revanche, la devise européenne s'est appréciée face au yen japonais, du fait des difficultés économiques de l'Archipel nippon. En raison de son ancrage nominal à l'euro, le franc CFA a connu une évolution similaire face aux mêmes devises.

1. Sources des données : Rapport annuel 2014 de la BCEAO, statistiques BCEAO.

Tableau 1 : Evolution des taux de change annuels moyens des principales devises

Devises	Taux annuel moyen en FCFA		
	2013	2014	Variation
Dollar des Etats-Unis	493,91	493,63	-0,06%
Franc suisse	532,82	540,05	1,36%
Livre sterling	772,39	813,42	5,31%
Yen japonais	5,06	4,67	-7,64%
Cedi ghanéen	249,98	172,3	-31,07%
Naira nigérian	3,18	3,16	-0,74%

Source : BCEAO.

Au titre des matières premières, les cours des produits de base se sont, dans l'ensemble, orientés à la baisse, en raison de la faiblesse de la demande provenant des pays émergents. Globalement, les prix des produits de base ont baissé de 6,3% en 2014, par rapport à leur niveau de 2013. Le repli des prix des produits énergétiques, singulièrement ceux du pétrole, est lié à l'abondance de la production et à la disponibilité d'importants stocks mondiaux, atténuées par l'appréciation du dollar face aux principales monnaies internationales.

Concernant les cours des matières premières exportées par l'Union, dominées par les produits agricoles et miniers, ils ont connu des évolutions contrastées. Ainsi, le cours mondial a augmenté de 38,7% pour la noix de cajou, 25,8% pour le cacao et 35,0% pour l'huile de palmiste. Les cours du caoutchouc se sont repliés de 30,3% en 2014, en ligne avec l'offre excédentaire de certains pays asiatiques. Quant aux prix mondiaux du coton, ils se sont repliés de 11,5%, en liaison avec la baisse de la demande chinoise, du fait du ralentissement de l'activité manufacturière, conjuguée à l'abondance de la production américaine. Le recul de 10,3% du cours de l'or en 2014 est lié au regain de confiance des investisseurs à l'égard des marchés financiers. Il traduit également l'appréciation du dollar par rapport à la plupart des monnaies. S'agissant du pétrole, son cours moyen s'est replié de 5,7%, imputable à l'abondance de la production et à la disponibilité d'importants stocks mondiaux.

Au sein de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), l'activité économique est restée vigoureuse en 2014, du fait de la stabilité macroéconomique des pays, de la mise en œuvre de projets de renforcement des infrastructures de base ainsi que de la reprise de la demande dans certains pays avancés. Le produit intérieur brut en volume de l'Union a progressé de 6,5% en 2014, après 5,9% en 2013. Cette performance est imputable au raffermissement de la production industrielle, à l'accroissement de la production agricole au cours de la campagne 2014/2015 ainsi qu'à la bonne tenue de la production de la branche "bâtiments et travaux publics". En effet, les Etats membres de l'Union ont poursuivi l'exécution de projets visant la restauration et le renforcement des infrastructures socio-économiques dans le cadre de la mise en œuvre des programmes stratégiques de développement.

L'inflation a poursuivi en 2014 son orientation baissière amorcée en 2012. En effet, la hausse du niveau général des prix à la consommation est ressortie, en moyenne, à -0,1% en 2014 contre 1,5% en 2013 et 2,4% en 2012. Cette baisse du niveau général des prix sur l'ensemble de l'année 2014 reflète notamment celle des produits alimentaires locaux, en particulier les céréales et les tubercules. De même, une détente des prix des aliments importés tels que le blé, le sucre et le riz ainsi qu'une baisse des prix des carburants, sous l'effet de l'orientation baissière des cours internationaux du pétrole, ont été enregistrées.

Le profil des finances publiques des Etats membres de l'Union a porté l'empreinte de la poursuite de l'exécution des programmes d'investissements publics, se traduisant par un creusement du déficit budgétaire hors dons. En effet, le déficit global (base engagements, hors dons) est ressorti 2.973.400 millions à fin décembre 2014, contre 2.773.400 millions un an auparavant. En pourcentage du PIB, ce déficit s'est stabilisé à 6,2%.

Au niveau des comptes monétaires, la situation de l'UEMOA a été caractérisée en 2014 par un accroissement de la liquidité globale, consécutif à la progression du crédit intérieur et des avoirs extérieurs nets. Les avoirs extérieurs nets des institutions monétaires ont augmenté de 10.400 millions (0,2%), comparativement à leur niveau de 2013. Les réserves officielles de change ont augmenté de 459.600 millions, pour se situer à 7.033.600 millions à fin décembre 2014, avec un taux de couverture de l'émission monétaire de la Banque Centrale de 84,3% en 2014 contre 90,4% en 2013. L'encours du crédit intérieur a augmenté de 18,2% par rapport à son niveau à fin décembre 2013, sous l'effet combiné de la hausse des concours bancaires au secteur privé et des créances nettes sur les Etats. En liaison avec l'évolution de ses contreparties, la masse monétaire s'est accrue de 14,4%.

Dans un contexte caractérisé par une inflation faible et des incertitudes sur les perspectives de croissance dans l'Union, la Banque Centrale a maintenu inchangés ses taux d'intérêt directeurs, afin de soutenir l'activité économique. Ainsi, le taux d'intérêt minimum de soumission aux opérations d'open market et le taux d'intérêt du guichet de prêt marginal sont demeurés respectivement à 2,50% et 3,50%, niveaux en vigueur depuis le 16 septembre 2013.

2. EVOLUTION DE LA SITUATION ECONOMIQUE, MONETAIRE ET FINANCIERE AU MALI²

En 2014, le taux de croissance économique réel est ressorti à 7,2% contre 1,7% en 2013. Cette performance est imputable principalement aux secteurs primaire et secondaire dont les valeurs ajoutées ont connu respectivement des hausses de 10,4% et 9,2% en 2014. A prix courants, la richesse totale créée a atteint 5.987.000 millions, en hausse de 9,1% par rapport à l'année 2013 où elle s'est portée à 5.490.000 millions.

Le taux de croissance du secteur primaire a été de 10,4% en 2014, contre -7,5% en 2013. Cette progression s'explique par la hausse de la production agricole (14,8%), notamment l'agriculture vivrière hors riz, dont le taux de croissance a été de 22,7% en 2014 contre -25,8% en 2013, ainsi que la branche consolidée du coton (24,5%), du fait de la bonne pluviométrie.

Après un niveau de 5,5% en 2013, le taux de croissance du secteur secondaire est ressorti à 9,2% en 2014. Cette hausse est imputable principalement aux branches "textiles" et "agroalimentaire" avec des taux de croissance respectifs de 28,4% et 35,0% en 2014 contre -4,8% et 14,1% en 2013, en liaison avec la hausse de la production de coton.

Le secteur tertiaire a enregistré un taux de croissance de 3,6% en 2014, contre 8,9% en 2013. Cette baisse est en grande partie imputable à la branche "commerce" et "autres services marchands non financiers", qui sont ressorties respectivement à 2,0% et 3,0% en 2014 contre 8,0% et 15,0% en 2013.

La progression des prix, mesurée par la variation de l'IHPC, s'est établie à 0,9% en 2014, soit 1,5 points de pourcentage de moins qu'en 2013 où l'indice des prix s'était établi à -0,6%, conforme à la norme communautaire de l'UEMOA (3,0% maximum).

Dans le domaine des finances publiques, l'exécution des opérations financières de l'Etat en 2014 s'est traduite par une accentuation du déficit global, base engagements et hors dons, de 21.100 millions, avec un montant de 362.300 millions, soit 6,1% du PIB contre un ratio de 5,8% en 2013. Cette évolution résulte d'une augmentation des dépenses totales et prêts nets qui se sont inscrits à 1.419.900 millions en 2014, après 1.292.400 millions précédemment. S'agissant des dépenses courantes, elles se sont chiffrées à 848.100 millions en 2014, dont 313.400 millions de dépenses de personnel, contre 800.500 millions dont 290.800 millions au titre des charges de personnel une année plus tôt. Rapportées aux recettes fiscales, les dépenses courantes sont passées de 99,5% en 2013 à

2. Sources des données : INSTAT, DNTCP (TOFE), BCEAO.

95,2% en 2014. Les recettes budgétaires, quant à elles, se sont inscrites à 940.800 millions au titre de la période sous revue, dont 94,7% de recettes fiscales, après 951.200 millions en 2013 avec 84,6% de recettes fiscales. Les recettes fiscales se sont établies à 14,9% du PIB en 2014, contre 13,8% en 2013. Les dons, pour leur part, ont atteint 157.500 millions (2,6% du PIB) en 2014, après 186.000 millions (3,2% du PIB) en 2013.

La situation monétaire à fin 2014 a été caractérisée par la contraction de la position extérieure nette des institutions monétaires et l'accroissement du crédit intérieur. En effet, les avoirs extérieurs nets se sont établis à 622.647 millions, en repli de 135.622 millions ou 17,9% par rapport à leur niveau de fin 2013, du fait du fléchissement de 159.624 millions de la position extérieure de la Banque Centrale, atténuée par le raffermissement de 24.002 millions de celle des banques. Quant à l'encours du crédit intérieur, il s'est accru de 244.334 millions (ou 21,7%) pour s'établir à 1.371.937 millions à fin 2014. Cette évolution résulte de l'augmentation de 229.720 millions des crédits à l'économie et de la dégradation de 14.614 millions de la position nette du Gouvernement. Pour ce qui est de la masse monétaire, elle s'est inscrite à 1.976.807 millions à fin 2014, soit 7,1% d'accroissement par rapport à son niveau de fin 2013, reflétant l'évolution de ses contreparties.

Résultant de l'évolution de l'environnement international et national décrite ci-dessus, les transactions économiques et financières entre le Mali et le reste du monde se sont soldées par un déficit 133.033 de millions au terme de l'année 2014, après l'excédent de 64.120 millions à fin 2013. Quant à la position extérieure globale à fin 2014, elle s'est établie à -2.868.300 millions, en détérioration de 259.832 millions, du fait de l'augmentation du stock de passifs financiers.

Les différentes transactions économiques et financières du Mali avec l'extérieur sont décrites et analysées dans le présent rapport scindé en cinq parties : le compte des transactions courantes, le compte de capital, le compte financier, les capitaux monétaires et la position extérieure globale.

Encadré 1 : Présentation des statistiques de balance des paiements

Les transactions de balance des paiements sont présentées à travers les tableaux 2 et 3 ci-après. Le tableau 2 correspond à la présentation standard résumée, telle qu'établie par la sixième édition du Manuel de la balance des paiements du Fonds Monétaire International. Le " tableau 3 (optique BCEAO) " est une présentation analytique qui permet de dégager un solde global (monétaire) correspondant à la variation des avoirs extérieurs nets des institutions monétaires, après prise en compte des effets de réévaluation découlant des fluctuations de change et de quelques autres ajustements qui sont présentés dans les tableaux en annexe. En effet, cette présentation fait ressortir la variation des avoirs extérieurs nets comme la somme des avoirs extérieurs officiels nets (ceux de la Banque Centrale) et les avoirs extérieurs nets des autres institutions de dépôts.

La différence entre les deux présentations apparaît au niveau du compte financier, sur les rubriques « investissements de portefeuille » et « autres investissements ». Dans la présentation FMI, ces rubriques intègrent les opérations des quatre secteurs institutionnels (Administrations publiques, Autres secteurs, Banque Centrale et autres institutions de dépôts), alors que dans la présentation "optique BCEAO", elles excluent les opérations des institutions monétaires (Banque Centrale et autres institutions de dépôts). Ainsi, un solde global de la balance des paiements est dégagé et les opérations des institutions monétaires sont alors présentées sous forme de financement (ou utilisation) de ce solde global.

Tableau 2 : Balance des paiements 2014 en termes de transactions (présentation résumée)

(en millions de FCFA)

	Poste	Crédit	Débit	Solde
1	Compte des transactions courantes	2 669 494,74	3 003 637,91	-334 143,17
1.A	Biens et services	1 599 814,36	2 701 163,56	-1 101 349,20
1.A.a	Biens	1 374 174,36	1 625 468,94	-251 294,58
1.A.a.1	Marchandises générales	456 474,36	1 625 468,94	-1 168 994,58
1.A.a.1.1	Dont réexportations	93 134,49		93 134,49
1.A.a.2	Exportations nettes dans le cadre du négoc	0,00		
1.A.a.3	Or non monétaire	917 700,00		917 700,00
1.A.b	Services	225 640,00	1 075 694,62	-850 054,62
1.A.b.3	Transport	1 908,47	346 856,42	-344 947,95
1.A.b.3.0.2	Dont fret	253,00	299 937,31	-299 684,31
1.A.b.4	Voyages	104 786,71	71 151,35	33 635,36
1.A.b.0	Autres services	118 944,82	657 686,85	-538 742,03
1.B	Revenus primaires	46 586,78	236 598,67	-190 011,89
1.B.1	Revenus des salariés	21 296,24	18 720,25	2 575,99
1.B.2	Revenus des investissements	20 019,54	217 410,42	-197 390,88
1.B.3	Autres revenus primaires	5 271,00	468,00	4 803,00
1.C	Revenus secondaires	1 023 093,60	65 875,68	957 217,92
1.C.1	Administrations publiques	571 704,61	1 907,05	569 797,56
1.C.1.4	Aides budgétaires	70 200,00		70 200,00
1.C.2	Autres secteurs	451 388,99	63 968,63	387 420,36
1.C.2.1.1	Dont envois de fonds des travailleurs	433 696,50	54 109,90	379 586,60
2	Compte de capital	124 009,61	9 921,20	114 088,41
2.1	Acquisitions/cessions d'actifs non fin. non prod.	1,00	1 979,00	-1 978,00
2.2	Transferts en capital	124 008,61	7 942,20	116 066,41
2.2.1	Administrations publiques	102 320,11	5 641,00	96 679,11
	Remises de dettes	14 904,00	0,00	14 904,00
2.2.2	Autres secteurs	21 688,50	2 301,20	19 387,30
3	Compte financier	158 387,71	397 726,42	-239 338,71
3.1	Investissements directs	303,80	71 207,13	-70 903,33
3.2	Investissements de portefeuille	80 633,05	88 497,83	-7 864,78
3.3	Dérivés financiers	0,00	0,00	0,00
3.4	Autres investissements	221 788,96	238 021,46	-16 232,50
3.5	Avoirs de réserves	-144 338,10	0,00	-144 338,10
6	Erreurs et omissions nettes	-2 635 116,64	-2 615 832,69	-19 283,95

Source : BCEAO.

Tableau 3 : Balance des paiements 2014 en termes de transactions (optique BCEAO)

(en millions de FCFA)

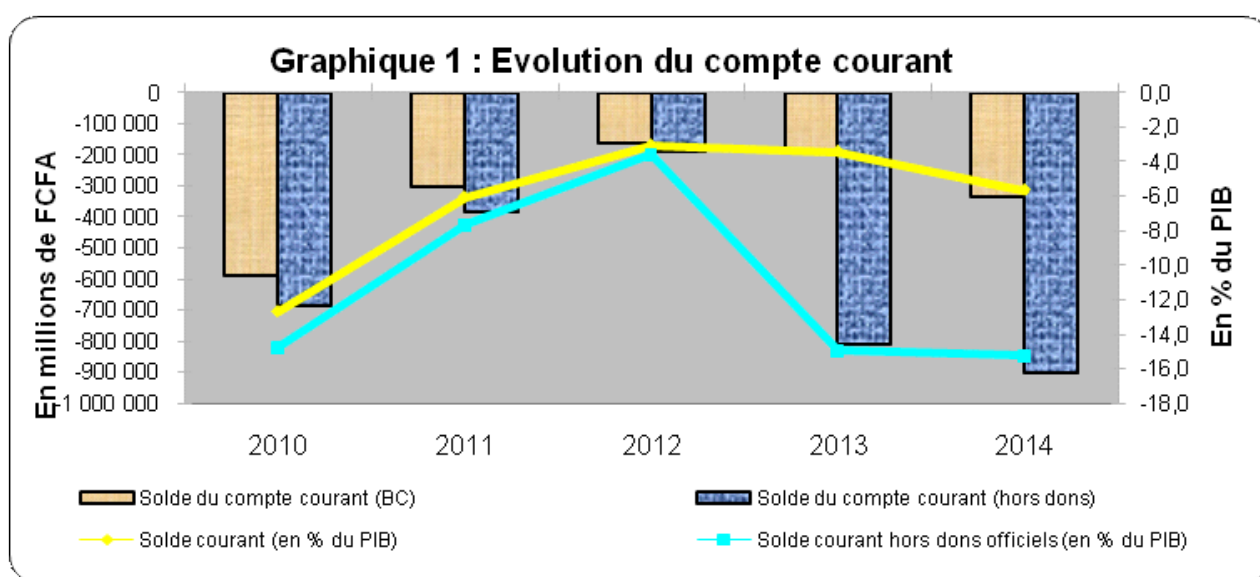
	Poste	Crédit	Débit	Solde
1	Compte des transactions courantes	2 669 494,74	3 003 637,91	-334 143,17
1.A	Biens et services	1 599 814,36	2 701 163,56	-1 101 349,20
1.A.a	Biens	1 374 174,36	1 625 468,94	-251 294,58
1.A.a.1	Marchandises générales	456 474,36	1 625 468,94	-1 168 994,58
1.A.a.1.1	Dont réexportations	93 134,49	0,00	93 134,49
1.A.a.2	Exportations nettes dans le cadre du négoce			
1.A.a.3	Or non monétaire	917 700,00	0,00	917 700,00
1.A.b	Services	225 640,00	1 075 694,62	-850 054,62
1.A.b.3	Transport	1 908,47	346 856,42	-344 947,95
1.A.b.3.0.2	Dont fret	253,00	299 937,31	-299 684,31
1.A.b.4	Voyages	104 786,71	71 151,35	33 635,36
1.A.b.0	Autres services	118 944,82	657 686,85	-538 742,03
1.B	Revenus primaires	46 586,78	236 598,67	-190 011,89
1.B.1	Revenus des salariés	21 296,24	18 720,25	2 575,99
1.B.2	Revenus des investissements	20 019,54	217 410,42	-197 390,88
1.B.3	Autres revenus primaires	5 271,00	468,00	4 803,00
1.C	Revenus secondaires	1 023 093,60	65 875,68	957 217,92
1.C.1	Administrations publiques	571 704,61	1 907,05	569 797,56
1.C.1.4	Aides budgétaires	70 200,00	0,00	70 200,00
1.C.2	Autres secteurs	451 388,99	63 968,63	387 420,36
1.C.2.1.1	Dont envois de fonds des travailleurs	433 696,50	54 109,90	379 586,60
2	Compte de capital	124 009,61	9 921,20	114 088,41
2.1	Acquisitions/cessions d'actifs non fin. non prod.	1,00	1 979,00	-1 978,00
2.2	Transferts en capital	124 008,61	7 942,20	116 066,41
2.2.1	Administrations publiques	102 320,11	5 641,00	96 679,11
	Remises de dettes	14 904,00	0,00	14 904,00
2.2.2	Autres secteurs	21 688,50	2 301,20	19 387,30
				0,00
3	Compte financier	129 787,72	236 093,62	-106 305,90
3.1	Investissements directs	303,80	71 207,13	-70 903,33
3.2	Investissements de portefeuille	1 497,85	90 395,89	-88 898,04
3.3	Dérivés financiers	0,00	0,00	0,00
3.4	Autres investissements	127 986,07	74 490,60	53 495,47
	Administrations publiques	0,00	55 600,00	-55 600,00
3.5	Autres secteurs	127 986,07	18 890,60	109 095,47
6	Erreurs et omissions nettes	-2 635 116,64	-2 615 832,69	-19 283,95
7	Solde global	28 599,99	161 632,80	-133 032,81
8	Avoirs et engagements extérieurs	-28 599,99	-161 632,80	133 032,81
8.1	Banque Centrale	144 338,10	-9 207,80	153 545,90
8.2	Autres institutions de dépôts	-172 938,09	-152 425,00	-20 513,09

Source : BCEAO

I. COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES

Le compte de transactions courantes, qui regroupe l'ensemble des échanges de biens, de services ou de revenus, avec ou sans contrepartie réelle (transferts courants), entre agents économiques résidents et non-résidents, est ressorti déficitaire de 334.143 millions en 2014, en détérioration de 149.048 millions par rapport au niveau enregistré en 2013. Cette dégradation résulte essentiellement de la contre-performance enregistrée dans les échanges commerciaux qui ont affiché un déficit de 251.295 millions, après le déficit de 122.797 millions enregistré en 2013. De même, l'excédent du revenu secondaire s'est réduit de 48.310 millions, en liaison avec le repli de l'aide budgétaire. Ces évolutions défavorables ont cependant été atténuées par l'amélioration du solde des services et du revenu primaire.

Rapporté au PIB, le solde du compte courant s'est détérioré avec un déficit de 5,6% (15,3% hors transferts officiels) en 2014 contre 3,4% (15,0% hors transferts officiels) en 2013. Le graphique et le tableau ci-après retracent l'évolution du compte des transactions courantes entre 2010 et 2014.



Source : BCEAO.

Tableau 4 : Compte de transactions courantes

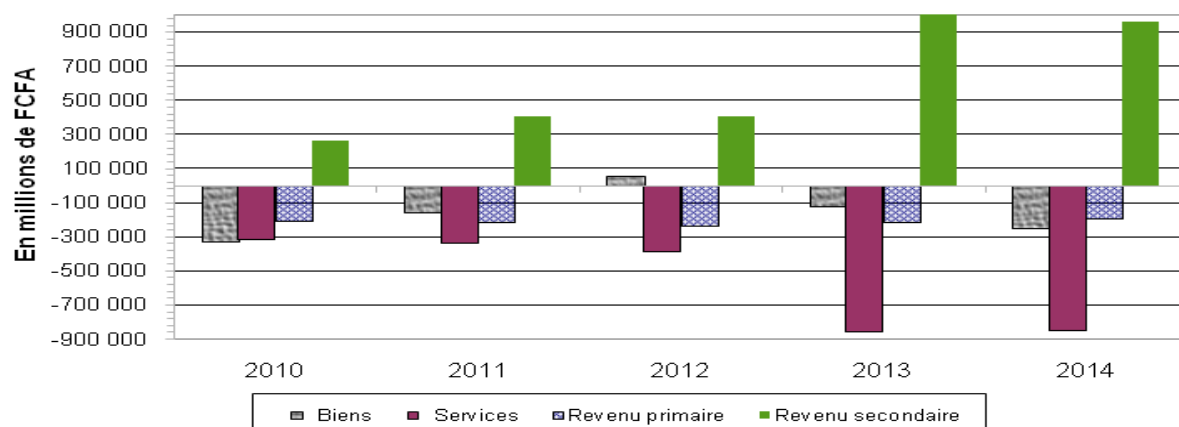
(en millions de FCFA)

RUBRIQUES	2010	2011	2012	2013	2014
Biens et services	-648 070	-495 610	-332 570	-976 937	-1 101 349
Biens	-329 170	-157 057	57 014	-122 797	-251 295
Services	-318 900	-338 553	-389 584	-854 140	-850 055
Revenu primaire	-207 520	-212 567	-234 831	-213 687	-190 012
Revenu secondaire	266 230	403 770	405 461	1 005 528	957 218
Solde du compte courant (BC)	-589 360	-304 407	-161 940	-185 095	-334 143
Solde du compte courant (hors dons)	-687 470	-385 452	-190 943	-810 455	-903 941
PIB nominal	4 655 691	5 028 000	5 290 668	5 406 933	5 922 500
Solde courant (en % du PIB)	-12,7	-6,1	-3,1	-3,4	-5,6
PIB)	-14,8	-7,7	-3,6	-15,0	-15,3

Sources : BCEAO

Le graphique ci-dessous retrace la structure du déficit des transactions courantes, imputable, au titre de l'année 2014, à l'ensemble des postes du compte courant, à l'exception du revenu secondaire structurellement excédentaire.

Graphique 2 : Structure du compte courant



Source : BCEAO.

1.1 Balance commerciale

Les transactions commerciales avec l'extérieur se sont soldées en 2014 par un déficit de 251.295 millions, en détérioration de 128.498 millions par rapport à 2013 où elles avaient affiché un déficit de 122.797 millions. Ainsi, le solde de la balance commerciale s'est dégradé de 104,6% en liaison essentiellement avec le repli des prix des principaux produits exportés, auquel s'ajoute la hausse des importations. Ainsi, le taux de couverture des importations par les exportations s'est établi à 84,5%, en régression de 7,5 points par rapport à 2013. De même, le degré d'ouverture commerciale est ressorti à 25,3%, en diminution de 2,1 points par rapport à 2013.

Tableau 5 : Compte de biens

(en millions de FCFA)

RUBRIQUES	2010	2011	2012	2013	2014
Exportations de biens	1 016 600	1 127 655	1 532 160	1 419 525	1 374 174
Importations de biens	1 345 770	1 284 712	1 475 146	1 542 322	1 625 469
Balance commerciale de biens	-329 170	-157 057	57 014	-122 797	-251 295
Taux de couverture des importations par les exportations (en %)	75,5	87,8	103,9	92,0	84,5
Degré d'ouverture commerciale (en %)	25,4	24,0	28,4	27,4	25,3

Sources : BCEAO et INSTAT

1.1.1 Exportations de biens

1.1.1.1 Evolution globale des exportations de biens

Sur la base des données ajustées³ de l'année 2014, les exportations totales ont atteint 1.374.174 millions, en repli de 45.351 millions (ou -3,2%) par rapport au montant de 2013. Cette baisse est liée à l'ensemble des principaux produits exportés, exceptés les engrais et les combustibles minéraux.

3. Le tableau A3 en annexe décrit le passage des statistiques douanières aux données de la balance des paiements. Des ajustements de valeur (exportations non contrôlées par les services douaniers) et des ajustements de champ (prise en compte des valeurs communiquées par certaines sociétés exportatrices) permettent de corriger les statistiques douanières.

Tableau 6 : Evolution des exportations de biens

(en millions de FCFA)

RUBRIQUES	2010	2011	2012	2013	2014
Marchandises générales	256 280	324 137	467 521	455 034	456 474
dont réexportations	32 515	77 405	77 189	72 339	78 328
Exportations nettes de biens dans le cadre du négoce international	-1 470	-627	-985	0	0
Or non monétaire	761 790	804 145	1 065 624	964 491	917 700
TOTAL EXPORT (FOB)	1 016 600	1 127 655	1 532 160	1 419 525	1 374 174

Source : BCEAO, INSTAT

Le ratio de solvabilité (service de la dette publique extérieure/exportations) s'est détérioré en 2014, en s'affichant à 5,0% contre 4,3% en 2013, soit 0,7 point de plus. Cette évolution résulte de la baisse de 3,2% des exportations dans un contexte d'augmentation du service de la dette (+12,9%).

Tableau 7 : Evolution du ratio du service de la dette publique extérieure sur les exportations

(en millions de FCFA)

RUBRIQUES	2010	2011	2012	2013	2014
Marchandises générales	256 280	324 137	467 521	455 034	456 474
dont réexportations	32 515	77 405	77 189	72 339	93 134
Exportations nettes de biens dans le cadre du négoce international	-1 470	-627	-985	0	0
Or non monétaire	761 790	804 145	1 065 624	964 491	917 700
TOTAL EXPORT (FOB)	1 016 600	1 127 655	1 532 160	1 419 525	1 374 174

Source : BCEAO, INSTAT.

1.1.1.2 Composition des exportations de biens

Quatre principaux produits dominent les exportations du Mali : il s'agit de l'or non monétaire (66,8%), du coton fibre (12,1%), de l'engrais (6,9%) et des animaux vivants (3,2%).

Les exportations d'or non monétaire se sont repliées de 46.791 millions (ou -4,9%) en 2014, en raison de la diminution du cours sur le marché international, compensée en partie par une légère hausse du volume exporté sur la période. Cette orientation défavorable du cours du métal jaune sur les marchés, du fait du reflux de la demande mondiale, s'est soldée par une baisse des recettes d'exportation. Le prix moyen de vente obtenu par le secteur est ressorti à 18.041,4 FCFA/g en 2014 (18.311,4 FCFA/g pour les sociétés industrielles) contre 19.079,0 FCFA/g en 2013. Cette évolution a été en partie atténuée par l'augmentation de 316,6 kilogrammes (+0,6%) des volumes d'or exportés qui se sont établis à 50.869,2 kilogrammes en 2014. L'accroissement des exportations s'explique par celui de l'or issu de l'orpaillage (production artisanale) qui a atteint 5.000 kilogrammes au cours de la période, soit 9,8% du total des exportations d'or. Ce qui a permis de compenser la baisse de la production des mines de Sadiola, Yatela et Morila dont les réserves sont en phase d'épuisement.

Les exportations de fibre de coton se sont, pour leur part, chiffrées à 166.727 millions en 2014, en diminution de 10.089 millions (ou -5,7%) par rapport aux réalisations de l'année précédente. Cette baisse est induite par les volumes exportés qui sont ressortis en repli de 3,9% (7.357,1 tonnes) par rapport à l'année précédente, en ligne avec le niveau de production de coton-graine de la campagne 2013/2014. De même, le prix moyen de vente obtenu par la Compagnie Malienne de Développement des Textiles (CMDT) est ressorti à 925,0 FCFA/kg en 2014 après 942,5 FCFA/kg la campagne précédente, suite à la baisse des cours moyens du coton sur les marchés internationaux.

Les exportations d'engrais ont renoué avec leur progression, suite à la baisse enregistrée en 2013. En effet, elles se sont établies à 94.171 millions, après 77.291 millions en 2013. Cette évolution découle essentiellement d'une hausse des prix. Les exportations d'engrais qui constituent 6,9% des exportations totales sont à destination des pays de la sous-région, notamment le Burkina Faso.

Quant aux exportations d'animaux vivants, elles sont ressorties à 43.294 millions, en diminution de 21.076 millions (ou 32,7%) par rapport à la période précédente. Ces exportations sont constituées essentiellement de bovins et d'ovins à destination des pays côtiers de la sous-région. De même, les exportations de mangues se sont repliées sur la période, passant de 14.478 millions à 10.278 millions en 2014, sous l'effet de la baisse de la production.

Les exportations de combustibles minéraux d'un montant de 30.761 millions en 2014 sont relatives aux réexportations de kérosène destiné à l'avitaillement d'aéronefs qui desservent le Mali.

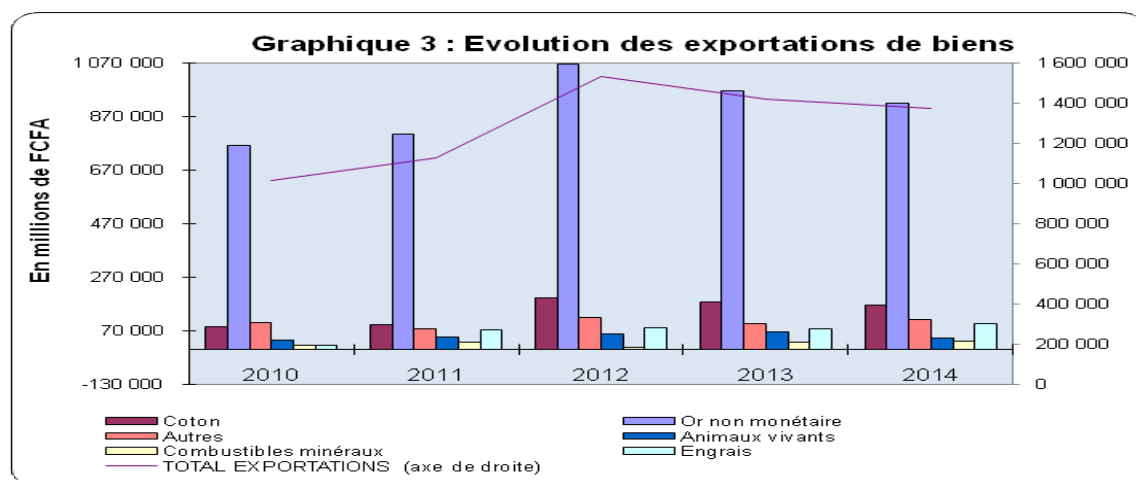
Enfin, les autres produits d'exportation ont affiché une hausse de 13.887 millions, notamment les produits alimentaires (fruits, produits vivriers et boissons), les peaux et cuirs, le minerais de fer.

Tableau 8 : Exportations par principaux produits

(en millions de FCFA)					
RUBRIQUES	2010	2011	2012	2013	2014
Coton	84 370	90 900	190 994	176 816	166 727
part en %	8,3	8,1	12,5	12,5	12,1
Or non monétaire	761 791	804 145	1 065 624	964 491	917 700
part en %	74,9	71,3	69,6	67,9	66,8
Animaux vivants	35 079	46 247	58 749	64 371	43 294
part en %	3,5	4,1	3,8	4,5	3,2
Combustibles minéraux	14 081	26 218	8 342	24 723	30 761
part en %	1,4	2,3	0,5	1,7	2,2
Engrais	14 948	73 275	82 042	77 291	94 171
part en %	1,5	6,5	5,4	5,4	6,9
Mangues	7 359	8 394	6 744	14 478	10 278
part en %	0,7	0,7	0,4	1,0	0,7
Autres	98 972	78 476	119 665	97 355	111 243
part en %	9,7	7,0	7,8	6,9	8,1
TOTAL EXPORTATIONS	1 016 600	1 127 655	1 532 160	1 419 525	1 374 174

Sources : BCEAO, INSTAT.

Le graphique 3 retrace l'évolution des principales catégories de produits exportés entre 2010 et 2014.



Sources : BCEAO, INSTAT.

Encadré 2 : Filière or

Le Mali est devenu depuis 2002 le troisième producteur africain d'or après l'Afrique du Sud et le Ghana. En 2014, la part du secteur minier dans le PIB nominal a été de 5,8%. Les exportations ont atteint 917,5 milliards en 2014, soit 66,8% des exportations totales. Ce niveau est en repli par rapport aux deux années précédentes où les exportations avaient atteint 964,5 milliards et 1.065,6 milliards de FCFA respectivement en 2013 et 2012, suite à une forte appréciation des cours. L'essentiel de la production aurifère est assuré par les mines industrielles, la production artisanale est évaluée à 5 tonnes actuellement. Le secteur emploie environ 12.000 personnes dont 34,0% d'emplois directs, au niveau des mines industrielles.

En 2014, l'exploitation aurifère au Mali est assurée par dix sociétés minières situées* dans le sud et le sud-ouest du pays. Ces sociétés sont détenues majoritairement par des filiales de groupes étrangers, en raison de l'importance des investissements nécessaires à l'exploration et la mise en exploitation. Seule la société Wassoul'Or est détenue majoritairement par des nationaux ; elle connaît des difficultés d'ordre technique qui ont conduit à l'arrêt de la production depuis 2013. L'Etat malien reste actionnaire minoritaire, avec 18 à 20% de part du capital détenu dans les sociétés.

Sur les dix dernières années, la production annuelle moyenne a été de 50,0 tonnes, avec des pics de production en 2002 et 2006, pour des volumes respectifs de 63,7 et 58,0 tonnes. En 2014, les sociétés industrielles ont produit et exporté un volume de 45,9 tonnes, après 46,5 tonnes en 2013. Malgré le repli des investissements, le secteur minier reste l'un des plus attractifs en termes d'investissements directs étrangers avec un montant de 66,0 milliards de FCFA en 2014, après 138,7 milliards de FCFA en 2013.

Les perspectives à moyen et long terme sont bonnes, avec un nombre total de 40 permis et autorisations d'exploitation à fin 2014 et des réserves évaluées à 800 tonnes. Si les mines de Morila et Yatela arrivent en fin d'exploitation alors qu'elles représentaient à elles deux environ 15% de la production annuelle malienne, trois nouveaux projets miniers sont à un stade avancé et pourraient commencer la production à partir de 2017. Il s'agit des projets de Hummingbird à Yanfolila, New Gold à Kangaba et Songhoi Ressources à Fékola, inauguré en avril 2015. Ces mines pourraient compenser la fermeture des sites historiques, dont la transformation de certaines en unités agro-industrielles est en projet. Les prévisions de production pour ces trois projets sont de 117,2 tonnes sur leur neuf premières années d'exploitation.

Sur les dix dernières années, les recettes d'exportation de l'or ont constitué entre 60% et 75% des exportations totales du Mali. En effet, de 2002 à 2012, il a été enregistré une appréciation continue du cours du métal jaune, garantissant ainsi un retour sur investissement. Ces cours sont ainsi passés de 310\$ l'once en 2002 à 1.225\$ en 2010 et à 1.669 \$ en 2012, confortant ainsi la balance commerciale qui est ainsi ressortie excédentaire en 2012. L'année 2013 a marqué la rupture avec la tendance haussière, avec un repli de 15,4% des cours.

Le secteur aurifère ne profite que très peu au Mali, dans la mesure où le métal précieux est exporté à l'état brut, pour être raffiné à l'étranger. Le projet porté par le suisse Swiss Bullion de créer une raffinerie à Bamako nécessite un investissement de plus de 40 milliards, avec à la clef 220 emplois directs créés. Néanmoins, l'absence d'engagement de l'Etat et des sociétés minières semble retarder le projet.

Toutefois, les exportations d'or ne participent que très faiblement à la consolidation des réserves de change, compte tenu du défaut de rapatriement des recettes (moins de 5% de taux de rapatriement des recettes), maintenues, pour l'essentiel, dans les comptes offshore détenus par les sociétés.

Constituant la branche la plus importante du secteur secondaire de l'économie, la part de l'industrie extractive dans le PIB nominal varie entre 6% et 8%. L'apport du secteur minier sur les finances publiques, en termes de recettes fiscales, a été d'environ 254 milliards de FCFA en 2014 (soit 25,0% des recettes budgétaires et 4,2% du PIB nominal). Dans le même temps, le

secteur bénéficie d'exonérations fiscales importantes dont une grande part sur les trois à cinq premières années d'exercice des sociétés minières.

Les sociétés minières participent, dans une certaine mesure, au développement communautaire de leurs localités d'implantation, à travers la construction d'infrastructures sanitaires, scolaires et routières ainsi que le financement de divers projets agricoles et socio-économiques. En dépit de ces actions, l'impact néfaste de l'exploitation minière sur l'environnement demeure une préoccupation des populations, compte tenu de la toxicité des produits chimiques utilisés et de la dégradation des sites de production avec des mines à ciel ouvert. Les mesures sécuritaires et environnementales prises par les sociétés, pour réduire la contamination des sols et de la nappe phréatique ainsi que pour la remise en état des sites, sont jugées insuffisantes pour protéger l'environnement.

** A fin 2014, les sociétés industrielles en exploitation sont SOMISY, SOMIKA, MORILA, WASSOUL'OR, SEMOS, YATÉLA, SOMILO, GOUNKOTO et SEMICO.*

1.1.1.3 Orientation géographique des exportations de biens

La répartition géographique des exportations du Mali en 2014, sur la base des données ajustées, conserve la même structure que celle des années précédentes. Les échanges avec le continent africain dominent le commerce extérieur, en raison des ventes d'or non monétaire destinées essentiellement à l'Afrique du Sud.

Les exportations du Mali sont destinées à trois grandes zones géographiques, à savoir l'Afrique, l'Europe et l'Asie, comme le montre le graphique ci-dessous.



Sources : BCEAO, INSTAT.

L'Afrique a reçu les exportations en provenance du Mali pour un montant de 970.761 millions en 2014 (70,6% du total), montant inférieur à celui de l'année précédente qui était de 1.046.690 millions (73,7%). Le niveau élevé des exportations d'or non monétaire vers l'Afrique du Sud, pour un montant de 763.808 millions en 2014 (malgré le repli de 6,2%) met en évidence cette évolution. La part des autres pays africains (hors UEMOA et Afrique du Sud) ressort à 3,1% du total des exportations vers l'Afrique.

La part des pays de l'UEMOA est également en diminution de 11,3%, avec une valeur de 175.542 millions (12,8% des exportations totales) en 2014, après un montant de 197.825 millions (13,9%) en 2013. Ce niveau reste faible, au regard des objectifs d'intégration de la zone UEMOA.

Quant au continent européen, qui a récupéré sa deuxième place de destination des exportations, sa part dans le total des exportations du Mali est en augmentation de 3,1 points, pour un montant de 201.542 millions en 2014 (14,7%), après 163.515 millions (11,5%) en 2013. Cette situation s'explique en partie par la hausse des exportations d'or vers la Suisse (deuxième destinataire après l'Afrique du Sud) qui sont passées de 109.235 millions en 2013 à 130.005 millions en 2014. En dehors de la Suisse qui absorbe 65,0% des exportations à destination de l'Europe, la part des autres pays européens (essentiellement la Russie, la France, l'Italie et la Belgique) ressort à 35,0%, contre 25,4% en 2013. Ces exportations sont constituées d'or (Belgique et Italie), de coton, de fruits, de peaux et cuirs.

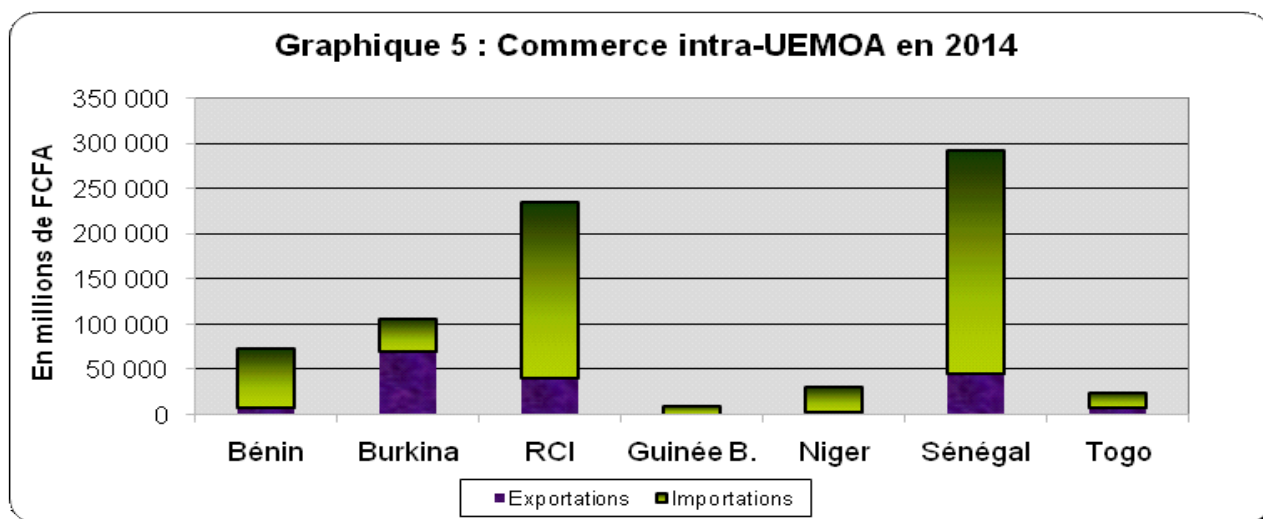
Le continent asiatique occupe le troisième rang, en termes de destination des exportations en 2014. Sa part dans les exportations totales s'est établie à 193.334 millions en 2014, soit 14,1% du total, après 13,4% en 2013, avec notamment la Chine, l'Inde et la Thaïlande, destinations privilégiées pour le coton-fibre du Mali ainsi que Dubai, s'agissant de l'or.

Le tableau A5 en annexe donne la répartition géographique détaillée des exportations.

Exportations intra-UEMOA

Sur la base des estimations des échanges intra-communautaires réconciliés en 2013 et 2014, le commerce entre le Mali et les autres pays de l'UEMOA a été marqué par une augmentation de 9,1% de la valeur totale des flux échangés, atteignant un montant de 770.160 millions en 2014 contre 705.820 millions en 2013. La part des pays de l'Union dans les exportations totales s'est établie à 12,8% (175.542 millions) en 2014 contre 13,9% (197.227 millions) en 2013.

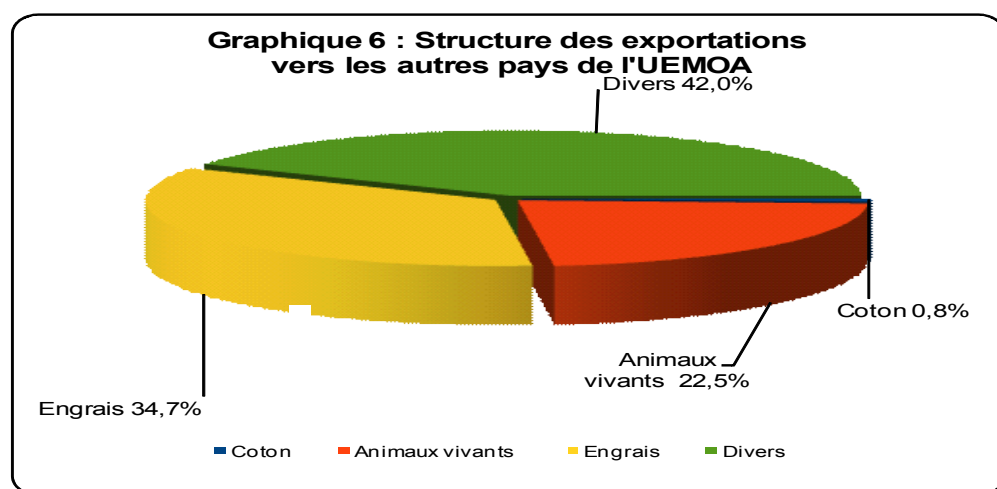
A l'instar des autres années, ces échanges se traduisent par une balance commerciale intra-UEMOA fortement déficitaire pour le Mali, avec un solde de -419.076 millions et un taux de couverture des importations par les exportations de 29,5% en 2014 (38,8% en 2013) contre 84,5% pour l'ensemble des partenaires commerciaux (92,0% en 2013). Le graphique qui suit présente la structure par pays du commerce intra-UEMOA en 2014.



Sources : BCEAO, INSTAT.

La structure par produit des exportations à destination des autres pays de l'UEMOA est similaire à celle des années précédentes. Les exportations restent dominées par celles des engrais avec 34,7% du total des exportations vers les pays de l'UEMOA. Les exportations de ce produit ont augmenté de 19,4% sur la période. Le Burkina Faso reste le principal pays de destination pour ce produit. Les exportations d'animaux vivants vers la zone ont baissé, en ressortant à 39.577 millions (-37,9% entre 2013 et 2014), soit 22,5% des exportations totales vers les pays de l'Union. La Côte d'Ivoire et le Sénégal, principaux destinataires de ce produit, absorbent respectivement 52,3% et 34,6% des exportations d'animaux vivants.

Le graphique 6 présente la structure des exportations en 2014 avec les autres pays de l'UEMOA.



Sources : BCEAO, INSTAT.

Le tableau A7 en annexe présente les exportations communautaires par grande catégorie de produits en 2014.

1.1.2 Importations de biens⁴

1.1.2.1 Evolution globale des importations de biens

En 2014, les importations, sur la base de leur valeur CAF, ont progressé de 2,8%, après la hausse de 6,7% enregistrée en 2013. Ainsi, les importations totales CAF se sont établies à 1.941.429 millions, en accroissement de 53.352 millions par rapport à l'année 2013. Le tableau ci-après présente l'évolution des importations totales, sur la base des données CAF, entre 2010 et 2014.

Tableau 9 : Evolution des importations de biens

(en millions de FCFA)

RUBRIQUES	2010	2011	2012	2013	2014
Marchandises générales	1 639 390	1 581 731	1 769 255	1 888 077	1 941 429
Or non monétaire	0	0	0	0	0
Total importations de biens	1 639 390	1 581 731	1 769 255	1 888 077	1 941 429
Importations de biens / PIB	35,2	31,5	33,4	34,9	32,8

Sources : BCEAO, INSTAT.

1.1.2.2 Composition des importations de biens

Avec un potentiel industriel limité, le Mali importe la plupart des biens de consommation et d'équipement (à l'exception des denrées alimentaires vivrières produites localement). Ainsi, les produits énergétiques constituent la part la plus importante des produits importés avec 26,7% du total des importations de 2014, suivis des biens d'équipement (notamment les machines et les véhicules) pour une part de 22,5%, des matières premières et des biens intermédiaires (15,7%), des produits alimentaires (15,3%), des biens de consommation courante (12,9%) et des produits divers (6,8%).

L'accroissement de 83.147 millions (5,4%) des importations en valeur FOB découle de la progression de toutes les catégories de produits importés, à l'exception des matières premières et des biens de

4. Le tableau A4 en annexe retrace l'évolution des statistiques douanières des importations et présente les ajustements effectués sur ces données pour obtenir celles prises en compte dans la balance des paiements et figurant au tableau.

consommation courante, notamment les produits chimiques et pharmaceutiques (-4,9%) ainsi que les matériaux de construction (-2,4%), avec l'entrée en production de l'usine de ciment qui va satisfaire une partie de la demande locale.

Les valeurs à l'importation des biens d'équipement ont augmenté de 7,9%, ressortant ainsi à 366.145 millions, en liaison avec la hausse de la demande, liée à l'activité économique. Celles des produits alimentaires ont enregistré une hausse de 17.697 millions (7,7%), sous l'impulsion de leur composante produits manufacturés (tabacs, boissons et préparations alimentaires). Les importations des autres produits alimentaires, notamment les céréales et les produits manufacturés, ont baissé sur la période.

Quant à la facture pétrolière, elle affiche une hausse de 0,3% en valeur, du fait de l'augmentation de 19,5% du volume importé qui n'a pas totalement été compensée par le repli de 18,0% du prix moyen à l'importation. La hausse du volume importé s'explique par la consommation des secteurs minier et de la production d'énergie thermique, constamment en hausse.

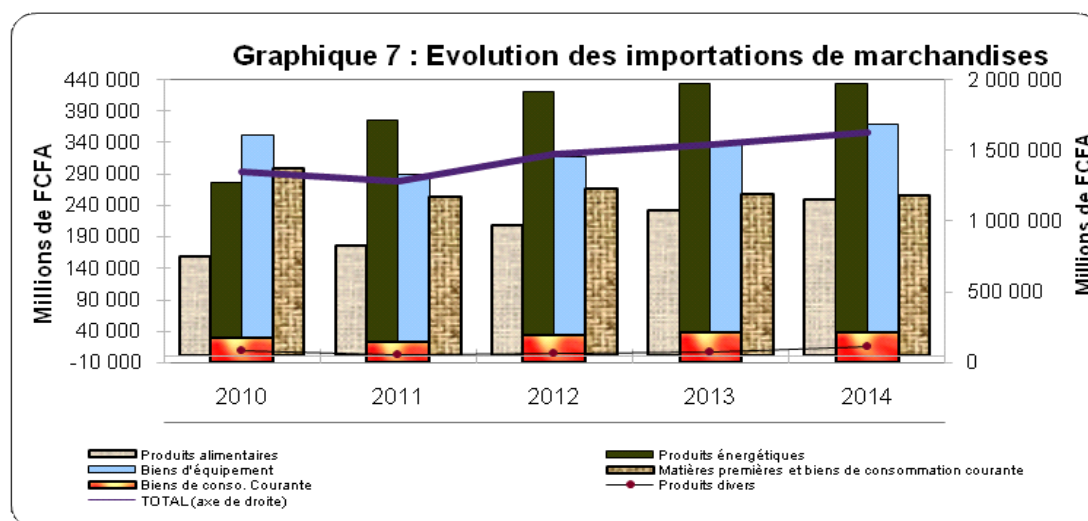
Tableau 10 : Importations par principaux produits

(en millions de FCFA)

RUBRIQUES	2010	2011	2012	2013	2014
Produits alimentaires	158 932	174 802	209 062	231 041	248 738
part en %	11,8	13,6	14,2	15,0	15,3
Produits énergétiques	277 065	375 272	421 774	433 287	434 788
part en %	20,6	29,2	28,6	28,1	26,7
Biens d'équipement	353 036	288 983	317 976	339 330	366 145
part en %	26,2	22,5	21,6	22,0	22,5
Matières premières et biens intermédiaires	299 770	254 597	266 899	258 918	255 006
part en %	22,3	19,8	18,1	16,8	15,7
Autre biens de conso. courante	175 866	142 149	194 879	210 084	210 107
part en %	13,1	11,1	13,2	13,6	12,9
Produits divers	81 102	48 908	64 556	69 663	110 685
part en %	6,0	3,8	4,4	4,5	6,8
TOTAL (axe de droite)	1 345 770	1 284 712	1 475 146	1 542 322	1 625 469

Sources : BCEAO, INSTAT.

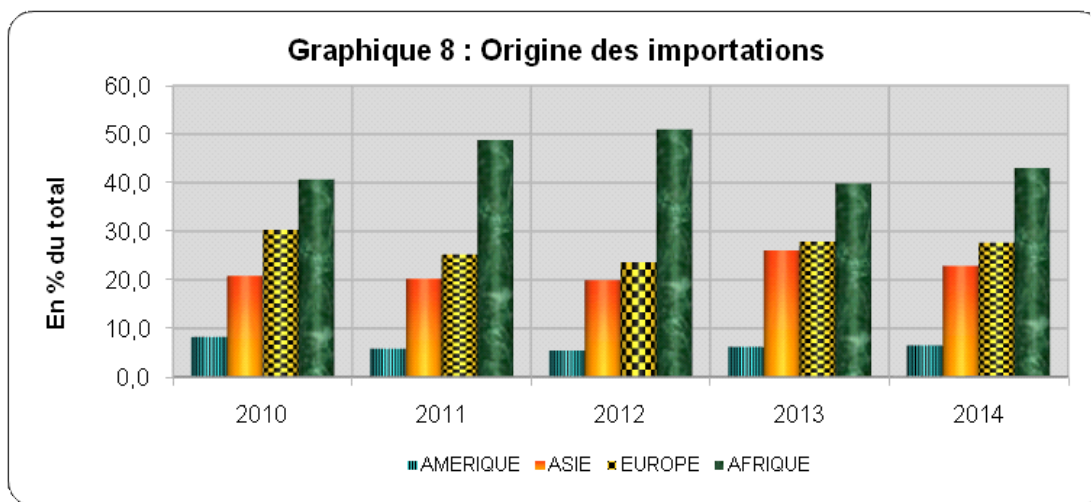
Le graphique ci-après retrace l'évolution des principales catégories de produits importés entre 2010 et 2014.



Sources : Calculs BCEAO sur données INSTAT, DGD.

1.1.2.3 Orientation géographique des importations de biens

Le continent africain a consolidé sa place de principal fournisseur du Mali, au détriment de l'Europe et de l'Amérique.



Sources : Calcul BCEAO sur données INSTAT, DNGM, CMDT.

La part de l'Afrique dans le total des importations s'est établie à 43,0%, correspondant à un montant de 832.770 millions contre 748.695 millions, soit 39,8% en 2013, marquant ainsi une progression de 3,2 points de pourcentage, du fait de l'augmentation des importations en provenance des pays de l'UEMOA. En effet, les importations des autres pays de l'UEMOA (84,0% des importations en provenance de l'Afrique) ont enregistré une hausse de 101.203 millions (ou 6,9%) de leur valeur. Le continent africain fournit le Mali en produits alimentaires, produits pétroliers et matériaux de construction.

L'Europe a totalisé 27,6% des importations en 2014 (534.753 millions), soit 0,3 point de pourcentage de moins que l'année précédente. La part de la France dans le total des importations en provenance d'Europe se situe à 40,5% en 2014, après 33,3% en 2013. Quant au continent asiatique, sa part s'est réduite de 2,5 points de pourcentage en ressortant à 21,5%, pour un montant de 416.684 millions. Ce continent, notamment la Chine, l'Inde et le Japon, fournit le Mali en céréales, biens d'équipement et de consommation. La part du continent américain est de 6,5%, en hausse de 0,3 point de pourcentage par rapport à l'année précédente.

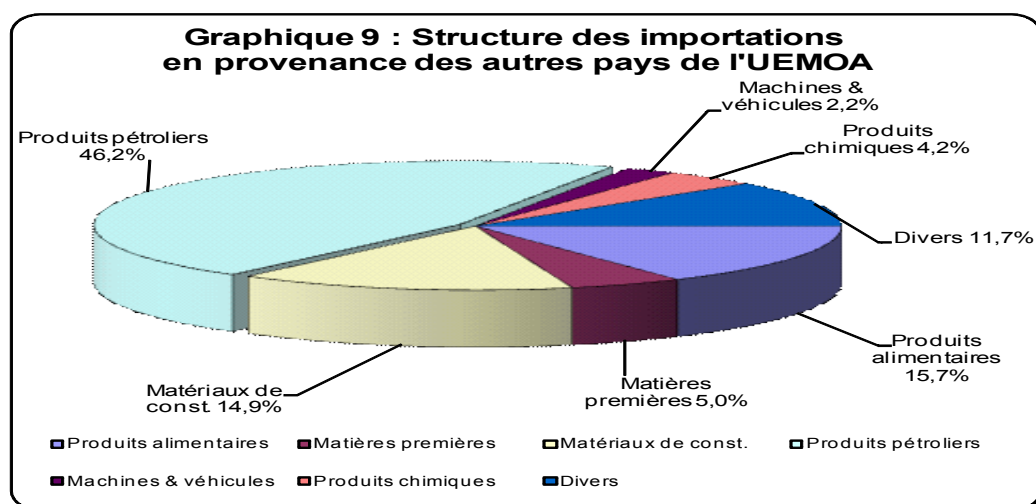
Le tableau A6 en annexe donne la répartition géographique détaillée des importations.

Importations intra-UEMOA

Sur la base des données réconciliées, la part des pays de l'Union dans les importations est ressortie à 36,6% (594.618 millions) en 2014 contre 33,0% (508.593 millions) en 2013. Les importations communautaires du Mali mettent en évidence le Sénégal et la Côte d'Ivoire comme principaux fournisseurs. La part respective de ces deux pays dans les importations totales du Mali est de 15,1% et 11,9% en 2014, après 9,8% et 12,0 % en 2013. Le Bénin occupe également une place importante avec 4,1% des importations totales du Mali. Les importations d'origine communautaire ont porté essentiellement sur les produits pétroliers (16,9% des importations totales du Mali), les matériaux de construction (5,4%) et les produits alimentaires (5,8%).

Pour ces produits, les pays de l'Union restent les principaux fournisseurs du Mali. En effet, ils l'ont approvisionné en hydrocarbures pour 63,2%, en matériaux de construction pour 34,7% et en produits alimentaires pour 37,6%.

Le graphique qui suit présente la structure des importations de biens en 2014 en provenance des autres pays de l'UEMOA.



Sources : BCEAO, INSTAT.

Le tableau A8 en annexe présente les importations communautaires par grande catégorie de produits en 2014.

1.2 Balance des services

Le déficit de la balance des services s'est atténué de 4.085 millions en 2014 par rapport à 2013 en se chiffrant à 850.055 millions. Cette évolution s'explique notamment par la hausse de 6,6% des exportations de services, notamment les voyages et les services de télécommunication. Par ailleurs, les flux débiteurs de services de transports ont augmenté de 0,9% sur la période.

Tableau 11 : Balance des services

(en millions de FCFA)

RUBRIQUES	2010	2011	2012	2013	2014
Exportations de services	190 040	193 880	191 953	211 726	225 640
Importations de services	508 940	532 433	581 536	1 065 866	1 075 695
Balance des services	-318 900	-338 553	-389 584	-854 140	-850 055

Source : BCEAO.

Le déficit de la balance des services relève, en termes nets, des services de transports (eux-mêmes liés principalement au fret sur importations) et des "autres services", notamment les services de construction, d'assurance et les "autres services aux entreprises". Cette situation dénote de la faible capacité d'offre locale de services spécialisés aux agents économiques.

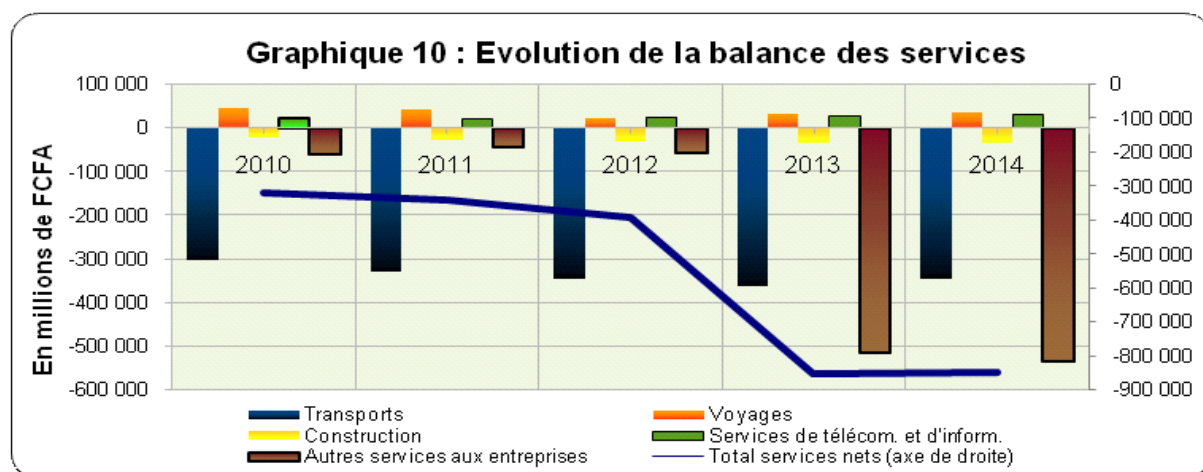
Le tableau et le graphique qui suivent montrent l'évolution des services sur les cinq dernières années.

Tableau 12 : Evolution de la balance des services

(en millions de FCFA)

RUBRIQUES	2010	2011	2012	2013	2014
Transports	-302 950	-330 443	-345 260	-361 950	-344 948
Dont fret	-277 120	-266 190	-305 824	-319 749	-299 684
Voyages	46 450	43 100	20 285	29 995	33 635
Autres services	-62 400	-51 210	-64 609	-522 184	-538 742
Total services nets	-318 900	-338 553	-389 584	-854 140	-850 055

Source : BCEAO.



Source : BCEAO.

1.2.1 Exportations de services

L'analyse de l'évolution des services met en exergue la prédominance des postes voyages et services de télécommunication dans les flux d'exportations de services. Les exportations de services se sont établies à 225.640 millions en 2014, après 211.726 millions en 2013 (+6,6%). Les flux créditeurs de voyages se sont élevés à 104.787 millions, en hausse de 18,8% par rapport à leur niveau de 2013, du fait de l'augmentation du nombre de visiteurs internationaux. Cette évolution découle, en partie, des mouvements de contingents militaires, avec la présence de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA).

Les flux de voyages en provenance des autres pays de l'UEMOA se sont redressés de 8,0%, en liaison avec l'augmentation du nombre de visiteurs de l'ensemble des pays de l'Union qui ont enregistré un total de 2.506 visiteurs de plus que l'année 2013. Le Sénégal demeure le premier pays de provenance des visiteurs de l'Union, avec 35,1% des flux, suivi de la Côte d'Ivoire (30,6%).

Concernant les services de télécommunication reçus, ils ont augmenté de 3,3% en 2014 en ressortant à 88.625 millions, en raison de l'accroissement de l'activité de la téléphonie cellulaire et des services connexes.

En revanche, les exportations de services de transport, dont le transport aérien de passagers constitue la principale composante, n'ont pas enregistré de flux notable depuis 2011, avec l'arrêt des activités de la compagnie aérienne nationale. Ainsi, 1.908 millions de FCFA, correspondant à des commissions, ont été reçus en 2014. Enfin, les biens et services reçus par les administrations publiques ont diminué sur la période (-8,3%) en s'affichant à 25.510 millions ; il s'agit des transactions des organismes publics non résidents et autres missions internationales. Par contre, les services de construction et d'assurance n'ont pas connu d'évolution notable sur la période.

1.2.2 Importation de services

Les importations de services se sont accrues en 2014, en s'établissant à 1.075.695 millions, après 1.065.866 millions en 2013, montant qui reflète les services extérieurs reçus dans le cadre des missions militaires. Ces appuis militaires enregistrés en tant qu'utilisation de services militaires d'autres administrations publiques sont ressortis à 495.370 millions en 2014, après 465.864 millions en 2013. Hormis ces transactions exceptionnelles, les transports, notamment le fret, constituent le poste qui contribue le plus au déficit des services, en raison de l'importance des importations de biens et de la continentalité du pays. Le montant du fret payé aux non-résidents s'est affiché à 299.937 millions en 2014, en repli de 6,2% par rapport à 2013, du fait de la révision du taux de fret, de 17,0% à 15,5%, suite à la réalisation d'une étude sur l'actualisation du taux de fret dans les pays de l'UEMOA. Les flux de transport de passagers représentent une proportion de 7,4% (ou 43.056 millions) des importations de services hors services militaires, les résidents restant encore largement tributaires des compagnies étrangères pour leur déplacement à l'étranger.

Les services de voyages constituent une part importante des flux débiteurs de services (12,3% hors services militaires en 2014), avec un montant de 71.151 millions, en progression de 22,3% par rapport à 2013. Ces transactions représentent les dépenses effectuées par les résidents dans le cadre de leurs déplacements à l'étranger.

Au niveau de l'UEMOA, les flux débiteurs des voyages ont atteint 34.380 millions (48,3% du total des voyages), après 37.228 millions en 2013, marquant ainsi une diminution de 7,7%. Le Burkina Faso a été la destination privilégiée des Maliens avec 34,5% des flux de l'Union, suivi de la Côte d'Ivoire (17,0%) et du Sénégal (16,1%).

Les importations de services de télécommunication et d'informatique ont enregistré une hausse de 747 millions en 2014 (1,3%) et celles des autres services aux entreprises ont affiché une baisse de 19.810 millions (-19,9%), en liaison avec le reflux des services de recherche et développement dans les domaines miniers.

Encadré 3: L'actualisation du fret

La Banque Centrale a procédé, en 2014, à l'actualisation du taux de fret qui est appliqué aux statistiques du commerce extérieur, dans le cadre de l'élaboration de la balance des paiements. L'évaluation de la balance commerciale requiert le calcul du taux de fret et d'assurance, permettant l'estimation de la valeur FOB des importations. Le taux de fret est fonction de la distance parcourue pour l'acheminement des produits, de la nature et du volume des produits importés.

La première phase de l'étude a consisté au calcul des parts moyennes des différents groupes de produits (biens alimentaires, autres biens de consommation courante, produits énergétiques, matières premières et biens intermédiaires, biens d'équipement) et par origine géographique (Europe, Amérique, Asie, Afrique hors CEDEAO, CEDEAO hors UEMOA, UEMOA) dans le total des importations, sur les cinq dernières années.

L'échantillon de produits à suivre a été sélectionné à partir des statistiques douanières. A cet effet, la part des produits (par chapitre) par rapport aux groupes de produits a été calculée dans un premier temps pour identifier les produits les plus importants en terme de poids et, dans un deuxième temps, la part des variétés (par division) par rapport aux produits identifiés a également été calculée. Les données de l'étude ont été collectées auprès de trois (3) sources : les dossiers d'importation constitués auprès des services douaniers, les dossiers de demande de couverture d'importation ainsi que des sources complémentaires.

Les résultats de l'étude font ressortir un taux de fret moyen (transport et assurance) de 15,8% pour l'ensemble des produits d'importation du Mali, toutes origines géographiques confondues, contre une estimation de 18,0% auparavant. Le taux d'assurance est ressorti en moyenne à 0,5% pour l'ensemble des produits d'importations, contre une estimation de 1,0% auparavant.

Le principal facteur explicatif de cette évolution est la baisse des coûts de transport au niveau mondial. En effet, des économies d'échelle sont réalisées à la faveur de l'intensification des échanges commerciaux, conduisant à une diminution des coûts de transport. Ceci est accentué par le volume croissant des échanges avec la Chine qui applique des coûts plus bas, la concurrence et la concentration dans le transport maritime ainsi que les capacités de chargement de plus en plus grandes des navires. Le tableau qui suit donne le taux de fret par groupe de produits et par zone géographique.

Groupe de produits	Europe	Amérique	Asie	Afrique hors CEDEAO	CEDEAO hors UEMOA	UEMOA	Total
Produits alimentaires (PA)	20,7	22,9	14,1	4,4		7,8	19,1
Autres biens de conso. courante (CC)	20,4	31,0	10,5	13,3			20,1
Produits pétroliers (PP)	6,2			13,3		4,5	7,0
Biens intermédiaires (BI)	11,6	6,0	13,0	9,3	14,8	13,4	11,9
Biens d'équipement (BE)	10,5		12,1	10,1			10,7
Total produits (TP)	15,9	22,9	12,5	12,5	14,8	7,9	15,8

Le taux de fret est le plus bas dans la zone UEMOA, du fait de la proximité des pays de cette zone, dont cinq (5) sont frontaliers avec le Mali. Les continents américains et européens, bien que plus proches géographiquement que l'Asie, ont des coûts plus élevés que l'Asie. Cette situation s'explique par le volume élevé des échanges avec l'Asie et les coûts de transport relativement bas appliqués.

L'analyse par groupe de produit fait ressortir des taux élevés (au dessus de la moyenne) pour les biens de consommation courante et les produits alimentaires. En effet, ces produits proviennent essentiellement des autres continents (Europe, Amérique et Asie) dont les coûts de transport sont élevés en raison de leur situation géographique. Les biens d'équipement et les biens intermédiaires (y compris matières premières) présentent des coûts de fret en dessous de la moyenne. Les coûts de transport de ces produits, qui proviennent aussi bien de l'UEMOA que des autres zones géographiques, sont fonction du volume (très diversifié), du type de produits ainsi que de l'origine géographique. Les produits pétroliers présentent les coûts les plus bas du fait que l'essentiel de ces produits proviennent des autres pays de l'Union.

1.3. Compte de revenu primaire

En 2014, le solde du compte du revenu primaire est ressorti déficitaire de 190.012 millions, après un déficit de 213.687 millions l'année précédente, en amélioration 23.675 millions (ou 11,1%).

Le poste « rémunération des salariés » (correspondant aux revenus du travail) a affiché un solde net de 2.576 millions, après 1.117 millions en 2013, marquant ainsi une amélioration de 1.459 millions par rapport à l'année précédente. Cette évolution est liée à l'augmentation de la masse salariale reçue par les résidents en provenance de structures non-résidentes, subséquente à la présence de missions internationales dans le cadre de l'appui militaire. En effet, les flux créditeurs de rémunération des salariés se sont accrus de 15,3% en 2014. De même, les flux débiteurs ont marqué une hausse de 7,8%, en ligne avec l'évolution des activités de certains organismes non-résidents.

Le déficit des revenus des investissements (correspondant aux revenus du capital) s'est réduit de 16.056 millions en 2014, avec un solde qui est ressorti à 197.391 millions contre 213.447 millions en 2013. Cette amélioration de 7,5% s'explique notamment par la diminution des revenus des investisseurs directs qui constituent 91,3% de ce poste en 2014, avec un montant net de 180.253 millions. A l'instar des années précédentes, les flux débiteurs des revenus des investissements sont induits principalement par les revenus des investisseurs directs (titres de participation), qui se déclinent en dividendes distribués pour 90.852 millions (56,9%) et en bénéfices réinvestis pour 68.679 millions (43,1%). Ces revenus des investissements sont destinés essentiellement aux investisseurs des secteurs aurifère (53,4%), des télécommunications (31,1%) ainsi que bancaire et financier (14,3%), secteurs attrayants de l'économie malienne. Ces revenus ont été moins importants en 2014

qu'en 2013, en ligne avec le ralentissement de l'activité dans le secteur aurifère. Il est à noter que les revenus versés aux investisseurs appartiennent à hauteur de 25,7% aux investisseurs de l'UEMOA, 3,8% à ceux de la Zone euro et 70,5% au reste du monde.

Au niveau du secteur public, les paiements d'intérêts sur la dette extérieure se sont établis à 17.200 millions après 18.400 millions en 2013. Ces paiements d'intérêts sont essentiellement effectués en faveur de la Banque Mondiale (21,4%), de la BAD (12,7%), de la BOAD (8,8%), du FMI (8,2%), de la Chine (12,3%), de l'Inde (7,6%) et de l'Arabie Saoudite (4,3%).

Concernant les autres revenus primaires, la hausse du solde en 2014 s'explique par le repli des loyers versés par les Autorités à l'étranger, soit 468 millions de Fcfa en 2014, après 6.631 millions en 2013.

Le tableau qui suit retrace l'évolution des revenus primaires entre 2010 et 2014.

Tableau 13 : Evolution du compte de revenu primaire

(en millions de FCFA)

RUBRIQUES	2010	2011	2012	2013	2014
Rémunération des salariés	1 680	-4 265	-1 505	1 117	2 576
Revenus des investissements	-209 200	-208 302	-235 131	-213 447	-197 391
Revenus des investissements directs	-196 740	-190 094	-225 127	-193 587	-180 253
Revenus des investissements de portefeuille	-1 730	2 178	7 316	2 280	6 120
Revenus des autres investissements	-10 730	-20 386	-17 320	-22 140	-23 258
dont intérêts sur dette publique extérieure	-13 021	-17 100	-17 900	-18 400	-17 200
Revenus des avoirs de réserve	0	0	0	0	
Autres revenus primaires		-5 339	1 805	-1 357	4 803
TOTAL DES REVENUS	-207 520	-212 567	-234 831	-213 687	-190 012

Sources : BCEAO, DNTCP (TOFE).

1.4 Compte de revenu secondaire

A fin 2014, l'excédent du compte de revenu secondaire a enregistré une diminution de 4,8% par rapport à 2013. Cette évolution découle essentiellement de la baisse de l'aide budgétaire reçue des bailleurs au cours de la période.

L'évolution du revenu secondaire entre 2010 et 2014 est résumée dans le tableau qui suit.

Tableau 14 : Evolution du compte de revenu secondaire

(en millions de FCFA)

RUBRIQUES	2010	2011	2012	2013	2014
Administration publique	98 110	81 045	29 003	625 359	569 798
dont aide budgétaire	54 900	55 700	3 750	110 810	70 200
Autres secteurs	168 120	322 725	376 458	380 169	387 420
dont envois de fonds des travailleurs	145 350	313 414	367 390	374 652	379 587
fonds reçus (crédit)	216 650	354 695	405 953	423 445	433 697
fonds émis (débit)	71 300	41 281	38 562	48 793	54 110
REVENU SECONDAIRE NET	266 230	403 770	405 461	1 005 528	957 218

Sources : BCEAO, DNTCP (TOFE).

L'excédent des revenus secondaires nets au profit des administrations publiques est ressorti à 569.798 millions, après un niveau de 625.359 millions l'année précédente. Ce niveau inclut 460.400 millions de ressources mobilisées dans le cadre des missions Minusma (Nations-Unies) et Barkhane (France) qui ont commencé leurs opérations militaires en 2013. Les autres fonds mobilisés par l'Administration publique se sont établis à 109.398 millions dont 70.200 millions au titre de l'aide budgétaire, après 110.810 millions en 2013 dans le cadre du Plan pour la Relance Durable du Mali (PRED). Cette baisse découle de la suspension de la coopération avec les partenaires techniques et financiers pendant une partie de l'année 2014. L'aide budgétaire provient de l'Union Européenne (53,6%), des Pays-Bas (8,4%), du Canada (7,4%), de l'Agence Française de Développement (3,5%) et de divers autres partenaires bilatéraux. De même, les autres subventions et versements reçus par le pays se sont repliés de 22,9% par rapport à leur niveau de 2013, en ressortant à 39.198 millions. Il s'agit notamment d'aides d'organismes internationaux au titre de la coopération internationale.

Au niveau des flux de revenus secondaires en faveur des autres secteurs de l'économie (sociétés, ménages et institutions sans but lucratif au service des ménages), les flux nets ont atteint un montant de 387.420 millions en 2014, en hausse de 1,9% par rapport à leur niveau de 2013. Cette évolution découle de la bonne tenue des envois de fonds des travailleurs migrants, dont les flux nets ont progressé de 1,3%, en ressortant à 379.587 millions. Les flux créditeurs sont ressortis à 433.697 millions, après 423.445 millions pour l'année 2013, soit une hausse de 2,4%, dont environ 40,0% de flux transitant par les canaux informels.

Au niveau des fonds reçus des travailleurs migrants, 29,1% proviennent des autres pays de l'UEMOA, 45,6% des pays de la Zone euro et 25,3% du reste du monde. Au sein de l'UEMOA, ce sont les travailleurs migrants résidant en Côte d'Ivoire, au Burkina Faso et au Sénégal qui envoient le plus de fonds avec respectivement 52,0%, 17,8% et 16,1% des fonds en provenance de l'UEMOA. Au sein de la Zone euro, la France et l'Espagne prédominent alors qu'au niveau des autres pays, le Congo, le Gabon et les Etats-Unis constituent les principales provenances.

Encadré 4 : Assistance militaire reçue dans le cadre du processus de sortie de crise

Le Mali bénéficie, depuis janvier 2013, d'une assistance militaire, suite à la crise socio-politique et sécuritaire qu'a connu le pays en 2012. En effet, depuis janvier 2012, un conflit armé oppose, dans le nord du Mali, l'armée malienne aux rebelles touaregs du Mouvement national pour la libération de l'Azawad (le MNLA qui revendique l'autodétermination et l'indépendance de l'Azawad) et au mouvement salafiste Ansar Dine, alliés à d'autres mouvements islamistes.

Sur demande du Mali, la France a lancé en 2013 l'opération Serval pour arrêter la progression des djihadistes qui contrôlent le nord du Mali et soutenir les troupes maliennes face à la menace d'une offensive vers Bamako. En juillet 2013, la Mission intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (Minusma) est mise en place, prenant le relais de la Misma (force panafricaine). La force Serval est remplacée par Barkhane en juillet 2014, une opération plus large de lutte contre le djihadisme avec 3.000 soldats français mobilisés dans cinq pays du Sahel.

La Minusma est une force multidimensionnelle et intégrée dont le rôle est de contribuer à la stabilisation au Mali, en agissant sur plusieurs domaines. La Mission a un effectif autorisé de 11.200 militaires, 1.440 policiers et 1.619 civils dont 838 internationaux. La Minusma dispose actuellement d'un budget d'environ 830.701.700 dollars américains, soit près de 415 milliards de FCFA. Ces dépenses opérationnelles sont financées au moyen de comptes spéciaux, avec des crédits inscrits et répartis entre les Etats membres suivant leurs quote-parts respectives.

Dans le cadre de l'élaboration de la balance des paiements, les dépenses opérationnelles de ces missions sont enregistrées comme des services militaires reçus (poste des biens et services des administrations publiques non inclus ailleurs) financés par des transferts courants reçus (revenus secondaires).

II. COMPTE DE CAPITAL

Au terme de l'année 2014, l'excédent du compte de capital, correspondant essentiellement aux remises de dettes et aux aides destinées à financer l'investissement, est ressorti à 114.088 millions, marquant ainsi une diminution de 15.245 millions (-11,8%) par rapport à son niveau de 2013. Cette évolution notable traduit le repli des aides des partenaires techniques et financiers.

Tableau 15 : Evolution du compte de capital

(en millions de FCFA)

RUBRIQUES	2010	2011	2012	2013	2014
Acquisitions/cessions d'actifs non financiers non produits	-440	2	-1 755	-802	-1 978
Transferts de capital	125 170	184 331	55 138	130 136	116 066
Administrations publiques	89 830	151 919	15 737	105 310	96 679
dont remises de dettes (PPTE)	11 030	13 619	6 555	25 500	14 900
Autres secteurs	35 340	32 412	39 401	24 826	19 387
SOLDE COMPTE DE CAPITAL	124 730	184 333	53 383	129 334	114 088

Sources : BCEAO, DNTCP (TOFE).

2.1 Acquisitions ou cessions d'actifs non financiers non produits

Les transactions au titre des acquisitions ou cessions d'actifs non financiers non produits au Mali sont ressorties à -1.978 millions, après - 802 millions en 2013.

2.2 Transferts en capital

Après le gel de l'aide financière en 2012 consécutive à la situation politique qui sévissait dans le pays, les partenaires techniques et financiers du Mali ont recommencé, depuis 2013, à financer des projets dans différents secteurs. Ainsi, les dons (hors remise de dettes) se sont établis à 81.779 millions en 2014, après 79.810 millions en 2013, marquant ainsi une hausse de 2,5% par rapport à l'année précédente. Ces subventions proviennent du Fonds Européen de Développement (21,1%), des Pays-Bas (15,1%), de la Corée (12,2%), de la Chine (8,6%), du Danemark (8,5%), de l'Agence Française de Développement (7,2%), du Fonds Africain de Développement (6,8%), de la Banque Islamique de Développement (6,4%), de l'Allemagne (5,6%), de la Belgique (4,7%) et de divers partenaires techniques et financiers pour 8,8%. Ces appuis financiers sont essentiellement destinés aux secteurs de l'agriculture, des infrastructures, des télécommunication et de la décentralisation. Au titre de la remise de dette correspondant à l'initiative PPTE, un montant de 14.900 millions a été mobilisé, après 25.500 millions en 2013.

Au niveau des transferts de capital des autres secteurs, un montant de 19.387 millions (en repli de 21,9%) a été mobilisé. Ces appuis correspondent aux transferts et dons reçus de certains organismes internationaux ou organisations non gouvernementales pour le financement d'investissements au profit des ISBLM.

III. COMPTE FINANCIER

Le compte financier, qui évalue les acquisitions nettes d'actifs financiers et les accroissements nets des passifs vis-à-vis des non-résidents, s'est soldé, au terme de l'année 2014, par un montant net de -106.306 millions, après -137.896 millions en 2013. Ce montant correspond à 129.788 millions d'acquisitions nettes d'actifs financiers et 236.094 millions d'accroissement net des passifs.

Tableau 16 : Compte financier

(en millions de FCFA)					
RUBRIQUES	2010	2011	2012	2013	2014
Investissements directs	-197 370	-260 361	-194 978	-150 681	-70 903
Investissements de portefeuille	-19 000	-18 409	-5 213	-504	-88 898
Dérivés financiers	1 950	0	0		
Autres investissements	-210 710	172 784	101 732	13 290	53 495
SOLDE DES OPERATIONS FINANCIERES	-425 130	-105 986	-98 460	-137 896	-106 306

Sources : BCEAO, DNTCP (TOFE).

3.1 Investissements directs

L'accroissement net du passif au titre des investissements directs a été de 71.207 millions (152.092 millions en 2013), dont 59.721 millions (83,9%) au titre des participations et des bénéfices réinvestis et 11.486 millions (16,1%) pour les instruments de dette (emprunts auprès des investisseurs directs). Le repli de 53,2% des flux d'investissement direct s'explique essentiellement par celui des emprunts des sociétés minières auprès de leurs maisons mère pour financer les gros investissements. En effet, certaines sociétés qui avaient contracté des prêts pour agrandir leurs mines sont actuellement en phase de remboursement. Aussi bien pour les participations que pour les instruments de dette, la quasi totalité des investissements provient des entreprises d'investissement direct. La répartition sectorielle des investissements, au titre des participations (y compris le réinvestissement de bénéfices) montre que le secteur minier a contribué à hauteur de 92,7% à l'augmentation des investissements directs, le secteur de l'intermédiation financière pour 42,5%, le secteur de la construction pour 17,7% et celui de l'industrie manufacturière pour 3,0%. En revanche, les secteurs de la communication, de la construction et des transports ont contribué négativement à l'évolution des investissements (désinvestissements) pour respectivement 22,9%, 14,9% et 4,8%. Les principaux pays d'origine de ces investissements sont le Royaume-Uni, le Maroc, le Sénégal, le Togo et la Libye. En outre, un désinvestissement a été enregistré en 2014 pour le Canada, l'Afrique du Sud, l'Australie et la France.

Pour ce qui concerne les emprunts auprès des investisseurs directs, ils proviennent de l'Afrique du Sud (33,9%), du Royaume-Uni (54,9%) et du Togo (9,1%). Ils sont essentiellement dédiés au secteur minier et à l'industrie manufacturière. Les remboursements d'emprunts ont été enregistrés en Australie (90,8%) et en France (9,2%) pour les secteurs minier et bancaire.

Au niveau de l'acquisition nette d'actifs, les flux nets ont totalisé 304 millions (1.411 millions en 2013) dont la totalité correspond à l'augmentation des titres de participation auprès de sociétés non-résidentes, au titre des entreprises d'investissement direct.

3.2 Investissements de portefeuille

Le solde net des investissements de portefeuille (hors secteur monétaire) s'est établi à -88.898 millions, après -504 millions en 2013. Les transactions au niveau de ce poste ont concerné essentiellement les opérations du Trésor sur le marché des titres (émissions d'obligations et de bons du Trésor). A fin 2014, le montant des encours vis-à-vis des non-résidents a été de 159.776 millions,

avec 150.317 millions pour les bons du Trésor (3.100 millions en 2013) et 9.459 millions pour les obligations (-1.581 millions en 2013). A fin 2014, neuf émissions de bons et 3 émissions d'obligations effectuées par le Trésor n'étaient pas échues. Ces émissions, qui ont mobilisé un total de 392.457 millions ont été souscrites par les non-résidents, particulièrement les autres banques de l'Union, à hauteur de 159.776 millions, soit une proportion de 40,7%. Pour les autres secteurs, les transactions sur titres de créances sont ressorties à 1.521 millions d'acquisitions nettes.

Pour ce qui concerne les titres de participation et parts dans les fonds de placement, les engagements nets ont été de 4 millions (-526 millions en 2013) et les acquisitions nettes se sont affichées à 23 millions (70 millions en 2013), correspondant en totalité aux transactions des autres secteurs.

3.3 Dérivés financiers

A l'instar de l'année précédente, il n'y a pas eu de transactions relatives aux dérivés financiers.

3.4 Autres investissements

Le solde de ce compte, qui recense principalement les transactions sur les numéraires et les dépôts, les crédits commerciaux, les prêts et les autres comptes à recevoir et/ou à payer est ressorti à 53.496 millions, qui se déclinent en accroissement net de créances de 127.986 millions (85.344 millions en 2013), et en augmentation nette des engagements de 74.491 millions (72.054 millions en 2013).

La hausse des créances est imputable au secteur privé, dont les dépôts à l'étranger et les avoirs en devises ont atteint de 107.503 millions et les crédits commerciaux, 20.483 millions.

S'agissant du passif des autres secteurs, il a été enregistré au cours de l'année 2014 des augmentations nettes de 22.828 millions de prêts et des remboursements nets de 3.937 millions de crédits commerciaux reçus des sociétés. Au niveau de l'Administration publique, les engagements nets sont ressortis à 55.600 millions après 77.800 millions en 2013. Ce montant inclut 119.500 millions de tirages de prêts, 52.000 millions d'amortissement et 11.900 millions de remboursement d'arriérés de la dette. Ces décaissements de prêts émanent essentiellement de la Banque Mondiale (23,6%), de la Chine (21,4%), du Fonds Africain de Développement (16,3%), de la Banque Ouest Africaine de Développement (16,2%) et de la Banque Islamique de Développement (11,8%). En outre, 2.054 millions de prêts nets ont été mobilisés par les Autorités monétaires auprès du FMI, pour le compte de l'Administration.

IV. CAPITAUX MONETAIRES

4.1 Avoirs et engagements de la Banque Centrale

Les avoirs extérieurs nets de l'Institut d'Émission se sont détériorés sur la période, marquant une baisse de 153.546 millions, après celle de 60.559 millions en 2013. En effet, l'évolution des avoirs bruts de la Banque Centrale fait ressortir un repli de 144.338 millions, après la diminution de 47.393 millions un an plus tôt. Cette évolution est subséquente à la baisse de 154.517 des avoirs en devises, en dépit de la mobilisation de ressources extérieures. Les avoirs ont été utilisés, entre autres, pour la couverture des importations de biens et services et le remboursement des engagements extérieurs. Les autres éléments des avoirs, à savoir la position de réserve au FMI ainsi que les DTS détenus, ont augmenté sur la période.

Quant aux engagements extérieurs, ils se sont accrus de 9.208 millions (13.166 millions en 2013), en liaison avec la hausse de deux de leurs composantes, à savoir le recours au crédit du FMI et les

autres engagements auprès des banques et institutions étrangères. L'encours des crédits du FMI a augmenté de 6.691 millions en 2014, avec les facilités accordées dans le cadre du programme économique et financier appuyé par la Facilité Elargie de Crédit. De même, les autres engagements auprès des banques et institutions étrangères ont progressé de 3.016 millions au cours de l'année.

Tableau 17 : Variation des avoirs et engagements de la Banque Centrale

(en millions de FCFA)

RUBRIQUES	2010	2011	2012	2013	2014
AVOIRS	-67 645	40 817	-36 475,20	-47 393	-144 338
Position de réserve	4 091	4 054	-5 780	-1 929	6 589
DTS détenus	3 485	1 255	-1 008	-2 277	3 590
Avoirs en devises	-74 246	35 508	-29 686	-43 187	-154 517
Autres créances	-975				
ENGAGEMENTS	14 947	11 661	7 350	13 166	9 208
Recours aux crédits du Fonds	4 253	22 719	2 852	16 324	6 691
Banques et institutions étrangères	-1 558	-1 467	1 739	1 334	-499
Engagements en monnaies étrangères	0	0	0	0	0
Autres engagements	12 252	-9 591	2 758	-4 492	3 016
Avoirs extérieurs nets	-82 592	29 156	-43 825	-60 559	-153 546

Source : BCEAO.

4.2 Avoirs et engagements des autres institutions de dépôts

Les avoirs extérieurs nets des banques sont ressortis en hausse de 20.513 millions, après une augmentation de 124.678 millions en 2013, en liaison avec l'accroissement des avoirs extérieurs.

La hausse de 172.938 millions des avoirs extérieurs bruts des autres institutions de dépôt s'explique par celles de 114.894 millions des avoirs en monnaie fiduciaire et dépôts et d'une régression de 21.147 millions des créances sur l'extérieur. Elle porte également l'empreinte de l'intensification de leurs transactions sur le marché des titres. En effet, les acquisitions nettes de titres de créances étrangères ont été de 79.135 millions en 2014, après un niveau de 57.640 millions en 2013. Au niveau des engagements qui ont augmenté de 152.425 millions, il est noté un accroissement de 71.765 millions des engagements en monnaie fiduciaire et dépôts et un repli de 3.114 millions des titres de créances émis.

Tableau 18 : Evolution des avoirs et engagements des autres institutions de dépôts

(en millions de FCFA)

RUBRIQUES	2010	2011	2012	2013	2014
Avoirs	134 736	-35 454	43 469	126 471	172 938
dont banques et correspondants	39 178	-25 400	41 438	-17 794	28 890
Engagements	72 605	38 315	-1 474	1 793	152 425
Court terme	64 676	50 775	4 527	-22 457	143 962
dont banques et correspondants	-92 482	35 021	14 884	-1 919	126 533
Moyen et long termes	7 922	-12 439	-6 001	24 250	8 463
Avoirs extérieurs nets	62 131	-73 768	44 943	124 678	20 513

Source : BCEAO.

4.3 Avoirs et engagements des institutions monétaires

Les besoins de financement dégagés au niveau des opérations courantes et en capital n'ont pas été entièrement couverts par les transactions financières. Cela se traduit par une détérioration du solde global de la balance des paiements qui a enregistré un déficit de 133.033 millions à fin 2014, après l'excédent de 64.120 millions à la fin de l'année 2013. Le tableau qui suit retrace l'évolution du solde global de la balance des paiements entre 2010 et 2014.

Tableau 19 : Evolution des avoirs extérieurs nets

(en millions de FCFA)

RUBRIQUES	2010	2011	2012	2013	2014
Variation AEN banques de dépôts	62 131	-73 768	44 943	124 678	20 513
Variation AEN Banque centrale	-82 592	29 156	-43 825	-60 559	-153 546
SOLDE GLOBAL	-20 461	-44 612	1 118	64 120	-133 033

Source : BCEAO.

V. POSITION EXTERIEURE GLOBALE

5.1 Evolution de la position extérieure globale nette

La position extérieure globale (PEG) correspond au stock d'avoirs et d'engagements financiers extérieurs, avec comme composantes les créances et les engagements vis-à-vis de l'étranger ainsi que le stock d'or monétaire et les DTS.

Au titre de l'année 2014, la PEG du Mali a affiché un montant de -2.868.300 millions, en détérioration de 259.832 millions par rapport à l'année précédente. Cette évolution résulte d'une augmentation plus rapide du stock de passifs financiers qui n'a pas été compensée par le stock d'actifs de la période. En effet, les actifs financiers se sont inscrits à 1.427.729 millions à fin 2014, en hausse de 164.949 millions (ou 13,1%) par rapport à 2013. Cette évolution s'explique essentiellement par l'accroissement des actifs au niveau des investissements de portefeuille, des autres investissements, en l'occurrence, la monnaie fiduciaire et les dépôts dont les stocks se sont accrus respectivement de 25,8% et 166,5%. En revanche, les stocks de prêts et des autres avoirs de réserve se sont dépréciés de 16,2% (21.147 millions) et 37,7% (211.239 millions) respectivement.

Quant au stock de passifs financiers, il s'est établi à 4.296.029 millions à fin 2014, en hausse de 424.781 millions (ou 11,1%) par rapport à l'année précédente, en liaison avec l'augmentation des engagements au titre des investissements directs, des investissements de portefeuille et des prêts (5,6%, 69,0% et 8,5% respectivement). Le stock d'engagements au titre des prêts (y compris la dette publique extérieure et les engagements envers le FMI) est ressorti à 2.180.822 millions à fin 2014, marquant une hausse de 170.320 millions.

Le ratio de la PEG rapporté au PIB est ressorti à -48,4%, après un niveau de -48,2% un an plus tôt.

Tableau 20 : Variation de la position extérieure globale nette

(en millions de FCFA)

	Poste	Début de période	Autres flux	Fin de période
A	Stock d'actifs financiers	1 262 780	6 561	1 427 729
1	Investissements directs	28 413		28 717
2	Investissements de portefeuille	320 230	2 146	403 009
3	Dérivés financiers			0
4	Autres investissements	295 012	0	516 801
4.1	Autres titres de participation	0		0
4.2	Monnaie fiduciaire et dépôts	133 561	0	355 958
4.3	Prêts	130 846		109 699
4.4	Régime d'assurance, de pens. et de garant.			
4.5	Crédits commerciaux	30 017		50 500
4.6	Autres comptes à payer/à recevoir	588		644
5	Avoirs de réserves	619 125	4 415	479 202
5.1	Or monétaire			
5.2	Droits de tirage spéciaux	53 835	3 657	57 425
5.3	Position de réserve au FMI	5 306	758	73 032
5.4	Autres avoirs de réserve	559 984		348 745
B	Stocks de passifs financiers	3 871 248	13 850	4 296 029
1	Investissements directs	1 508 383		1 592 794
2	Investissements de portefeuille	128 304		216 802
3	Dérivés financiers	400		400
4	Autres investissements	2 234 161	13 850	2 486 033
4.1	Autres titres de participation			0
4.2	Monnaie fiduciaire et dépôts	141 052		212 318
4.3	Prêts	2 010 502	4 838	2 180 822
4.4	Régime d'assurance, de pens. et de garant.			
4.5	Crédits commerciaux	12 617	4 558	13 237
4.6	Autres comptes à payer/à recevoir	4 495		9 705
4.7	Droits de tirage spéciaux	65 495	4 455	69 950
C	Position extérieure globale nette (A) - (B)	-2 608 468	-7 289	-2 868 300

Source : BCEAO.

5.2 Structure géographique de la position extérieure globale

La répartition géographique de la PEG fait ressortir la prédominance des transactions financières des autres pays du monde, au détriment de ceux des zones UEMOA et euro. Au niveau des actifs financiers détenus auprès des non-résidents, les autres pays englobent une part de 66,7%, contre 32,7% pour les pays de l'Union et 0,6% pour les pays de la zone euro, après 72,6%, 26,6% et 0,8% respectivement en 2013.

De même, pour les engagements envers les non-résidents, les autres pays détiennent une part de 83,3%, contre 14,2% pour les pays de l'Union et 2,6% pour les pays de la zone euro, après respectivement 83,7 %, 13,6 % et 2,7% en 2013.

Tableau 21 : Orientation géographique de la position extérieure globale nette

(en millions de FCFA)

	Poste	Autres pays de l'UEMOA	Zone euro	Autres pays	Total
A	Stock d'actifs financiers	466 753	8 567	952 409	1 427 729
1	Investissements directs	21 280	1 726	5 711	28 717
2	Investissements de portefeuille	393 955	4 124	4 930	403 009
3	Dérivés financiers				0
4	Autres investissements	248 536	2 717	265 548	516 801
5	Avoirs de réserves	-197 018	0	676 220	479 202
5.1	Or monétaire				0
5.2	Droits de tirage spéciaux			57 425	57 425
5.3	Position de réserve au FMI			73 032	73 032
5.4	Autres avoirs de réserve	-197 018		545 763	348 745
B	Stocks de passifs financiers	608 543	110 942	3 576 545	4 296 029
1	Investissements directs	164 014	31 475	1 397 306	1 592 794
2	Investissements de portefeuille	174 636	18 593	23 574	216 802
3	Dérivés financiers	400			400
4	Autres investissements	269 493	60 874	2 155 665	2 486 033
C	Position extérieure globale nette (A) - (B)	-141 790	-102 375	-2 624 136	-2 868 300

Source : BCEAO.

CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

L'année 2014 s'est caractérisée par la consolidation de la croissance économique, avec un taux de 7,2% en 2014, après la crise politique, institutionnelle et sécuritaire qu'a connue le pays en 2012. Cette situation est consécutive à la reprise de la coopération avec les partenaires techniques et financiers pour accompagner le pays dans son développement.

Toutefois, les comptes extérieurs ont eu un profil moins bien orienté. En effet, le solde commercial, principale composante du compte des transactions courantes, est ressorti déficitaire de 251.295 millions, sous l'effet du repli des cours des principaux produits exportés (l'or et le coton) ainsi que l'augmentation des importations. Ainsi, le taux de couverture des importations par les exportations s'est dégradé de 7,2 points en ressortant à 84,5%. Au niveau des transactions sur les services, le solde s'est ressenti de la progression des flux débiteurs de services, en liaison avec l'assistance militaire reçue ainsi que du poids des services techniques, de recherche et développement, dans le cadre de l'activité minière.

Le compte du revenu primaire s'est bien tenu, sous l'effet de la réduction des flux débiteurs de dividendes versés aux investisseurs étrangers. Il en est de même pour le revenu secondaire dont la progression s'explique par les transferts courants reçus au titre de l'appui militaire ainsi que du maintien des flux des envois de fonds des travailleurs migrants, en dépit du ralentissement de la croissance dans les pays développés. De même, les transferts de capital reçus, constitués essentiellement des dons projets et des appuis budgétaires sectoriels, ont été soutenus (116.066 millions).

Reflétant le besoin de financement de l'économie, le solde net du compte financier est ressorti à -239.339 millions. Contrairement aux années précédentes où les investissements directs constituaient la principale composante de ce poste, ce sont les investissements de portefeuille (émission de bons et d'obligations du Trésor Public) et les tirages de prêts de l'Administration publique qui ont été à la l'origine de la mobilisation de 90.392 millions et 119.500 millions respectivement.

En définitive, les avoirs extérieurs nets du système monétaire se sont repliés de 133.033 millions et la position extérieure globale nette du Mali s'est dégradée de 259.832 millions.

Afin de résorber les déséquilibres extérieurs, le Mali devrait renforcer les mesures de politiques économiques mises en œuvre. Ces mesures auront pour objectif de réduire le déficit courant et de rechercher des financements adéquats pour compenser le déficit. Pour ce faire, des propositions de mesures pourraient découler des pistes de réflexion qui suivent :

- l'accroissement et la diversification de l'offre locale de produits alimentaires et des biens manufacturés ;
- la mise en place de politiques visant une meilleure exploitation du potentiel touristique à travers la promotion d'autres localités touristiques ;
- l'appui à la création d'entreprises de service dans des créneaux spécialisés ;
- l'orientation des investissements directs étrangers vers des secteurs porteurs de croissance ;
- la réduction du risque pays et la restauration d'un climat de paix et de stabilité dans le pays.

ANNEXES

Sommaire des annexes

Annexe 1 :	<i>Note méthodologique sur l'élaboration de la balance des paiements du Mali</i>	40
Annexe 2 :	<i>Ajustements des données monétaires</i>	47
Tableau A1 :	Réconciliation des statistiques financières internationales et de la balance des paiements - Avoirs et engagements extérieurs de la Banque Centrale	47
Tableau A2 :	Réconciliation des statistiques monétaires et de la balance des paiements - Avoirs et engagements extérieurs des autres institutions de dépôts	47
Annexe 3 :	<i>Tableaux complémentaires sur l'évolution des comptes extérieurs</i>	48
Tableau A3 :	Evolution des exportations FOB ajustées de biens	48
Tableau A4 :	Evolution des importations ajustées de marchandises générales	48
Tableau A5 :	Répartition géographique des exportations du Mali	49
Tableau A6 :	Répartition géographique des importations du Mali	50
Tableau A7 :	Exportations communautaires	51
Tableau A8 :	Importations communautaires	51
Tableau A9 :	Estimation de la matrice totale des échanges de biens intra-communautaires	51
Tableau A10 :	Principaux produits d'exportation du Mali	52
Tableau A11 :	Estimation de la matrice des flux touristiques intra-communautaires	52
Tableau A12 :	Estimation de la matrice des flux relatifs aux envois de fonds des travailleurs migrants intra-communautaires	52
Tableau A13 :	Balance des paiements du Mali de 2010 à 2014	53
Tableau A14 :	Balance des paiements du Mali de 2010 à 2014 (optique BCEAO)	66
Tableau A15 :	Position extérieure globale du Mali de 2010 à 2014	

Annexe 1 : Note méthodologique sur l'élaboration de la balance des paiements du Mali

1. Généralités

Les comptes extérieurs (balance des paiements et position extérieure globale) du Mali sont établis conformément à la sixième édition du Manuel de Balance des Paiements et de la Position Extérieure Globale (MBP6) du Fonds Monétaire International (FMI) publiée en 2008.

La principale méthode de collecte d'informations utilisée est basée sur les enquêtes, à l'aide de questionnaires, auprès des agents économiques établis au Mali et intervenant dans les échanges économiques et les opérations financières avec les non-résidents, sur une échelle appréciable.

Aux termes de l'article 1^{er} de l'Annexe III du Règlement n° 09/2010/CM/UEMOA du 1^{er} octobre 2010 relatif aux relations financières extérieures des Etats membres de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), la Direction Nationale de la BCEAO est chargée de l'établissement des statistiques de balance des paiements. Pour ce faire, et en raison de l'implication d'autres services dans la collecte des informations requises, elle doit coordonner, sur le plan national, la détermination des données définitives globales.

2. Concepts fondamentaux

Territoire économique : le territoire économique comprend l'espace aérien, les eaux territoriales, le plateau continental sur lesquels un pays jouit de droits exclusifs ou sur lesquels il a juridiction en ce qui concerne les droits de pêche ou d'exploitation des combustibles ou des minéraux présents dans les sous-sols des mers et des océans, les îles rattachées et les enclaves territoriales à l'étranger. La définition du territoire économique ne requiert plus que les personnes, les biens et les capitaux y circulent librement. Les unions économiques et les unions monétaires sont considérées comme des territoires économiques dans le cadre de l'établissement de la balance des paiements régionale.

Résidence : la résidence d'une unité institutionnelle est liée au territoire économique sur lequel elle a son « centre d'intérêt économique **prédominant** ». Le nouveau Manuel (6^{ème} édition) n'apporte pas de changement substantiel à la notion de résidence. L'ajout du terme « **prédominant** » permet toutefois de reconnaître que certaines unités peuvent avoir un intérêt économique dans deux ou plusieurs territoires.

Transactions : les transactions enregistrées dans la 6^{ème} édition du Manuel de la balance des paiements correspondent à des interactions entre une unité résidente et une unité non-résidente agissant par accord mutuel ou par l'effet de la loi impliquant un échange de valeurs ou un transfert.

Cette définition exclut des flux de balance des paiements les accumulations d'arriérés de paiement extérieurs, les abandons de créance, les variations d'actifs et de passifs des personnes ou entités changeant de lieu de résidence, etc. Il en est de même pour les pertes ou gains de détention qu'entraînent les fluctuations de taux de change ou la variation des prix d'actifs ou de passifs. Ces variations sont enregistrées dans la colonne « autres flux » et prises en compte dans la position extérieure globale.

Autres flux : les « autres flux » comprennent les « réévaluations » et les « autres variations de volume ».

Réévaluations : pertes ou gains de détention qu'entraînent pour les propriétaires d'actifs ou de passifs financiers la variation de leurs prix ou les fluctuations de taux de change.

Autres variations de volume : changements non attribuables aux transactions ou aux réévaluations. Il s'agit notamment des abandons de créances, des pertes d'actifs dues à une catastrophe naturelle,

du changement de résidence par une personne détenant des actifs ou passifs financiers ou des changements de classification.

Unité institutionnelle : c'est une entité économique qui est capable, de son propre chef, de posséder des actifs, de contracter des obligations, de s'engager dans des activités économiques et de réaliser des opérations avec d'autres entités.

Investisseur direct : Investisseur qui détient directement ou indirectement au moins 10% du capital d'une entreprise.

Entreprise d'investissement direct : Entreprise résidente d'une économie, dans laquelle un investisseur résident d'une autre économie détient directement ou indirectement, au moins 10% des droits de vote dans le cas d'une société, ou l'équivalent s'il s'agit d'une entreprise non constituée en société. Elles peuvent prendre la forme **d'entités associées, de filiales ou de succursales**.

Entités associées : Entreprises d'investissement direct dont un investisseur détient directement de 10% au moins à 50% au plus des droits de vote.

Filiales : Entreprises d'investissement direct dont un investisseur détient plus de 50% des droits de vote (entreprise sous-contrôle de l'investisseur).

Succursales : Entreprises d'investissement direct non constituée en société et qui est détenue à 100% par son investisseur direct.

Entreprises sœurs : Entreprises directement ou indirectement influencées par une même entreprise, à condition qu'aucune des deux sociétés ne détienne 10% ou plus du capital de l'autre. Toutefois, les prêts inter-entreprises entre intermédiaires financiers affiliés (à l'exception des compagnies d'assurance et fonds de pension) sont exclus de l'investissement direct, quel que soit le type d'instrument.

Entreprises affiliées : Entités avec lesquelles une entreprise entretient des relations d'investissement direct (investisseurs directs, entités associées, filiales, succursales ou entreprises sœurs).

3. Nature des sources statistiques

Les principales sources utilisées pour l'établissement des comptes extérieurs (version définitive) sont les statistiques douanières et les enquêtes de la BCEAO auprès des entités résidentes intervenant dans les échanges internationaux.

L'échantillon d'agents interrogés par la BCEAO contient quelques centaines d'entreprises, structures administratives, missions diplomatiques et consulaires, organisations non gouvernementales, etc. Les entités nouvellement créées sont introduites dans l'échantillon après un examen au cas par cas.

D'autres sources concernent les rapports de divers organismes ou administrations publiques (BCEAO, FMI, etc.).

La plupart des questionnaires comportent à la fois des rubriques de flux, décrivant les transactions effectuées au cours de l'année, qui vont alimenter directement les rubriques correspondantes de la balance des paiements et des rubriques de stocks qui vont alimenter, d'une part, directement la position extérieure globale et, d'autre part, la balance des paiements par comparaison avec les stocks correspondants de la période précédente (variations d'encours).

Certains documents de collecte ne sont pas des questionnaires à proprement parler, mais respectent les mêmes principes de codification et de ventilation géographique. C'est le cas, par exemple, du

document intitulé "DEC" qui sert à recenser, de manière globalisée, les données issues des situations DEC 2000 des banques commerciales, et du tableau des avoirs et engagements de la Banque Centrale ou des tableaux dits de dépouillement relatifs aux opérations de certains organismes spécifiques : ASECNA, BOAD, URTNA, Commission de l'UEMOA, etc.

Le document "Dettes extérieures publiques" est adressé au service compétent de l'Etat. Il permet le suivi de l'ensemble des flux réels ou imputés (pour les échéances contractuelles non réglées) ainsi que des encours, notamment au niveau des rubriques relatives au financement exceptionnel.

4. Pratiques d'établissement des données

4.1 Compte courant et compte de capital

Importations / exportations de marchandises générale : toutes transactions sur biens meubles entre résidents et non-résidents. Les « achats de biens dans les ports par les transporteurs » sont désormais inclus dans « marchandises générales ». Le négoce international et les transactions sur l'or non monétaire sont exclus de cette catégorie. Les biens exportés ou importés pour transformation et les réparations de biens, ainsi que les effets personnels des migrants sont exclus de ce champ.

Réexportation de marchandises : les opérations sur biens produits dans d'autres économies et précédemment importés qui sont exportés sans profonde transformation, doivent être classées séparément si elles constituent une part importante des exportations.

Négoce international : achat de biens par un résident (de l'économie déclarante) à un non-résident, et leur revente ultérieure à un autre non-résident sans que les biens entrent dans l'économie en question. L'acquisition des biens est enregistrée au poste des biens en tant qu'exportation négative (flux créditeur négatif) de l'économie du déclarant. Quant à la vente, elle est comptabilisée au poste de biens vendus dans le cadre du négoce international en tant que qu'exportation positive (flux créditeur positif) de l'économie du négociant.

Services de fabrication sur des intrants physiques détenus par des tiers : ils concernent les services de transformation, d'assemblage, d'étiquetage, d'emballage, etc. fournis par des entreprises qui ne sont pas les propriétaires des biens en question.

Services d'entretien et de réparation non compris ailleurs : il s'agit des travaux d'entretien et de réparation effectués par des résidents sur des biens qui appartiennent à des non-résidents (et vice versa).

Service postaux et de messagerie : ils portent sur la levée, le transport et la distribution des lettres, journaux, périodiques, brochures et autres documents imprimés, colis et paquets, ainsi que les services de guichets postaux et de location de boîtes postales. Ils incluent également les services de guichets postaux, tels que la vente de timbres et mandats-poste, de poste restante, de télégraphie, etc.

Frais de mission et de formation à l'étranger : ce sont les dépenses d'hébergement, de restauration, de déplacement et de formation etc. engagées à l'étranger. Ne pas inclure le coût du transport entre le pays et le ou les pays étrangers.

Travaux de construction : ils recouvrent la création, la rénovation, la réparation ou l'agrandissement d'actifs fixes, sous la forme de bâtiments, d'aménagement de terrains relevant de l'ingénierie, et autres constructions d'ingénierie, telles que les routes, ponts, barrages, etc. Ils englobent les travaux de préparation des chantiers et de construction générale, ainsi que les services spécialisés, tels que les services de peinture, de plomberie et de démolition. La gestion des projets est également comprise dans cette catégorie. L'acquisition de biens et services par les entreprises de construction dans l'économie où elles effectuent les travaux de construction est elle aussi enregistrée au poste construction.

Services d'assurance (autres que sur les marchandises) et de pensions : ils englobent l'assurance-vie et les annuités d'assurance-vie, l'assurance dommages, la réassurance, les pensions, les garanties standardisées et les services auxiliaires aux assurances, de pension et de garantie standardisée.

Services d'assurance auxiliaires : ils recouvrent les opérations qui sont étroitement liées aux services d'assurance et des caisses de retraite et fonds de pension, y compris les commissions des agents, les services d'agents et de courtiers d'assurance, les services de conseil en assurance et en constitution de retraites, les services d'évaluation des dommages et de règlement des sinistres, les services actuariels, les services d'administration des sauvetages, les services de réglementation et de contrôle des indemnisations et les services de recouvrement.

Services financiers : ils englobent les services d'intermédiation financière et les services auxiliaires, à l'exception de ceux qui sont fournis par les compagnies d'assurances et les caisses de retraite et fonds de pension. Ils sont généralement fournis par les banques et les autres sociétés financières. Ils comprennent la collecte des dépôts et l'octroi des prêts, les lettres de crédit, les services de carte de crédits, les commissions et frais liés aux opérations de crédit-bail, d'affacturage, de garantie et de compensation des paiements. Ils incluent également les services de conseil financier, la conservation d'actifs financiers ou de lingots, la gestion d'actifs financiers, les services de surveillance et de contrôle, la fourniture de liquidités, les services de prise en charge des risques autres que les assurances, les services liés aux fusions acquisitions, les services de notation du crédit, les services boursiers et les services de fiducie.

Frais pour usage de propriétés intellectuelle non compris ailleurs : ils recouvrent les commissions pour utilisation des droits de propriété (brevets, marques commerciales, droits d'auteur, procédés de fabrication et dessins industriels) et les frais de licence pour reproduire et/ou distribuer la propriété intellectuelle incorporée dans les œuvres originales ou prototypes créés (droits d'auteur sur les livres et manuscrits, logiciels informatiques, œuvres cinématographiques et enregistrements sonores).

Services de télécommunications : ils recouvrent les frais réglés à des non-résidents ou les recettes de télécommunications reçues des non-résidents, pour la transmission de sons, d'images, de données ou autres informations par téléphone, télex, télégramme, radio ou télévision (par câble ou satellite), courrier électronique, télécopie, etc. ainsi que les services de réseau, de téléconférence et d'appui fournis aux entreprises. Ils ne tiennent cependant pas compte de la valeur des informations transportées. Ils incluent aussi les services de téléphonie cellulaire, les services de base par Internet et les services d'accès en ligne, y compris la fourniture de l'accès à Internet. Ils excluent les services d'installation de réseaux téléphoniques (inclus dans les travaux de construction) et les services concernant les bases de données et autres services informatiques connexes qui permettent d'avoir accès aux données fournies par des serveurs de bases de données (enregistrés parmi les services d'information).

Service d'informatique : cette transaction englobe les services liés aux matériels et logiciels informatiques et les services de traitement de données. Ne sont pas inclus dans les services informatiques les logiciels prêts à l'emploi qui sont considérés comme des biens, les droits de licence de reproduction et/ou de distribution de logiciels, qui sont inclus dans les commissions pour usage de propriété intellectuelle, ainsi que les stages de formation à l'informatique non spécifiques qui sont inclus dans les autres services personnels, culturels et relatifs aux loisirs.

Service d'information : cette transaction englobe les transactions entre résidents et non-résidents sur les services fournis par les agences d'information comme la communication d'informations, de photographies et d'articles de fond aux médias, ainsi que les abonnements directs individuels aux journaux et périodiques, reçus par courrier, transmission électronique ou autres moyens. Il inclut également la conception des bases de données, le stockage des données et la diffusion des données et bases de données (y compris les annuaires et les listes de distribution), en ligne et par le biais de supports magnétiques, optiques ou imprimés, ainsi que les fenêtres de recherche sur le Web (services de moteur de recherche trouvant des adresses Internet pour les clients qui introduisent des questions sous forme de mots clés).

Services de recherche-développement : ils comprennent les services liés à la recherche fondamentale, à la recherche appliquée et à la mise au point expérimentale de nouveaux produits et procédés.

Autres services aux entreprises : ils comprennent les autres services commerciaux, locations et services divers aux entreprises. Les autres services commerciaux englobent notamment les frais de manutention et de transit de marchandises, alors que les services divers rassemblent les services techniques, tels que les frais d'étude et de recherche ainsi que l'assistance technique.

Services spécialisés et services de conseil en gestion : ils recouvrent les services juridiques, de comptabilité, de conseil en gestion, les services de gestion et de relations publiques ainsi que les services de publicité, d'études de marché et de sondage d'opinion.

Services techniques, services liés au commerce et autres services aux entreprises : ils englobent les services d'architecture, d'ingénierie et autres services techniques, les services de traitement de déchets et de dépollution, les services agricoles et miniers, les services de location-exploitation, les services liés au commerce et les autres services aux entreprises (distribution d'eau, de vapeur, de gaz et autres produits pétroliers, etc.).

Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs : ils comprennent les services audiovisuels et connexes, ainsi que les autres services culturels et relatifs aux loisirs.

Biens et services des administrations publiques non compris ailleurs : ils correspondent aux biens et services fournis ou reçus par des enclaves, telles que les ambassades, les bases militaires et les organisations internationales. Y sont également inclus, les biens et services achetés à l'économie d'accueil par les diplomates, les effectifs consulaires et le personnel militaire en poste à l'étranger, ainsi que par les personnes qui sont à leur charge, les services fournis ou reçus par les administrations publiques et non inclus dans d'autres catégories de services.

Dividendes reçus/versés sur les titres de participations : la part des bénéfices reçus/versés par votre entreprise sur des actions détenues/émises par les non-résidents.

Réinvestissement de bénéfices/Bénéfices réinvestis : ils correspondent aux revenus de participations revenant aux investisseurs directs, diminués des bénéfices distribués, proportionnellement au pourcentage de capital détenu, et qui sont réinvestis dans l'entreprise pour accroître leurs participations.

Intérêts versés ou reçus des entreprises affiliées : ce sont des intérêts sur instruments de dettes émis ou détenus par votre entreprise sur des entreprises affiliées.

Autres intérêts versés ou reçus : ce sont des intérêts sur crédits commerciaux, dépôts et emprunts bancaires, sur swaps de devises ou de taux, sur accords de taux futurs (Forward Rate Agréments) etc. Les intérêts sur les créances inter-entreprises entre intermédiaires financiers affiliés sont également compris dans cette rubrique.

Taxes sur la production et les importations versées : ce sont des versements obligatoires sans contrepartie, en espèces ou en nature, prélevés par les administrations publiques. Ils frappent la production et l'importation de biens et de services, l'emploi de main-d'œuvre et la propriété ou l'utilisation de terrains, bâtiments et autres actifs utilisés à des fins de production. Ils sont dus indépendamment de la réalisation de bénéfices d'exploitation.

4.2 Compte financier

Titres de participation détenus sur les entreprises d'investissement direct : part des fonds propres (capital social, réserves, report à nouveau) de votre entreprise dans les entreprises où elle détient au moins 10 % (filiales, associés ou succursale).

Titres de participation détenus sur les investisseurs directs (investissements à rebours) : part des fonds propres de votre entreprise dans les entreprises d'investisseurs directs.

Titres de participation détenus sur les entreprises sœurs : parts des fonds propres (capital social, réserves, report à nouveau) des entreprises sœurs non-résidentes détenus par votre entreprise à titre d'investissements directs.

Titres de participation détenus par les investisseurs directs : parts des fonds propres de votre entreprise détenus à au moins 10% par des investisseurs non-résidents.

Titres de participation détenus par les entreprises d'investissement direct (investissement à rebours) : parts des fonds propres de votre entreprise détenus par vos filiales, des sociétés associées ou succursales.

Titres de participation détenus par les entreprises sœurs : parts des fonds propres de votre entreprise détenue par les entreprises sœurs.

Prêts accordés ou reçus des entreprises affiliées : détention ou émission d'instruments de dettes par votre entreprise sur des entités avec lesquelles elle entretient des relations d'investissement direct (investisseurs directs, entités associées, filiales, succursales ou entreprises sœurs). Les créances inter-entreprises entre intermédiaires financiers affiliés (à l'exception des compagnies d'assurance et fonds de pension) sont exclues de l'investissement direct, quel que soit le type d'instrument. A cet égard, ils ne sont pas pris en compte dans cette catégorie.

Titres de participations (< 10 %) : prises de participation représentant moins de 10% des fonds propres des entreprises non-résidentes, sous forme d'investissements de portefeuille (placement).

Titres de créance : ils comprennent les obligations garanties ou non, les billets de trésorerie, les billets à ordre, les certificats de dépôts, les bons des établissements financiers, les bons du Trésor et autres titres non représentatifs d'une participation au capital.

Instruments financiers dérivés : ce sont des instruments financiers qui sont liés à un autre instrument financier spécifique ou à un indicateur ou à une marchandise et qui permettent en tant que tels de négocier des risques financiers sur des marchés de capitaux. Pour leur enregistrement, indiquer à l'actif le montant du principal à recevoir et au passif le montant du principal à livrer.

Autres titres de participations : ce sont des participations qui ne sont pas incluses dans les investissements directs et qui ne prennent pas la forme de titres de portefeuille.

Autres prêts : ce sont des actifs financiers créés lorsqu'un créancier prête des fonds directement à un débiteur via un instrument qui n'a pas vocation à être négocié.

Crédits commerciaux : ils correspondent (généralement) à des crédits à court terme entre entreprises dans le cours normal d'affaires par les fournisseurs/acheteurs de biens ou services.

5. Validation des données

Le Comité de balance des paiements est l'organe de validation des données. Il est chargé de rechercher les méthodes propres à améliorer la collecte des données nécessaires à l'établissement des comptes extérieurs et de proposer les mesures nécessaires à leur application, d'arrêter périodiquement les statistiques de balance des paiements et de la position extérieure globale.

Présidé par le Ministre chargé des Finances, il est composé des représentants de la DNTCP, des Ministères chargés du Plan et du Commerce, de l'Office National des Postes, de la DGDP, de la DGD, de l'INSTAT et de la Direction Nationale de la BCEAO qui en assure le secrétariat.

6. Autres aspects

Les comptes extérieurs du Mali sont produits annuellement, avec un délai maximum d'un an après la fin de l'année de référence. Des estimations plus précoces existent, pour les besoins de la BCEAO et des services officiels ; elles sont considérées comme provisoires et leur diffusion est limitée. Après validation, les comptes extérieurs deviennent définitifs et sont diffusés largement.

La confidentialité est assurée par le caractère agrégé des données. Elle est garantie par le Règlement n° R09/2010/CM/UEMOA cité plus haut. L'article 1 de cette annexe dispose : "La BCEAO est chargée de l'établissement de la balance des paiements extérieurs et de la position extérieure globale des Etats membres de l'UEMOA, ainsi que de la balance des paiements régionale". L'article 2 suivant précise : "Les informations recueillies en application de l'article premier ne peuvent être utilisées à d'autres fins, notamment celles de contrôle fiscal ou économique".

Annexe 2 : Ajustements des données monétaires

**TABLEAU A1 : RECONCILIATION DES STATISTIQUES FINANCIERES INTERNATIONALES (FMI)
ET DE LA BALANCE DES PAIEMENTS**

Avoirs et engagements extérieurs de la Banque Centrale

(en millions de FCFA)

	2010	2011	2012	2013	2014	Variation
AVOIRS						
Statistiques financières internationales	ND	ND	ND	ND	ND	ND
Statistiques monétaires (données FISEC)	661 713	704 118	666 518	619 125	474 787	-144 338
Ajustements/Autres flux		-1 588	-463	-463	-463	0
Total avoirs en balance des paiements	661 713	702 530	666 055	618 662	474 324	-144 338
ENGAGEMENTS						
Statistiques financières internationales	ND	ND	ND	ND	ND	ND
Statistiques monétaires (données FISEC)	109 524	119 176	124 429	137 595	152 881	15 287
dont Allocation DTS	67 977	69 553	68 339	65 495	69 950	4 455
Ajustements/Autres flux		3 584	4 468	1 624	0	-1 624
Total engagements en balance des paiements	41 547	53 208	60 557	73 723	82 931	9 208
AVOIRS EXTERIEURS NETS	620 166	649 322	605 498	544 939	391 393	-153 546

Source : BCEAO.

TABLEAU A2 : RECONCILIATION DES STATISTIQUES MONETAIRES ET DE LA BALANCE DES PAIEMENTS

Avoirs et engagements extérieurs des autres institutions de dépôts

(en millions de FCFA)

	2010	2011	2012	2013	2014	Variation
AVOIRS						
Statistiques financières internationales	ND	ND	ND	ND	ND	ND
Statistiques monétaires (données FISEC)	426 377	391 268	432 946	556 148	729 179	173 031
Valeurs à l'encaissement non disponibles	-16 603	-18 450	-15 981	-7 458	-8 101	-643
Débiteurs divers	653	300	339	334	311	-23
Divers-comptes d'ordre	0	1	0	0	5	5
Billets externes UMOA	11 263	13 117	12 401	7 152	7 720	568
Ajustements						
Total avoirs en balance des paiements	421 690	386 236	429 705	556 176	729 114	172 938
ENGAGEMENTS						
Statistiques financières internationales	ND	ND	ND	ND	ND	ND
Statistiques monétaires (données FISEC)	252 550	282 287	278 299	279 409	428 438	149 029
Comptes exigibles après encaissement	-16 553	-18 657	-15 149	-9 579	-14 778	-5 199
Dépôts des Maliens de l'extérieur	145 899	144 360	143 275	137 299	146 602	9 303
Versement à effectuer sur titres de placement	1 040	0		0	0	0
Créditeurs divers	345	106	197	1 286	578	-708
Divers-comptes d'ordre	0	0		0	0	0
Ajustements	-13 500					
Total engagements en balance des paiements	369 781	408 096	406 622	408 415	560 840	152 425
AVOIRS EXTERIEURS NETS	51 909	-21 860	23 083	147 761	168 274	20 513

Source : BCEAO.

Annexe 3 : Tableaux complémentaires sur l'évolution des comptes extérieurs

TABLEAU A3 : EVOLUTION DES EXPORTATIONS FOB AJUSTEES DE BIENS

(en millions de FCFA)

RUBRIQUES	2010	2011	2012	2013	2014
Coton	84 370	89 460	197 508	177 957	162 840
Pierres et métaux précieux	782 273	798 701	880 409	928 872	993 158
Animaux vivants	35 079	46 247	58 749	64 371	17 318
Autres	87 436	197 777	201 095	200 427	236 344
Total statistiques du commerce extérieur	989 158	1 132 185	1 337 761	1 371 625	1 409 660
Ajustements de champ (non contrôlé)	46 060	12 527	35 598	32 244	29 973
Ajustements de valeur	-18 618	-17 057	158 801	15 655	-65 458
EXPORTATIONS AJUSTEES	1 016 600	1 127 655	1 532 160	1 419 525	1 374 174

Sources : BCEAO et INSTAT.

Le tableau qui précède décrit les retraitements effectués permettant le passage entre les statistiques douanières et les statistiques ajustées de la BP (ajustements de champ et ajustements de valeur). Les ajustements de champ (commerce non contrôlé) concernent les exportations non contrôlées par les services douaniers, retenues à la suite des travaux de réconciliation des échanges intra-UEMOA. Les ajustements de valeur permettent de corriger les statistiques douanières par la prise en compte des valeurs communiquées par certaines sociétés exportatrices.

TABLEAU A4 : EVOLUTION DES IMPORTATIONS AJUSTEES DE MARCHANDISES GENERALES

(en millions de FCFA)

RUBRIQUES	2010	2011	2012	2013	2014
Produits alimentaires	197 098	217 358	242 730	281 758	296 117
Produits énergétiques	334 460	463 551	507 739	528 398	517 604
Biens de conso. Courante	251 732	173 993	232 262	256 200	250 127
Biens d'équipement	437 570	354 325	395 776	413 817	438 738
Matières premières et biens de conso. courante	361 456	311 431	318 431	315 753	303 579
Produits divers	110 630	61 074	72 318	92 152	135 264
Total statistiques du commerce extérieur	1 692 945	1 581 731	1 769 255	1 888 077	1 941 429
Ajustements de champ (informel)	12 512	59 772	78 699	77 038	134 004
Ajustements de champ (autres)	-74 222	-73 807	-48 995	-84 235	-140 351
Imports de marchandises gles ajustées CAF	1 631 235	1 567 697	1 798 959	1 880 880	1 935 082
Fret	-277 310	-266 508	-305 823	-319 750	-299 938
Assurance sur marchandises	-8 155	-16 476	-17 990	-18 809	-9 675
IMPORTATIONS FOB	1 345 770	1 284 712	1 475 146	1 542 322	1 625 469

Sources : BCEAO, INSTAT.

Le tableau qui précède présente les ajustements effectués sur les importations douanières pour obtenir celles prises en compte dans la balance des paiements et figurant au tableau A7. Les ajustements de champ (informel) concernent les importations non contrôlées par les services douaniers, retenues à la suite des travaux de réconciliation des échanges intra-UEMOA. Les autres ajustements de champ sont relatifs aux importations des Représentations Diplomatiques Étrangères, déduites du total des importations, car ne faisant pas partie du champ de la BP.

TABLEAU A5 : REPARTITION GEOGRAPHIQUE DES EXPORTATIONS DU MALI

(Volume en tonnes, Valeur en millions FCFA)

ZONES GEOGRAPHIQUES	2010			2011			2012			2013			2014		
	Volume	Valeur	Val. %	Volume	Valeur	Val. %	Volume	Valeur	Val. %	Volume	Valeur	Val. %	Volume	Valeur	Val. %
EUROPE	46 868	209 223	21,2	125 733	190 428	16,8	152 428	302 579	19,7	119 016	163 515	11,5	180 648	201 542	14,7
Union Européenne	41 832	87 915	8,9	46 446	38 553	3,4	86 105	67 008	4,4	73 500	43 671	3,1	73 462	35 876	2,6
ZONE EURO	41 258	79 885	8,1	44 680	30 037	2,7	84 012	65 229	4,3	61 140	41 572	2,9	62 539	33 066	2,4
France	10 162	11 249	1,1	10 600	16 406	1,4	40 781	32 104	2,1	13 157	8 770	0,6	26 608	13 794	1,0
Allemagne	19 750	1 941	0,2	25 640	1 676	0,1	29 770	4 924	0,3	35 710	6 243	0,4	21 359	4 909	0,4
Italie	5 350	59 479	6,0	2 440	2 962	0,3	3 629	7 713	0,5	4 445	7 044	0,5	3 876	5 812	0,4
Pays-Bas	1 500	952	0,1	2 514	1 249	0,1	1 448	768	0,1	2 882	1 510	0,1	4 516	1 972	0,1
Belgique	1 721	3 488	0,4	1 441	6 210	0,5	2 400	3 355	0,2	1 540	10 300	0,7	1 273	3 375	0,2
Autres pays européens	573	8 030	0,8	2 045	1 534	0,1	5 983	16 364	1,1	3 405	2 705	0,2	10 039	2 249	0,2
Royaume-Uni	99	7 729	0,8	1 042	8 516	0,8	437	734	0,0	411	647	0,0	884	562	0,0
Autres pays d'Europe	5 037	121 308	12,3	79 287	151 875	13,4	66 323	235 571	15,4	45 516	119 844	8,4	107 186	165 666	12,1
Dont Suisse	951	119 706	12,1	931	131 838	11,6	1 945	216 285	14,1	1 368	109 997	7,7	1 516	131 078	9,5
Russie	0	0	0,0	52 096	13 699	1,2	37 188	11 117	0,7	42 348	8 693	0,6	68 952	14 714	1,1
AFRIQUE	251 905	667 377	67,5	508 960	827 058	73,0	400 125	993 472	64,8	464 127	1 046 690	73,7	325 760	970 761	70,6
CEDEAO	241 202	95 096	9,6	461 631	172 900	15,3	376 379	190 757	12,5	422 145	213 772	15,1	285 504	192 533	14,0
UEMOA	225 461	90 064	9,1	392 011	158 017	14,0	345 140	179 793	11,7	360 541	197 825	13,9	237 855	175 542	12,8
Bénin	5 195	2 682	0,3	14 454	8 126	0,7	1 712	11 463	0,7	45 033	19 250	1,4	286	8 024	0,6
Burkina	55 267	21 376	2,2	124 791	47 604	4,2	128 512	47 279	3,1	127 247	42 299	3,0	83 703	70 386	5,1
Côte d'Ivoire	60 856	19 761	2,0	90 524	42 402	3,7	107 441	62 654	4,1	84 992	74 435	5,2	70 866	40 909	3,0
Guinée Bissau	4	3	0,0	21	7	0,0	5	651	0,0	6	372	0,0	8	225	0,0
Niger	9 530	1 736	0,2	2 721	2 268	0,2	3 646	8 948	0,6	1 646	9 668	0,7	1 540	2 109	0,2
Sénégal	84 853	43 503	4,4	133 266	54 389	4,8	95 151	34 981	2,3	87 632	38 910	2,7	70 888	46 097	3,4
Togo	9 755	1 003	0,1	26 233	3 221	0,3	8 674	13 817	0,9	13 984	12 890	0,9	10 563	7 792	0,6
Autres pays de la CEDE	15 741	5 032	0,5	69 621	14 882	1,3	31 239	10 964	0,7	61 605	15 948	1,1	47 650	16 991	1,2
Cap vert	0	0	0,0	0	0	0,0	0	0	0,0	0	0	0,0	0	0	0,0
Gambie	2	2	0,0	163	38	0,0	126	35	0,0	3 245	125	0,0	725	131	0,0
Ghana	6 561	681	0,1	20 798	2 219	0,2	13 734	1 815	0,1	33 087	2 528	0,2	18 233	2 690	0,2
Guinée Conakry	6 362	2 794	0,3	41 095	10 325	0,9	13 572	7 010	0,5	21 818	11 975	0,8	23 124	12 745	0,9
Libéria	25	29	0,0	3 305	557	0,0	15	1	0,0	0	0	0,0	50	4	0,0
Nigéria	1 043	537	0,1	1 699	715	0,1	1 738	1 226	0,1	1 668	258	0,0	2 428	418	0,0
Sierra Leone	1 749	989	0,1	2 560	1 028	0,1	2 054	877	0,1	1 786	1 062	0,1	3 089	1 002	0,1
Autres pays d'Afrique	10 703	572 281	57,9	47 328	654 159	57,8	23 746	802 715	52,4	41 982	832 918	58,7	40 256	778 228	56,6
Algérie	1 974	1 543	0,2	5 783	6 172	0,5	1 232	949	0,1	344	329	0,0	80	17	0,0
Maroc	1 289	950	0,1	35 505	7 127	0,6	15 121	4 721	0,3	28 552	9 204	0,6	19 953	6 562	0,5
Tunisie	227	359 908	36,4	696	325	0,0	1 715	1 160	0,1	1 830	1 176	0,1	609	752	0,1
Camérout	324	7	0,0	92	5	0,0	22	28	0,0	6	28	0,0	2	2	0,0
Kenya	7	27	0,0	9	41	0,0	2	29	0,0	6	57	0,0	0	0	0,0
Afrique du Sud	332	564 465	57,1	655	637 020	56,3	888	791 375	51,7	1 175	804 007	56,6	846	765 492	55,7
AMERIQUE	1 263	32 386	3,3	1 508	4 820	0,4	1 778	5 036	0,3	12 811	13 231	0,9	13 328	7 301	0,5
Canada	158	724	0,1	217	2 130	0,2	229	668	0,0	257	561	0,0	258	419	0,0
Etats-Unis	823	31 273	3,2	964	2 528	0,2	1 352	4 067	0,3	9 385	9 675	0,7	12 990	6 690	0,5
Autres pays d'Amérique	282	390	0,0	327	162	0,0	197	301	0,0	3 169	2 995	0,2	80	192	0,0
ASIE	106 288	79 934	8,1	216 498	109 801	9,7	277 856	230 655	15,1	379 419	189 915	13,4	127 166	193 334	14,1
Chine	33 289	20 260	2,0	102 160	40 935	3,6	169 969	111 129	7,3	73 022	58 097	4,1	50 060	29 195	2,1
Hong-Kong	301	36	0,0	230	270	0,0	393	7 082	0,5	2 259	2 339	0,2	345	92	0,0
Inde	1 987	467	0,0	41 730	2 726	0,2	37 553	10 635	0,7	199 901	29 699	2,1	71 320	27 913	2,0
Japon	235	858	0,1	292	927	0,1	1 921	4 038	0,3	336	1 227	0,1	164	620	0,0
Taïwan	3 676	2 785	0,3	1 686	1 371	0,1	602	942	0,1	2 546	1 963	0,1	284	1 417	0,1
Thaïlande	6 142	4 610	0,5	9 353	7 446	0,7	2 792	3 570	0,2	9 405	7 874	0,6	17	9 858	0,7
Emirates arabes unis	1 546	9 527	1,0	1 080	16 810	1,5	40	16 395	1,1	724	2 345	0,2	1 261	20 147	1,5
Autres pays d'Asie	60 959	50 953	5,2	60 198	39 585	3,5	64 979	83 947	5,5	91 228	86 771	6,1	3 715	104 092	7,6
OCEANIE	43	237	0,0	24	78	0,0	479	417	0,0	97	6 173	0,4	291	1 237	0,1
Dont: Australie-Nouvelle	43	237	0,0	24	78	0,0	479	417	0,0	97	6 173	0,4	291	1 237	0,1
TOTAL GENERAL	406 368	989 158	100,0	852 723	1 132 185	100,0	832 666	1 532 160	100,0	975 471	1 419 525	100,0	647 193	1 374 174	100,0

TABLEAU A6 : REPARTITION GEOGRAPHIQUE DES IMPORTATIONS DU MALI

(Volume en tonnes, Valeur en millions F C F A)

ZONES GEOGRAPHIQUES	2010			2011			2012			2013			2014		
	Volume	Valeur	Val. %	Volume	Valeur	Val. %	Volume	Valeur	Val. %	Volume	Valeur	Val. %	Volume	Valeur	Val. %
EUROPE	571 500	512 646	30,3	644 124	398 586	25,2	674 247	452 544	25,16	859 574	524 765	27,9	869 468	534 753	27,6
<i>Union Européenne</i>	366 166	456 818	27,0	373 176	322 419	20,4	423 431	370 877	20,62	532 690	391 923	20,8	523 224	456 297	23,6
<i>ZONE EURO</i>	356 122	434 450	25,7	357 050	305 148	19,3	409 563	348 835	19,39	519 619	358 757	19,1	513 401	423 398	21,9
France	231 772	256 796	15,2	218 519	162 600	10,3	232 454	191 190	10,63	253 586	175 232	9,3	276 201	216 559	11,2
Allemagne	33 920	49 666	2,9	41 260	54 906	3,5	41 336	38 113	2,12	94 685	57 233	3,0	71 473	57 163	3,0
Italie	17 399	20 136	1,2	18 966	14 202	0,9	43 059	20 789	1,16	34 054	18 358	1,0	47 961	34 360	1,8
Pays-Bas	20 556	50 627	3,0	21 970	11 707	0,7	26 597	23 006	1,28	35 153	38 854	2,1	45 402	48 010	2,5
Belgique	15 779	27 208	1,6	15 284	22 930	1,4	17 121	24 695	1,37	17 936	21 264	1,1	21 524	29 904	1,5
<i>Autres pays européens de l'UE</i>	10 045	22 368	1,3	41 051	38 803	2,5	48 997	51 042	2,84	84 204	47 815	2,5	7 479	20 194	1,0
Royaume-Uni	1 697	8 753	0,5	1 623	4 684	0,3	1 808	6 142	0,34	2 162	8 700	0,5	2 343	12 705	0,7
<i>Autres pays d'Europe</i>	205 333	55 828	3,3	270 948	76 167	4,8	250 816	81 667	4,54	326 884	80 861	4,3	346 244	78 456	4,1
Dont Suisse	8 263	4 544	0,3	568	1 124	0,1	724	1 952	0,11	31 529	5 324	0,3	2 602	4 021	0,2
Russie	69 038	16 460	1,0	118 780	26 146	1,7	143 081	31 954	1,78	167 397	35 557	1,9	188 644	37 779	2,0
AFRIQUE	2 621 195	689 179	40,7	3 020 495	772 137	48,8	3 105 596	828 189	46,04	3 441 266	748 695	39,8	3 307 384	832 770	43,0
<i>CEDEAO</i>	2 487 286	523 623	30,9	2 821 878	660 671	41,8	3 018 044	747 864	41,57	3 227 207	634 565	33,7	3 067 017	736 570	38,1
<i>UEMOA</i>	2 429 197	496 203	29,3	2 713 074	604 843	38,2	2 889 424	684 436	38,05	3 152 884	598 344	31,8	2 977 586	699 547	36,2
Bénin	287 501	113 037	6,7	222 875	119 836	7,6	151 429	91 558	5,09	153 956	77 285	4,1	146 124	77 552	4,0
Burkina	20 433	3 313	0,2	19 348	2 488	0,2	45 518	36 972	2,06	30 406	56 349	3,0	58 146	41 199	2,1
Côte d'Ivoire	423 596	113 000	6,7	376 381	127 404	8,1	441 678	192 807	10,72	669 927	217 583	11,6	524 791	228 451	11,8
Guinée Bissau	0	0	0,0	0	0	0,0	0	8 583	0,48	0	7 383	0,4	1	10 466	0,5
Niger	358	205	0,0	49	21	0,0	93 424	55 489	3,08	66 896	47 516	2,5	96 055	33 472	1,7
Sénégal	1 624 437	239 628	14,2	2 048 130	338 226	21,4	2 138 353	277 743	15,44	2 223 017	178 028	9,5	2 141 980	288 847	14,9
Togo	72 872	27 019	1,6	46 292	16 866	1,1	19 021	21 285	1,18	8 683	14 200	0,8	10 489	19 560	1,0
<i>Autres pays de la CEDEAO</i>	58 089	27 421	1,6	108 804	55 828	3,5	128 620	63 428	3,53	74 322	36 221	1,9	89 431	37 023	1,9
Cap vert	2	5	0,0	0	0	0,0	0	0	0,00	0	0	0,0	2	5	0,0
Gambie	510	400	0,0	1 764	857	0,1	17 364	5 412	0,30	6 047	2 057	0,1	5	7	0,0
Ghana	48 257	21 433	1,3	97 656	50 703	3,2	93 513	51 189	2,85	59 415	30 308	1,6	77 560	31 994	1,7
Guinée Conakry	7 257	1 884	0,1	6 800	1 520	0,1	16 226	5 550	0,31	6 495	1 926	0,1	9 385	2 765	0,1
Libéria	0	3	0,0	0	0	0,0	0	0	0,00	1	7	0,0	84	391	0,0
Nigéria	2 042	3 681	0,2	2 584	2 745	0,2	1 494	1 262	0,07	2 364	1 920	0,1	2 385	1 858	0,1
Sierra Leone	20	14	0,0	0	3	0,0	24	14	0,00	1	3	0,0	9	4	0,0
<i>Autres pays d'Afrique</i>	133 910	165 556	9,8	198 617	111 466	7,0	87 552	80 324	4,47	214 059	114 130	6,1	240 367	96 200	5,0
Algérie	5 853	742	0,0	29 272	73 634	4,7	7 194	943	0,05	6 713	979	0,1	9 257	1 294	0,1
Maroc	47 562	13 656	0,8	6 972	900	0,1	30 649	12 089	0,67	90 041	28 438	1,5	46 463	19 401	1,0
Tunisie	27 491	4 384	0,3	205	110	0,0	13 159	2 808	0,16	18 903	4 260	0,2	20 863	4 816	0,2
Camérout	253	254	0,0	220	107	0,0	363	208	0,01	594	320	0,0	2	0	0,0
Kenya	106	795	0,0	83 249	18 240	1,2	112	74	0,00	90	68	0,0	75	258	0,0
Afrique du Sud	23 806	133 874	7,9	25 089	6 057	0,4	15 919	54 334	3,02	61 456	69 305	3,7	89 786	55 839	2,9
AMERIQUE	253 783	139 028	8,2	284 220	91 472	5,8	242 863	119 690	6,65	312 366	116 878	6,2	319 258	125 651	6,5
Canada	1 728	11 097	0,7	2 570	9 262	0,6	2 981	12 023	0,67	2 707	9 452	0,5	21 841	10 493	0,5
Etats-Unis	28 673	94 105	5,6	21 436	39 228	2,5	20 582	48 639	2,70	55 328	54 352	2,9	88 478	74 357	3,8
<i>Autres pays d'Amérique</i>	223 382	33 825	2,0	260 213	42 982	2,7	219 300	59 028	3,28	254 332	53 075	2,8	208 940	40 801	2,1
ASIE	465 508	325 741	19,2	523 851	293 498	18,6	673 552	369 254	20,53	699 362	451 884	24,0	683 634	416 684	21,5
Chine	188 275	210 193	12,4	211 196	170 040	10,8	198 888	211 959	11,78	309 773	226 358	12,0	329 273	248 949	12,9
Hong-Kong	1 207	1 199	0,1	988	531	0,0	1 529	1 223	0,07	1 344	1 592	0,1	906	1 295	0,1
Inde	42 892	27 188	1,6	63 011	32 467	2,1	178 584	46 897	2,61	125 458	57 108	3,0	166 831	51 407	2,7
Japon	12 687	33 915	2,0	12 124	28 379	1,8	10 804	20 963	1,17	13 609	35 991	1,9	17 544	35 886	1,9
Taiwan	101	249	0,0	710	692	0,0	211	980	0,05	111	367	0,0	319	847	0,0
Thaïlande	63 614	7 366	0,4	58 490	7 690	0,5	62 869	8 095	0,45	50 470	8 811	0,5	70 144	11 679	0,6
Emirates arabes unis	19 188	20 013	1,2	21 974	14 320	0,9	16 461	9 066	0,50	15 997	8 706	0,5	19 281	11 514	0,6
<i>Autres pays d'Asie</i>	157 940	46 830	2,8	156 346	39 911	2,5	205 736	71 293	3,96	182 600	60 970	3,2	79 336	55 107	2,8
OCEANIE	7 251	26 351	1,6	6 227	26 038	1,6	6 948	29 282	1,63	10 311	38 657	2,1	7 326	25 224	1,3
<i>Dont: Australie-Nouvelle Zélande</i>	7 251	26 347	1,6	6 219	26 034	1,6	6 701	29 247	1,63	10 255	38 643	2,1	7 326	25 224	1,3
TOTAL GENERAL	3 919 237	1 692 945	100	4 478 917	1 581 731	100	4 703 206	1 798 959	100	5 322 879	1 880 880	100	5 187 070	1 935 082	100

TABLEAU A7 : EXPORTATIONS COMMUNAUTAIRES

(en millions FCFA)

Produits	Rubriques	Bénin	Burkina	RCI	Guinée B.	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Coton	% Exports Coton	0,0	0,2	0,5	0,0	0,0	0,1	0,0	0,8
	% Exports totales	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1
	Millions FCFA	0,0	275	815	2	62	230	0	1 384
Or	% Exports Or						0,0		0,0
	% Exports totales						0,0		0,0
	Millions FCFA						0		0
Animaux vivants	% Exports Animaux	0,8	2,3	52,3	0,0	0,9	34,6	0,1	91,4
	% Exports totales	0,0	0,1	1,6		0,0	1,1	0,0	2,9
	Millions FCFA	531	977	22 662	0	389	14 994	24	39 577
Engrais	% Exports Engrais	0,0	64,4	0,0	0,0	0,0	0,3	0,0	64,7
	% Exports totales	0,0	4,4	0,0		0,0	0,0	0,0	4,4
	Millions FCFA	0	60 665	0	0	0	271	0	60 936
Divers	% Exports totales	0,5	0,6	1,3	0,0	0,1	2,2	0,6	5,4
	Millions FCFA	7 493	8 468	17 432	223	1 658	30 602	7 768	73 645
Total	% Exports totales	0,6	5,1	3,0	0,0	0,2	3,4	0,6	12,8
	Millions FCFA	8 024	70 386	40 909	225	2 109	46 097	7 792	175 542

Sources : BCEAO, INSTAT.

TABLEAU A8 : IMPORTATIONS COMMUNAUTAIRES

(en millions FCFA)

Produits	Rubriques	Bénin	Burkina	RCI	Guinée B.	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Produits alimentaires	% Imports Prod. Alim.	0,0	2,4	14,7	0,5	0,0	19,0	1,0	37,6
	% Imports totales	0,0	0,4	2,3	0,1	0,0	2,9	0,1	5,8
	Millions FCFA	79	6 032	36 617	1 130	9	47 313	2 366	93 546
Produits pétroliers	% Imports Pétrole	15,0	3,5	24,2	0,0	6,5	13,9	0,1	63,2
	% Imports totales	4,0	0,9	6,5		1,7	3,7	0,0	16,9
	Millions FCFA	65 118	15 316	105 098		28 340	60 432	532	274 836
Matériaux de const.	% Imports Mat. Ctru	0,0	0,1	4,0	0,0	0,0	30,5	0,1	34,7
	% Imports totales	0,0	0,0	0,6		0,0	4,8	0,0	5,4
	Millions FCFA	0	366	10 148		35	77 708	217	88 474
Matières premières	% Imports totales	0,0	0,0	0,6	0,0	0,0	1,2	0,0	1,8
	Millions FCFA	20	91	9 777	515	19	18 718	680	29 820
Machines & véhicules	% Imports Mach&vé	0,0	1,4	1,2	0,1	0,0	0,8	0,1	3,6
	% Imports totales	0,0	0,3	0,3		0,0	0,2	0,0	0,8
	Millions FCFA	16	5 031	4 369	463	5	3 066	396	13 346
Produits chimiques	% Imports Prod. Chim.	0,0	0,2	5,9	0,0	0,0	5,7	0,2	11,9
	% Imports totales	0,0	0,0	0,8		0,0	0,7	0,0	1,5
	Millions FCFA	65	434	12 332		1	11 893	363	25 088
Divers	% Imports totales	0,0	0,5	1,0		0,0	1,6	0,7	4,3
	Millions FCFA	621	7 749	15 842	6 789	42	26 391	12 075	69 509
Total	% Imports totales	4,1	2,2	11,9	0,5	1,8	15,1	1,0	36,6
	Millions FCFA	65 919	35 019	194 183	8 896	28 451	245 520	16 629	594 618

Sources : BCEAO, INSTAT.

TABLEAU A9 : ESTIMATION DE LA MATRICE TOTALE DES ECHANGES DE BIENS INTRA-COMMUNAUTAIRES

(en millions de FCFA)		Importateurs								
		Bénin	Burkina	Cote	Guinée	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Exportateurs	Bénin		4 090,9	11 364,3	103,5	65 919,0	59 237,3	343,1	81 356,4	222 414,5
	Burkina	14 924,4		16 231,0	0,0	35 019,0	17 325,7	494,9	5 008,2	89 003,2
	Cote d'Ivoire	33 689,9	359 849,6		443,0	194 183,3	36 584,0	73 614,5	113 222,9	811 587,2
	Guinée-Bissau	219,1	4,0	0,0		8 896,2	0,0	3 740,2	0,0	12 859,5
	Mali	8 023,8	70 385,8	40 909,0	224,5		2 109,0	46 097,4	7 792,4	175 541,9
	Niger	9 188,6	99 048,3	4 439,8	0,0	28 451,4		131,8	3 398,4	144 658,3
	Sénégal	19 010,4	33 618,0	52 055,8	52 861,0	245 520,2	6 479,2		14 902,0	424 446,6
	Togo	117 958,6	104 740,6	33 340,2	26,4	16 629,0	59 322,8	18 068,3		350 085,9
	UEMOA	203 014,8	671 737,2	158 340,1	53 658,4	594 618,1	181 058,0	142 490,2	225 680,3	2 230 597,1

Source : BCEAO/Cellule de réconciliation des données sur les échanges intra-UEMOA

TABLEAU A10 : PRINCIPAUX PRODUITS D'EXPORTATION DU MALI

Produits	2 013		2 014	
	Valeur (en millions FCFA)	Volume (en tonnes)	Valeur (en millions FCFA)	Volume (en tonnes)
Or	964 491	51	993 159	166
Coton	176 816	187 603	162 840	3 910
Engrais	77 291	263 880	94 171	200 768
Animaux vivants	64 371	47 869	17 318	15 767
Combustibles minéraux	24 723	43 507	30 761	49 315
Réacteurs nucléaires, chaudières	16 594	4 803	13 714	3 912
Fruits comestibles	16 472	57 074	10 278	54 464
Fonte, fer et acier	3 524	33 605	10 216	46 098
Voitures automobiles, tracteurs, cycles	6 707	4 893	8 101	5 282
Peaux et cuirs	9 862	5 990	6 815	4 938
Bois	1 650	2 497	6 714	16 748
Graines et fruits oléagineux	3 657	42 415	5 528	31 815
Préparations de farine et de céréales	219	3 672	4 073	6 989
Lait	4 021	2 786	4 003	2 457
Machines, appareils et matériels	3 848	1 370	3 963	1 330
Matières plastiques et ouvrages	2 363	4 284	3 571	5 994
Minerais de fer	9 304	187 337	3 143	67 755
Autres articles, textiles confectionnés	815	1 201	3 143	1450
Boissons	1 951	6 284	2 818	8 135

TABLEAU A11 : ESTIMATION DE LA MATRICE DES FLUX TOURISTIQUES INTRA-COMMUNAUTAIRES

(en millions de FCFA)		Recettes de tourisme au crédit par pays								
Dépenses de tourisme au débit par pays		Benin	Burkina	Cote	Guinée	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
	Benin		5 916,6	1 572,5	97,2	1 222,9	1 489,6	3 027,1	7 696,5	21 022,4
	Burkina	12 373,4		4 191,5	62,2	2 596,3	4 231,8	3 302,3	11 689,1	38 446,6
	cote d'Ivoire	13 715,6	13 921,2		54,1	5 832,2	1 215,5	4 861,8	8 229,2	47 829,6
	Guinée-Bissau	115,0	269,9	155,9		761,9	0,0	2 258,6	0,0	3 561,3
	Mali	4 106,6	11 870,6	5 857,3	575,1		3 970,5	5 538,2	2 461,3	34 379,6
	Niger	3 768,8	2 500,9	2 947,3	19,9	874,8		4 127,8	3 999,8	18 239,3
	Sénégal	2 023,2	4 741,6	1 686,0	1 231,2	6 678,8	1 686,0		674,4	18 721,2
	Togo	13 476,1	2 767,7	1 422,2	65,5	1 063,0	590,7	4 403,0		23 788,2
	UEMOA	49 578,7	41 988,5	17 832,7	2 105,2	19 029,9	13 184,1	27 518,8	34 750,3	205 988,2

Source : BCEAO/Cellule de réconciliation des données sur les échanges intra-UEMOA

TABLEAU A12 : ESTIMATION DE LA MATRICE DES FLUX RELATIFS AUX ENVOIS DE FONDS DES TRAVAIL-LEURS MIGRANTS INTRA-COMMUNAUTAIRES

(en millions de FCFA)		Transferts des migrants reçus par pays								
Transferts des migrants émis par pays		Bénin	Burkina	Cote	Guinée	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
	Bénin		1 894,1	6 545,3	34,6	4 338,6	1 979,1	4 403,2	4 835,5	24 030,4
	Burkina	2 582,2		9 889,8	90,8	22 484,9	1 828,3	10 142,1	4 669,4	51 687,5
	Cote d'Ivoire	5 766,5	12 987,9		245,2	65 761,6	3 557,9	20 650,1	6 062,4	115 031,6
	Guinée-Bissau	168,4	14,0	146,6		1 227,4	528,8	7 585,2	274,7	9 945,1
	Mali	2 218,0	1 767,5	7 445,8	198,9		2 640,8	9 166,4	5 673,3	29 110,7
	Niger	2 909,7	1 092,4	4 257,1	1 114,1	9 856,9		3 945,7	4 715,3	27 891,2
	Sénégal	2 334,3	2 670,9	6 864,1	3 935,5	20 403,9	5 959,6		2 414,6	44 582,9
	Togo	3 049,3	1 084,4	7 536,9	29,8	2 325,8	1 175,7	4 128,6		19 330,5
	UEMOA	19 028,4	21 511,2	42 685,6	5 648,9	126 399,1	17 670,2	60 021,3	28 645,2	321 609,9

Source : BCEAO/Cellule de réconciliation des données sur les échanges intra-UEMOA

Tableau A13 : Balance des paiements MBP6 - MALI

Series_Code	Label	2010	2011	2012	2013	2014
678.109999.B.X.N.2	Current account	-589,4	-309,7	-139,2	-185,1	-334,1
678.109999.C.X.N.2	Credit	1 589,3	1 814,5	2213,0	2748,0	2669,5
678.109999.D.X.N.2	Debit	2 178,6	2 124,3	2352,2	2933,1	3003,6
678.1Z9999.B.X.N.2	Goods and services	-648,1	-495,6	-310,2	-976,9	-1101,3
678.1Z9999.C.X.N.2	Credit	1 206,7	1 321,5	1708,3	1631,3	1599,8
678.1Z9999.D.X.N.2	Debit	1 854,7	1 817,1	2018,5	2608,2	2701,2
678.1A9999.B.X.N.2	Goods	-329,2	-157,1	57,0	-122,8	-251,3
678.1A9999.C.X.N.2	Credit	1 016,6	1 127,7	1532,2	1419,5	1374,2
678.1A9999.D.X.N.2	Debit	1 345,8	1 284,7	1475,1	1542,3	1625,5
678.1AA000.B.X.N.2	General merchandise on a balance of payments basis	-1 089,5	-960,6	-1007,6	-1087,3	-1169,0
678.1AA000.C.X.N.2	Credit	256,3	324,1	467,5	455,0	456,5
678.1AA000.D.X.N.2	Debit	1 345,8	1 284,7	1475,1	1542,3	1625,5
678.1AB00z.B.X.N.2	Of which Re-exports (credit)					
678.1AB000.B.X.N.2	Net exports of goods under merchanting (credit)	-1,5	-0,6	-1,0	0,0	0,0
678.1AB000.C.X.N.2	Goods acquired under merchanting (negative credit)		-0,8	-1,4	0,0	0,0
678.1AB000.D.X.N.2	Goods sold under merchanting (credit)		0,2	0,4	0,0	0,0
678.1AC000.B.X.N.2	Nonmonetary gold	761,8	804,1	1065,6	964,5	917,7
678.1AC000.C.X.N.2	Credit	761,8	804,1	1065,6	964,5	917,7
678.1AC000.D.X.N.2	Debit	0,0	0,0		0,0	0,0
678.1B9999.B.X.N.2	Services	-318,9	-338,6	-367,2	-854,1	-850,1
678.1B9999.C.X.N.2	Credit	190,0	193,9	176,1	211,7	225,6
678.1B9999.D.X.N.2	Debit	508,9	532,4	543,3	1065,9	1075,7
678.1BA000.B.X.N.2	Manufacturing services on physical inputs owned by others	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
678.1BA000.C.X.N.2	Credit	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
678.1BA000.D.X.N.2	Debit	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
678.1BA100.B.X.N.2	Goods for processing in reporting economy		0,0	0,0	0,0	0,0
678.1BA100.C.X.N.2	Credit		0,0			
678.1BA100.D.X.N.2	Debit		0,0			
678.1BA200.B.X.N.2	Goods for processing abroad		0,0	0,0	0,0	0,0
678.1BA200.C.X.N.2	Credit		0,0			
678.1BA200.D.X.N.2	Debit		0,0			
678.1BB000.B.X.N.2	Maintenance and repair services n.i.e.	-6,7	-6,0	-7,8	-4,6	-3,2
678.1BB000.C.X.N.2	Credit	0,0	0,0		0,0	0,1
678.1BB000.D.X.N.2	Debit	6,7	6,0	7,8	4,6	3,3
678.1BC000.B.X.N.2	Transport	-303,0	-330,4	-342,1	-362,0	-344,9
678.1BC000.C.X.N.2	Credit	3,6	4,8	1,3	0,7	1,9
678.1BC000.D.X.N.2	Debit	306,5	335,2	343,4	362,6	346,9
	<i>For all modes of transport</i>					
678.1BC00Z.B.X.N.2	Passenger	-26,1	-21,0	-30,9	-35,0	-42,1
678.1BC00Z.C.X.N.2	Credit	1,7	3,7	1,0	0,1	1,0
678.1BC00Z.D.X.N.2	Debit	27,8	24,7	31,9	35,1	43,1
678.1BC0ZZ.B.X.N.2	Of which: payable by border, seasonal, and other S-T workers		0,0	0,0	0,0	0,0
678.1BC0ZZ.C.X.N.2	Credit		0,0	0,0	0,0	0,0
678.1BC0ZZ.D.X.N.2	Debit		0,0	0,0	0,0	0,0
678.1BC00Y.B.X.N.2	Freight	-277,1	-266,2	-305,8	-319,7	-299,7
678.1BC00Y.C.X.N.2	Credit	0,2	0,3	0,0	0,0	0,3
678.1BC00Y.D.X.N.2	Debit	277,3	266,5	305,8	319,7	299,9
678.1BC00X.B.X.N.2	Other	0,3	-42,2	-4,9	-6,3	-2,5
678.1BC00X.C.X.N.2	Credit	1,7	0,8	0,3	0,6	0,7
678.1BC00X.D.X.N.2	Debit	1,4	43,0	5,2	6,9	3,2
678.1BC100.B.X.N.2	Sea transport	-162,8	-146,6	-168,2	-175,9	-164,8
678.1BC100.C.X.N.2	Credit	0,1	0,0	0,0	0,0	0,2
678.1BC100.D.X.N.2	Debit	162,9	146,6	168,2	175,9	165,0
678.1BC110.B.X.N.2	Passenger		0,0	0,0	0,0	0,0
678.1BC110.C.X.N.2	Credit		0,0			
678.1BC110.D.X.N.2	Debit		0,0			
678.1BC11Z.B.X.N.2	Of which: payable by border, seasonal, and other S-T workers		0,0	0,0	0,0	0,0
678.1BC11Z.C.X.N.2	Credit		0,0			
678.1BC11Z.D.X.N.2	Debit		0,0			
678.1BC120.B.X.N.2	Freight	-162,9	-146,6	-168,2	-175,9	-164,8
678.1BC120.C.X.N.2	Credit		0,0		0,0	0,2
678.1BC120.D.X.N.2	Debit	162,9	146,6	168,2	175,9	165,0
678.1BC130.B.X.N.2	Other	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
678.1BC130.C.X.N.2	Credit	0,1	0,0			

Series_Code	Label	2010	2011	2012	2013	2014
678.1BC130.D.X.N.2	Debit	0,1	0,0			
678.1BC200.B.X.N.2	Air transport	-45,9	-44,0	-54,2	-57,2	-64,5
678.1BC200.C.X.N.2	Credit	3,5	3,5	0,3	0,7	0,8
678.1BC200.D.X.N.2	Debit	49,4	47,6	54,5	57,8	65,2
678.1BC210.B.X.N.2	Passenger	-26,1	-22,1	-31,5	-33,8	-42,7
678.1BC210.C.X.N.2	Credit	1,7	2,4	0,0	0,1	0,0
678.1BC210.D.X.N.2	Debit	27,8	24,5	31,5	33,9	42,7
678.1BC21Z.B.X.N.2	Of which: payable by border, seasonal, and other S-T workers		0,0	0,0	0,0	0,0
678.1BC21Z.C.X.N.2	Credit		0,0			
678.1BC21Z.D.X.N.2	Debit		0,0			
678.1BC220.B.X.N.2	Freight	-20,1	-19,7	-22,9	-24,0	-22,4
678.1BC220.C.X.N.2	Credit	0,2	0,3	0,0	0,0	0,1
678.1BC220.D.X.N.2	Debit	20,3	20,0	22,9	24,0	22,5
678.1BC230.B.X.N.2	Other	0,3	-2,2	0,3	0,6	0,7
678.1BC230.C.X.N.2	Credit	1,6	0,8	0,3	0,6	0,7
678.1BC230.D.X.N.2	Debit	1,3	3,0	0,0	0,0	0,0
678.1BC300.B.X.N.2	Other modes of transport	-94,2	-138,8	-119,2	-128,0	-115,1
678.1BC300.C.X.N.2	Credit	0,0	1,3	1,0	0,0	1,0
678.1BC300.D.X.N.2	Debit	94,2	140,0	120,2	128,0	116,0
678.1BC310.B.X.N.2	Passenger	0,0	1,1	0,6	-1,2	0,6
678.1BC310.C.X.N.2	Credit	0,0	1,3	1,0	0,0	1,0
678.1BC310.D.X.N.2	Debit	0,0	0,2	0,4	1,2	0,3
678.1BC31Z.B.X.N.2	Of which: payable by border, seasonal, and other S-T workers		0,0	0,0	0,0	0,0
678.1BC31Z.C.X.N.2	Credit		0,0	0,0		
678.1BC31Z.D.X.N.2	Debit		0,0			
678.1BC320.B.X.N.2	Freight	-94,2	-99,9	-114,7	-119,9	-112,5
678.1BC320.C.X.N.2	Credit	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
678.1BC320.D.X.N.2	Debit	94,2	99,9	114,7	119,9	112,5
678.1BC330.B.X.N.2	Other	0,0	-40,0	-5,1	-6,8	-3,2
678.1BC330.C.X.N.2	Credit	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
678.1BC330.D.X.N.2	Debit	0,0	40,0	5,1	6,8	3,2
678.1BC400.B.X.N.2	Postal and courier services		-1,0	-0,5	-0,9	-0,6
678.1BC400.C.X.N.2	Credit		0,0	0,0	0,0	0,0
678.1BC400.D.X.N.2	Debit		1,0	0,5	0,9	0,6
678.1BD000.B.X.N.2	Travel	46,5	43,1	20,3	30,0	33,6
678.1BD000.C.X.N.2	Credit	101,4	99,3	72,4	88,2	104,8
678.1BD000.D.X.N.2	Debit	54,9	56,2	52,1	58,2	71,2
678.1BD100.B.X.N.2	Business	17,9	17,9	7,2	10,9	15,9
678.1BD100.C.X.N.2	Credit	48,2	52,0	42,6	45,8	55,4
678.1BD100.D.X.N.2	Debit	30,3	34,0	35,4	34,9	39,5
678.1BD110.B.X.N.2	Acquisition of goods and services by border, seasonal, and other S-T workers		0,0	0,0	0,0	0,0
678.1BD110.C.X.N.2	Credit		0,0			
678.1BD110.D.X.N.2	Debit		0,0			
678.1BD120.B.X.N.2	Other	17,9	17,9	7,2	10,9	15,9
678.1BD120.C.X.N.2	Credit	48,2	52,0	42,6	45,8	55,4
678.1BD120.D.X.N.2	Debit	30,3	34,0	35,4	34,9	39,5
678.1BD130.B.X.N.2	Personal	28,5	25,2	13,1	19,1	17,7
678.1BD130.C.X.N.2	Credit	53,2	47,3	29,7	42,4	49,4
678.1BD130.D.X.N.2	Debit	24,7	22,2	16,7	23,3	31,7
678.1BD131.B.X.N.2	Health-related	-2,9	-2,3	-2,9	-3,0	-4,7
678.1BD131.C.X.N.2	Credit	1,1	1,3	0,1	1,4	0,7
678.1BD131.D.X.N.2	Debit	4,0	3,6	3,0	4,5	5,4
678.1BD132.B.X.N.2	Education-related	3,9	-5,1	-3,1	4,3	4,9
678.1BD132.C.X.N.2	Credit	9,2	0,2	0,8	9,7	11,5
678.1BD132.D.X.N.2	Debit	5,3	5,3	3,9	5,5	6,5
678.1BD133.B.X.N.2	Other	27,5	32,5	19,0	17,9	17,5
678.1BD133.C.X.N.2	Credit	42,9	45,9	28,8	31,2	37,3
678.1BD133.D.X.N.2	Debit	15,4	13,4	9,7	13,4	19,8
	<i>For both business and personal travel</i>					
678.1BE000.B.X.N.2	Construction	-23,0	-27,3	-30,4	-33,4	-34,2
678.1BE000.C.X.N.2	Credit	2,5	1,5	0,0	0,0	0,0
678.1BE000.D.X.N.2	Debit	25,5	28,8	30,4	33,4	34,2
678.1BE100.B.X.N.2	Construction abroad					
678.1BE100.C.X.N.2	Credit		0,0			
678.1BE100.D.X.N.2	Debit		0,0			

Series_Code	Label	2010	2011	2012	2013	2014
678.1BE200.B.X.N.2	Construction in the reporting economy	-23,0	-27,3	-30,4	-33,4	-34,2
678.1BE200.C.X.N.2	Credit	2,5	1,5	0,0	0,0	0,0
678.1BE200.D.X.N.2	Debit	25,5	28,8	30,4	33,4	34,2
678.1BF000.B.X.N.2	Insurance and pension services	-19,3	-13,3	-14,9	-16,0	-9,8
678.1BF000.C.X.N.2	Credit	1,1	2,8	3,8	3,0	0,2
678.1BF000.D.X.N.2	Debit	20,4	16,1	18,7	19,0	10,0
678.1BF100.B.X.N.2	Direct insurance	-19,3	-15,7	-17,3	-18,7	-9,7
678.1BF100.C.X.N.2	Credit	0,5	0,0	0,7	0,1	0,0
678.1BF100.D.X.N.2	Debit	19,8	15,7	18,0	18,8	9,7
678.1BF200.B.X.N.2	Reinsurance	-0,6	-0,4	0,0	-0,1	0,2
678.1BF200.C.X.N.2	Credit	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2
678.1BF200.D.X.N.2	Debit	0,6	0,4	0,0	0,1	0,0
678.1BF300.B.X.N.2	Auxiliary insurance services	0,6	2,8	2,5	2,7	0,0
678.1BF300.C.X.N.2	Credit	0,6	2,8	3,1	2,8	0,0
678.1BF300.D.X.N.2	Debit	0,0	0,0	0,7	0,1	0,0
678.1BF400.B.X.N.2	Pension and standardized guaranteed services			0,0	0,0	-0,3
678.1BF400.C.X.N.2	Credit		0,0	0,0		0,0
678.1BF400.D.X.N.2	Debit		0,0	0,0		0,3
678.1BG000.B.X.N.2	Financial services	0,3	-0,2	4,4	-4,0	-6,2
678.1BG000.C.X.N.2	Credit	2,7	0,1	4,7	1,4	3,1
678.1BG000.D.X.N.2	Debit	2,4	0,3	0,3	5,5	9,3
678.1BG100.B.X.N.2	Explicitly charged and other financial services	0,3	-0,2	4,4	-4,0	-6,2
678.1BG100.C.X.N.2	Credit	2,7	0,1	4,7	1,4	3,1
678.1BG100.D.X.N.2	Debit	2,4	0,3	0,3	5,5	9,3
678.1BG10Z.B.X.N.2	Financial intermediation services indirectly measured (FISIM)		0,0	0,0	0,0	0,0
678.1BG10Z.C.X.N.2	Credit		0,0			
678.1BG10Z.D.X.N.2	Debit		0,0			
678.1BH000.B.X.N.2	Charges for the use of intellectual property n.i.e.	-0,9	0,2	0,1	0,0	0,0
678.1BH000.C.X.N.2	Credit	0,1	0,2	0,1	0,0	
678.1BH000.D.X.N.2	Debit	1,0	0,0	0,0	0,0	
678.1BJ000.B.X.N.2	Telecommunications, computer, and information services	22,4	20,6	25,0	27,6	29,7
678.1BJ000.C.X.N.2	Credit	59,6	67,1	74,5	85,8	88,6
678.1BJ000.D.X.N.2	Debit	37,2	46,5	49,5	58,2	59,0
678.1BJ100.B.X.N.2	Telecommunications services	26,0	27,8	29,6	32,8	34,5
678.1BJ100.C.X.N.2	Credit	59,5	67,1	74,5	85,8	88,6
678.1BJ100.D.X.N.2	Debit	33,5	39,4	44,9	53,0	54,1
678.1BJ200.B.X.N.2	Computer services		-6,5	-4,2	-4,7	-4,7
678.1BJ200.C.X.N.2	Credit		0,0	0,0	0,0	0,0
678.1BJ200.D.X.N.2	Debit		6,5	4,2	4,7	4,7
678.1BJ300.B.X.N.2	Information services	-3,7	-0,6	-0,4	-0,5	-0,2
678.1BJ300.C.X.N.2	Credit	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
678.1BJ300.D.X.N.2	Debit	3,7	0,6	0,4	0,5	0,2
678.1BK000.B.X.N.2	Other business services	-39,0	-34,1	-36,4	-53,6	-45,5
678.1BK000.C.X.N.2	Credit	4,8	2,5	1,7	4,3	0,8
678.1BK000.D.X.N.2	Debit	43,9	36,7	38,1	57,9	46,3
678.1BK100.B.X.N.2	Research and development services	0,2	-0,3	-1,4	-11,6	-2,0
678.1BK100.C.X.N.2	Credit	0,2	0,1	0,2	0,0	0,0
678.1BK100.D.X.N.2	Debit		0,4	1,5	11,6	2,0
678.1BK200.B.X.N.2	Professional and management consulting services	0,3	-10,0	-11,4	-19,6	-20,0
678.1BK200.C.X.N.2	Credit	0,9	2,2	1,1	2,3	0,5
678.1BK200.D.X.N.2	Debit	0,6	12,3	12,5	21,9	20,5
678.1BK300.B.X.N.2	Technical, trade-related, and other business services	-39,4	-23,8	-23,6	-22,3	-23,5
678.1BK300.C.X.N.2	Credit	3,9	0,2	0,4	2,0	0,3
678.1BK300.D.X.N.2	Debit	43,3	24,0	24,0	24,4	23,8
678.1BL000.B.X.N.2	Personal, cultural, and recreational services	-0,1	0,1	5,0	-0,1	0,3
678.1BL000.C.X.N.2	Credit	0,3	0,3	0,7	0,6	0,5
678.1BL000.D.X.N.2	Debit	0,4	0,2	0,4	0,7	0,3
678.1BL100.B.X.N.2	Audiovisual and related services	-0,4	0,0	-0,2	-0,2	0,2
678.1BL100.C.X.N.2	Credit	0,0	0,2	0,1	0,5	0,4
678.1BL100.D.X.N.2	Debit	0,4	0,2	0,4	0,7	0,3
678.1BL200.B.X.N.2	Other personal, cultural, and recreational services	0,3	0,1	0,5	0,1	0,1
678.1BL200.C.X.N.2	Credit	0,3	0,1	0,5	0,1	0,1
678.1BL200.D.X.N.2	Debit	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
678.1BM000.B.X.N.2	Government goods and services n.i.e.	3,9	8,7	14,2	-438,1	-469,9
678.1BM000.C.X.N.2	Credit	13,9	15,2	17,1	27,8	25,5
678.1BM000.D.X.N.2	Debit	10,0	6,5	2,9	465,9	495,4

Series_Code	Label	2010	2011	2012	2013	2014
678.1BM100.B.X.N.2	Tourism-related services in travel and passenger transport					
678.1BM100.C.X.N.2	Credit					
678.1BM100.D.X.N.2	Debit					
678.1C9999.B.X.A.2	Primary income	-207,5	-217,9	-234,8	-213,7	-190,0
678.1C9999.C.X.A.2	Credit	35,5	27,5	41,4	40,6	46,6
678.1C9999.D.X.A.2	Debit	243,1	245,5	276,2	254,3	236,6
678.1CA000.B.X.A.2	Compensation of employees	1,7	-4,3	-1,5	1,1	2,6
678.1CA000.C.X.A.2	Credit	17,5	15,3	16,5	18,5	21,3
678.1CA000.D.X.A.2	Debit	15,8	19,6	18,0	17,4	18,7
678.1CB000.B.X.A.2	Investment income	-209,2	-208,3	-235,1	-213,4	-197,4
678.1CB000.C.X.A.2	Credit	18,1	12,2	17,0	16,9	20,0
678.1CB000.D.X.A.2	Debit	227,3	220,6	252,1	230,3	217,4
678.1CB100.B.X.A.2	Direct investment	-196,7	-190,1	-225,1	-193,6	-180,3
678.1CB100.C.X.A.2	Credit	2,4	2,2	2,2	0,6	1,3
678.1CB100.D.X.A.2	Debit	199,1	192,3	227,3	194,2	181,6
678.1CB110.B.X.A.2	Income on equity and investment fund shares	-196,7	-189,9	-223,9	-179,5	-158,9
678.1CB110.C.X.A.2	Credit	2,4	0,7	0,7	0,5	0,7
678.1CB110.D.X.A.2	Debit	199,1	190,6	224,7	180,1	159,5
678.1CB111.B.X.A.2	Dividends and withdrawals from income of quasi-corporations	-136,7	-122,9	-189,3	-142,1	-90,2
678.1CB111.C.X.A.2	Credit	0,1	0,7	0,7	0,5	0,7
678.1CB111.D.X.A.2	Debit	136,8	123,5	190,1	142,6	90,9
678.1CB11A.B.X.A.2	Direct investor in direct investment enterprises		-122,0	-189,2	-142,3	-90,6
678.1CB11A.C.X.A.2	Credit		0,1	0,0	0,0	0,0
678.1CB11A.D.X.A.2	Debit		122,1	189,2	142,3	90,6
678.1CB11B.B.X.A.2	Direct investment enterprises in direct investor (reverse investment)		0,1	0,5	0,0	-0,2
678.1CB11B.C.X.A.2	Credit		0,5	0,6	0,0	0,0
678.1CB11B.D.X.A.2	Debit		0,4	0,1	0,0	0,2
678.1CB11C.B.X.A.2	Between fellow enterprises		-1,0	-0,6	0,2	0,6
678.1CB11C.C.X.A.2	Credit		0,1	0,1	0,5	0,6
678.1CB11C.D.X.A.2	Debit		1,1	0,8	0,4	0,1
678.1CB112.B.X.A.2	Reinvested earnings	-60,0	-67,1	-34,6	-37,4	-68,7
678.1CB112.C.X.A.2	Credit	2,3	0,0	0,0	0,0	0,0
678.1CB112.D.X.A.2	Debit	62,3	67,1	34,6	37,4	68,7
678.1CB120.B.X.A.2	Interest	-0,1	-0,2	-1,2	-14,1	-21,4
678.1CB120.C.X.A.2	Credit	0,0	1,5	1,4	0,1	0,7
678.1CB120.D.X.A.2	Debit	0,1	1,7	2,6	14,1	22,0
678.1CB121.B.X.A.2	Direct investor in direct investment enterprises		0,0	-0,3	-14,1	-21,7
678.1CB121.C.X.A.2	Credit		1,4	1,4	0,0	0,0
678.1CB121.D.X.A.2	Debit		1,4	1,6	14,1	21,7
678.1CB122.B.X.A.2	Direct investment enterprises in direct investor (reverse investment)		0,0	-0,1	0,0	0,0
678.1CB122.C.X.A.2	Credit		0,0	0,0	0,0	0,0
678.1CB122.D.X.A.2	Debit		0,0	0,1	0,0	0,0
678.1CB123.B.X.A.2	Between fellow enterprises		-0,2	-0,9	0,0	0,3
678.1CB123.C.X.A.2	Credit		0,1	0,1	0,1	0,6
678.1CB123.D.X.A.2	Debit		0,3	0,9	0,0	0,3
678.1CB12Z.B.X.A.2	Memorandum: Interest before FISIM	-0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
678.1CB12Z.C.X.A.2	Credit	0,0				
678.1CB12Z.D.X.A.2	Debit	0,1				
678.1CB200.B.X.A.2	Portfolio investment	-1,7	2,2	7,3	2,3	6,1
678.1CB200.C.X.A.2	Credit	9,0	7,9	12,6	15,1	16,9
678.1CB200.D.X.A.2	Debit	10,7	5,8	5,3	12,8	10,8
678.1CB210.B.X.A.2	Investment income on equity and investment fund shares	-2,4	-0,1	-0,1	-0,4	-2,7
678.1CB210.C.X.A.2	Credit	0,4	0,0	0,1	0,1	0,0
678.1CB210.D.X.A.2	Debit	2,8	0,1	0,2	0,5	2,7
678.1CB211.B.X.A.2	Dividends on equity excluding investment fund shares		0,0	-0,1	-0,4	-2,7
678.1CB211.C.X.A.2	Credit		0,0	0,1	0,1	0,0
678.1CB211.D.X.A.2	Debit		0,0	0,2	0,5	2,7

Series_Code	Label	2010	2011	2012	2013	2014
678.1CB212.B.X.A.2	Investment income attributable to investment fund shareholders		0,0	0,0	0,0	0,0
678.1CB212.C.X.A.2	Credit					
678.1CB212.D.X.A.2	Debit					
678.1CB21A.B.X.A.2	Dividends		0,0	0,0	0,0	0,0
678.1CB21A.C.X.A.2	Credit					
678.1CB21A.D.X.A.2	Debit					
678.1CB21B.B.X.A.2	Reinvested earnings		0,0	0,0	0,0	0,0
678.1CB21B.C.X.A.2	Credit		0,0			
678.1CB21B.D.X.A.2	Debit		0,0			
678.1CB220.B.X.A.2	Interest	0,7	2,3	7,4	2,7	8,8
678.1CB220.C.X.A.2	Credit	8,6	7,9	12,5	15,0	16,9
678.1CB220.D.X.A.2	Debit	7,9	5,7	5,1	12,3	8,0
678.1CB220.B.X.S.2	Short-term	1,0	0,0	5,3	9,7	5,6
678.1CB220.C.X.S.2	Credit	1,3	5,6	8,2	9,8	13,5
678.1CB220.D.X.S.2	Debit	0,3	5,6	2,9	0,1	7,8
678.1CB220.B.X.L.2	Long-term	-0,3	2,2	2,1	-7,0	3,2
678.1CB220.C.X.L.2	Credit	7,3	2,3	4,3	5,3	3,4
678.1CB220.D.X.L.2	Debit	7,7	0,1	2,2	12,3	0,2
678.1CB300.B.X.A.2	Other investment	-10,7	-20,4	-17,3	-22,1	-23,3
678.1CB300.C.X.A.2	Credit	6,7	2,1	2,3	1,2	1,8
678.1CB300.D.X.A.2	Debit	17,4	22,5	19,6	23,3	25,1
678.1CB310.B.X.A.2	Withdrawals from income of quasi-corporations		0,0	0,0	0,0	0,0
678.1CB310.C.X.A.2	Credit		0,0			
678.1CB310.D.X.A.2	Debit		0,0			
678.1CB320.B.X.A.2	Interest	-10,7	-20,4	-17,3	-22,1	-23,3
678.1CB320.C.X.A.2	Credit	6,7	2,1	2,3	1,2	1,8
678.1CB320.D.X.A.2	Debit	17,4	22,5	19,6	23,3	25,1
678.1CB32Z.B.X.A.2	Memorandum: Interest before FISIM	-10,7	0,0	0,0	0,0	0,0
678.1CB32Z.C.X.A.2	Credit	6,7				
678.1CB32Z.D.X.A.2	Debit	17,4				
678.1CB330.B.X.A.2	Investment income attributable to policyholders in insurance, pension schemes, and standardized guarantees					
678.1CB330.C.X.A.2	Credit					
678.1CB330.D.X.A.2	Debit					
678.1CB400.B.X.A.2	Reserve assets		0,0	0,0	0,0	0,0
678.1CB400.C.X.A.2	Credit		0,0	0,0	0,0	0,0
678.1CB410.B.X.A.2	Income on equity and investment fund shares					
678.1CB410.C.X.A.2	Credit					
678.1CB420.B.X.A.2	Interest					
678.1CB420.C.X.A.2	Credit					
678.1CB42Z.B.X.A.2	Memorandum: Interest before FISIM					
678.1CB42Z.C.X.A.2	Credit					
678.1CC000.B.X.A.2	Other primary income		-5,3	1,8	-1,4	4,8
678.1CC000.C.X.A.2	Credit		0,0	7,9	5,3	5,3
678.1CC000.D.X.A.2	Debit		5,3	6,1	6,6	0,5
678.1CC100.B.X.A.2	Taxes on products and production					
678.1CC100.C.X.A.2	Credit					
678.1CC100.D.X.A.2	Debit					
678.1CC200.B.X.A.2	Subsidies					
678.1CC200.C.X.A.2	Credit				0,0	
678.1CC200.D.X.A.2	Debit				0,0	
678.1CC300.B.X.A.2	Rent		-5,3	1,8	-1,4	4,8
678.1CC300.C.X.A.2	Credit		0,0	7,9	5,3	5,3
678.1CC300.D.X.A.2	Debit		5,3	6,1	6,6	0,5
678.1D9999.B.A.A.2	Secondary income	266,2	403,8	405,8	1005,5	957,2
678.1D9999.C.A.A.2	Credit	347,1	465,4	463,3	1076,1	1023,1
678.1D9999.D.A.A.2	Debit	80,9	61,7	57,4	70,6	65,9
678.1D9999.B.G.A.2	General government	98,1	81,0	29,0	625,4	569,8
678.1D9999.C.G.A.2	Credit	105,4	96,9	42,6	635,9	571,7
678.1D9999.D.G.A.2	Debit	7,3	15,9	13,6	10,5	1,9
678.1DA000.C.G.A.2	Current taxes on income, wealth, etc. (credit)					
678.1DA00Z.C.G.A.2	Of which: payable by border, seasonal, and other S-T workers (credit)					
678.1DB000.C.G.A.2	Social contributions (credit)					
678.1DB00Z.C.G.A.2	Of which: payable by border, seasonal, and other S-T workers (credit)					
678.1DC000.D.G.A.2	Social benefits (debit)					0,0

Series_Code	Label	2010	2011	2012	2013	2014
678.1DD000.B.G.A.2	Current international cooperation					
678.1DD000.C.G.A.2	Credit		96,9	42,6	635,9	571,7
678.1DD000.D.G.A.2	Debit		15,9	13,6	10,5	1,7
678.1DE000.B.G.A.2	Miscellaneous current transfers of general government					
678.1DE000.C.G.A.2	Credit		0,0			0,0
678.1DE000.D.G.A.2	Debit		0,0			0,2
678.1DE00Z.B.G.A.2	Of which: Current transfers to NPISHs					
678.1DE00Z.C.G.A.2	Credit					
678.1DE00Z.D.G.A.2	Debit					
678.1D9999.B.O.A.2	Financial corporations, nonfinancial corporations, households, and NPISHs	168,1	322,7	376,8	380,2	387,4
678.1D9999.C.O.A.2	Credit	241,7	368,5	420,7	440,3	451,4
678.1D9999.D.O.A.2	Debit	73,6	45,8	43,9	60,1	64,0
678.1DF000.B.O.A.2	Personal transfers (Current transfers between resident and nonresident households)	145,4	313,4	367,4	374,7	379,6
678.1DF000.C.O.A.2	Credit	216,7	354,7	406,0	423,4	433,7
678.1DF000.D.O.A.2	Debit	71,3	41,3	38,6	48,8	54,1
678.1DF00Z.B.O.A.2	Of which: Workers' remittances	145,4	313,4	367,4	374,7	379,6
678.1DF00Z.C.O.A.2	Credit	216,7	354,7	406,0	423,4	433,7
678.1DF00Z.D.O.A.2	Debit	71,3	41,3	38,6	48,8	54,1
678.1DG000.B.O.A.2	Other current transfers	22,8	9,3	9,4	5,5	7,8
678.1DG000.C.O.A.2	Credit	25,1	13,8	14,8	16,8	17,7
678.1DG000.D.O.A.2	Debit	2,3	4,5	5,3	11,3	9,9
678.1DA000.D.O.A.2	Current taxes on income, wealth, etc. (debit)		0,3	0,4	0,4	0,4
678.1DB000.B.O.A.2	Social contributions		-2,3	-3,3	-5,4	-6,9
678.1DB000.C.O.A.2	Credit		0,1	0,2	0,2	0,1
678.1DB000.D.O.A.2	Debit		2,5	3,5	5,6	7,1
678.1DC000.B.O.A.2	Social benefits		8,7	8,3	9,4	11,0
678.1DC000.C.O.A.2	Credit		9,1	8,8	9,9	11,6
678.1DC000.D.O.A.2	Debit		0,4	0,5	0,5	0,6
678.1DH000.B.O.A.2	Net nonlife insurance premiums		-1,5	-1,3	-4,5	-1,9
678.1DH000.C.O.A.2	Credit		0,0	0,0	0,0	0,1
678.1DH000.D.O.A.2	Debit		1,5	1,3	4,5	2,0
678.1DJ000.B.O.A.2	Nonlife insurance claims		0,8	0,1	0,3	0,3
678.1DJ000.C.O.A.2	Credit		0,8	0,1	0,3	0,5
678.1DJ000.D.O.A.2	Debit		0,0	0,0	0,0	0,1
678.1DD000.B.O.A.2	Current international cooperation		0,5	0,2	0,9	0,8
678.1DD000.C.O.A.2	Credit		0,6	0,2	0,9	0,9
678.1DD000.D.O.A.2	Debit		0,0	0,1	0,1	0,1
678.1DE000.B.O.A.2	Miscellaneous current transfers		2,8	5,1	4,5	4,1
678.1DE000.C.O.A.2	Credit		2,9	5,1	5,1	4,1
678.1DE000.D.O.A.2	Debit		0,1	0,0	0,6	0,0
678.1DE00Z.B.O.A.2	Of which: Current transfers to NPISHs		0,0	0,0	0,0	0,0
678.1DE00Z.C.O.A.2	Credit					
678.1DE00Z.D.O.A.2	Debit					
678.1DK000.B.O.A.2	Adjustment for change in pension entitlements		0,0	0,0	0,0	0,0
678.1DK000.C.O.A.2	Credit					
678.1DK000.D.O.A.2	Debit					
678.209999.B.A.A.2	Capital account	124,7	184,3	53,4	129,3	114,1
678.209999.C.A.A.2	Credit	125,2	184,4	55,6	130,1	124,0
678.209999.D.A.A.2	Debit	0,4	0,0	2,2	0,8	9,9
678.20A000.B.A.A.2	Gross acquisitions (DR.) / disposals (CR.) of nonproduced nonfinancial assets	-0,4	0,0	-1,8	-0,8	-2,0
678.20A000.C.A.A.2	Credit	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0
678.20A000.D.A.A.2	Debit	0,4	0,0	1,9	0,8	2,0
678.20A100.B.A.A.2	Capital transfers	125,2	184,3	55,1	130,1	116,1
678.20A100.C.A.A.2	Credit	125,2	184,4	55,5	130,1	124,0
678.20A100.D.A.A.2	Debit	0,0	0,0	0,3	0,0	7,9
678.20A100.B.G.A.2	General government	89,8	151,9	15,7	105,3	96,7
678.20A100.C.G.A.2	Credit	89,8	151,9	15,7	105,3	102,3
678.20A100.D.G.A.2	Debit	0,0	0,0	0,0	0,0	5,6
678.20A110.B.G.A.2	Debt forgiveness	11,0	13,6	6,6	25,5	14,9
678.20A110.C.G.A.2	Credit	11,0	13,6	6,6	25,5	14,9
678.20A110.D.G.A.2	Debit	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

Series_Code	Label	2010	2011	2012	2013	2014
678.20A120.B.G.A.2	Other capital transfers	78,8	138,3	9,2	79,8	81,8
678.20A120.C.G.A.2	Credit	78,8	138,3	9,2	79,8	87,4
678.20A120.D.G.A.2	Debit		0,0	0,0	0,0	5,6
678.20A12Z.B.G.A.2	Of which: Capital taxes (credit)					
678.20A100.B.O.A.2	Financial corporations, nonfinancial corporations, households, and NPISHs	35,3	32,4	39,4	24,8	19,4
678.20A100.C.O.A.2	Credit	35,3	32,4	39,7	24,8	21,7
678.20A100.D.O.A.2	Debit	0,0	0,0	0,3	0,0	2,3
678.20A110.B.O.A.2	Debt forgiveness		0,0	0,0	0,0	0,0
678.20A110.C.O.A.2	Credit		0,0			
678.20A110.D.O.A.2	Debit		0,0			
678.20A120.B.O.A.2	Other capital transfers	35,3	32,4	39,4	24,8	19,4
678.20A120.C.O.A.2	Credit	35,3	32,4	39,7	24,8	21,7
678.20A120.D.O.A.2	Debit		0,0	0,3	0,0	2,3
678.20A12Z.B.O.A.2	Of which: Capital taxes (debit)					
678.20A10Z.B.O.A.2	Of which: Between households		0,0	0,0	0,0	0,0
678.20A10Z.C.O.A.2	Credit					
678.20A10Z.D.O.A.2	Debit					
678.20A10Y.B.A.A.2	Of which: for each item in capital transfers: Transfers to NPISHs		0,0	0,0	0,0	0,0
678.20A10Y.C.A.A.2	Credit					
678.20A10Y.D.A.A.2	Debit					
678.B09999.B.A.A.2	Net lending (+) / net borrowing (-) (balance from current and capital account)	-464,6	-125,4	-85,8	-55,8	-220,1
	Financial account					
678.309999.N.A.A.2	Net lending (+) / net borrowing (-) (balance from financial account)	-445,6	-150,6	-96,3	-73,8	-239,3
678.3A9999.N.A.A.2	Direct investment	-197,4	-260,4	-195,0	-150,7	-70,9
678.3A9999.A.A.A.2	Net acquisition of financial assets	-13,3	2,1	8,1	1,4	0,3
678.3AA000.A.A.A.2	Equity and investment fund shares	6,4	2,1	8,2	1,4	0,3
678.3AA100.A.A.A.2	Equity other than reinvestment of earnings	68,7	2,1	8,2	1,4	0,3
678.3AA110.A.A.A.2	Direct investor in direct investment enterprises	66,3	2,1	0,8	1,0	0,3
678.3AA120.A.A.A.2	Direct investment enterprises in direct investor (reverse investment)	2,4	0,0		0,0	0,0
678.3AA130.A.A.A.2	Between fellow enterprises		0,0	7,4	0,4	0,0
678.3AA131.A.A.A.2	if ultimate controlling parent is resident					
678.3AA132.A.A.A.2	if ultimate controlling parent is nonresident					
678.3AA133.A.A.A.2	if ultimate controlling parent is unknown					
678.3AA200.A.A.A.2	Reinvestment of earnings	2,3	0,0	0,0	0,0	0,0
678.3AA00Z.A.A.A.2	Of which: Investment fund shares or units					
678.3AA00Y.A.A.A.2	Of which: Money market fund shares or units					
678.3AB000.A.A.A.2	Debt instruments	-19,8	0,0	0,0	0,0	0,0
678.3AB100.A.A.A.2	Direct investor in direct investment enterprises	-22,9	0,0		0,0	
678.3AB200.A.A.A.2	Direct investment enterprises in direct investor (reverse investment)	3,1	0,0		0,0	
678.3AB300.A.A.A.2	Between fellow enterprises		0,0	0,0	0,0	
678.3AB310.A.A.A.2	if ultimate controlling parent is resident					
678.3AB320.A.A.A.2	if ultimate controlling parent is nonresident					
678.3AB330.A.A.A.2	if ultimate controlling parent is unknown					
678.3ABZ00.A.A.A.2	Of which: Debt securities		0,0	0,0	0,0	0,0
678.3ABZ10.A.A.A.2	Direct investor in direct investment enterprises		0,0			
678.3ABZ20.A.A.A.2	Direct investment enterprises in direct investor (reverse investment)		0,0			
678.3ABZ30.A.A.A.2	Between fellow enterprises		0,0			
678.3ABZ31.A.A.A.2	if ultimate controlling parent is resident					
678.3ABZ32.A.A.A.2	if ultimate controlling parent is nonresident					
678.3ABZ33.A.A.A.2	if ultimate controlling parent is unknown					
678.3A9999.L.A.A.2	Net incurrence of liabilities	184,0	262,4	203,1	152,1	71,2
678.3AA000.L.A.A.2	Equity and investment fund shares	184,8	185,4	96,3	46,8	59,7
678.3AA100.L.A.A.2	Equity other than reinvestment of earnings	187,1	118,3	61,6	9,4	-9,0
678.3AA110.L.A.A.2	Direct investor in direct investment enterprises	2,5	118,3	61,6	9,4	-9,8
678.3AA120.L.A.A.2	Direct investment enterprises in direct investor (reverse investment)	184,6	0,0		0,0	
678.3AA130.L.A.A.2	Between fellow enterprises		0,0		0,0	0,8
678.3AA131.L.A.A.2	if ultimate controlling parent is resident					
678.3AA132.L.A.A.2	if ultimate controlling parent is nonresident					
678.3AA133.L.A.A.2	if ultimate controlling parent is unknown					
678.3AA200.L.A.A.2	Reinvestment of earnings	62,3	67,1	34,6	37,4	68,7
678.3AA00Z.L.A.A.2	Of which: Investment fund shares or units					
678.3AA00Y.L.A.A.2	Of which: Money market fund shares or units					
678.3AB000.L.A.A.2	Debt instruments	-0,8	77,0	106,9	105,3	11,5

Series_Code	Label	2010	2011	2012	2013	2014
678.3AB100.L.A.A.2	Direct investor in direct investment enterprises	-0,7	24,5	48,9	105,4	11,5
678.3AB200.L.A.A.2	Direct investment enterprises in direct investor (reverse investment)	-0,1	52,6	59,2	0,0	
678.3AB300.L.A.A.2	Between fellow enterprises		0,0	-1,2	-0,1	0,0
678.3AB310.L.A.A.2	if ultimate controlling parent is resident					
678.3AB320.L.A.A.2	if ultimate controlling parent is nonresident					
678.3AB330.L.A.A.2	if ultimate controlling parent is unknown					
678.3ABZ00.L.A.A.2	Of which: Debt securities		0,0	0,0	0,0	0,0
678.3ABZ10.L.A.A.2	Direct investor in direct investment enterprises		0,0			
678.3ABZ20.L.A.A.2	Direct investment enterprises in direct investor (reverse investment)		0,0			
678.3ABZ30.L.A.A.2	Between fellow enterprises		0,0			
678.3ABZ31.L.A.A.2	if ultimate controlling parent is resident					
678.3ABZ32.L.A.A.2	if ultimate controlling parent is nonresident					
678.3ABZ33.L.A.A.2	if ultimate controlling parent is unknown					
678.3B9999.N.A.A.2	Portfolio investment	225,4	-25,9	21,0	53,3	-7,9
678.3B9999.A.A.A.2	Net acquisition of financial assets	228,9	3,6	27,5	58,4	80,6
678.3BA000.A.A.A.2	Equity and investment fund shares	-0,1	-0,6	0,1	0,4	0,0
678.3BA000.A.C.A.2	Central bank	0,0	0,0		0,0	
678.3BA000.A.M.A.2	Monetary authorities (where relevant)		0,0			
678.3BA000.A.D.A.2	Deposit-taking corporations, except central bank	-0,1	-1,2	0,1	0,3	
678.3BA000.A.G.A.2	General government	0,0	0,0			
678.3BA000.A.O.A.2	Other sectors	0,0	0,6	0,0	0,1	0,0
678.3BA000.A.F.A.2	Other financial corporations					
678.3BA000.A.N.A.2	Nonfinancial corporations, households, and NPISHs		0,6	0,0	0,1	0,0
678.3BA200.A.A.A.2	Investment fund shares or units					
678.3BA20Z.A.A.A.2	Of which: Reinvestment of earnings					
678.3BA2ZZ.A.A.A.2	Of which: Money market fund shares or units					
678.3BB000.A.A.A.2	Debt securities	229,0	4,2	27,4	58,1	80,7
678.3BB000.A.C.A.2	Central bank	0,0	0,0			
678.3BB000.A.C.S.2	Short-term	0,0				
678.3BB000.A.C.L.2	Long-term					
678.3BB000.A.M.A.2	Monetary authorities (where relevant)		0,0			
678.3BB000.A.M.S.2	Short-term					
678.3BB000.A.M.L.2	Long-term					
678.3BB000.A.D.A.2	Deposit-taking corporations, except central bank	228,5	3,9	27,0	57,6	79,1
678.3BB000.A.D.S.2	Short-term	154,2	12,9	14,9	20,8	42,3
678.3BB000.A.D.L.2	Long-term	74,2	-9,0	12,1	36,8	36,8
678.3BB000.A.G.A.2	General government	0,6	0,0	0,0	0,0	0,0
678.3BB000.A.G.S.2	Short-term		0,0			
678.3BB000.A.G.L.2	Long-term	0,6	0,0			
678.3BB000.A.O.A.2	Other sectors	-0,1	0,3	0,5	0,4	1,5
678.3BB000.A.O.S.2	Short-term	-1,1	0,0	0,0	0,4	0,0
678.3BB000.A.O.L.2	Long-term	1,0	0,3	0,5	0,0	1,5
678.3BB000.A.F.A.2	Other financial corporations		0,1	0,0	0,0	1,5
678.3BB000.A.F.S.2	Short-term		0,0			0,0
678.3BB000.A.F.L.2	Long-term		0,1			1,5
678.3BB000.A.N.A.2	Nonfinancial corporations, households, and NPISHs		0,2	0,5	0,4	0,0
678.3BB000.A.N.S.2	Short-term		0,0	0,0	0,4	
678.3BB000.A.N.L.2	Long-term		0,2	0,5	0,0	
678.3B9999.L.A.A.2	Net incurrence of liabilities	3,5	29,5	6,5	5,2	88,5
678.3BA000.L.A.A.2	Equity and investment fund shares	0,6	0,8	-2,0	-0,4	1,2
678.3BA000.L.C.A.2	Central bank		0,0			
678.3BA000.L.M.A.2	Monetary authorities (where relevant)		0,0			
678.3BA000.L.D.A.2	Deposit-taking corporations, except central bank	-0,2	0,2	-0,2	0,2	1,2
678.3BA000.L.G.A.2	General government		0,0			
678.3BA000.L.O.A.2	Other sectors	0,8	0,5	-1,8	-0,5	0,0
678.3BA000.L.F.A.2	Other financial corporations		0,0		0,0	0,0
678.3BA000.L.N.A.2	Nonfinancial corporations, households, and NPISHs		0,5	-1,8	-0,5	0,0
678.3BA100.L.A.A.2	Equity securities other than investment fund shares					
678.3BA110.L.A.A.2	Listed					
678.3BA120.L.A.A.2	Unlisted					

Series_Code	Label	2010	2011	2012	2013	2014
678.3BB000.L.A.A.2	Debt securities	3,0	28,8	8,5	5,5	87,3
678.3BB000.L.C.A.2	Central bank	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
678.3BB000.L.C.S.2	Short-term	0,0	0,0			
678.3BB000.L.C.L.2	Long-term	0,0	0,0			
678.3BB000.L.M.A.2	Monetary authorities (where relevant)		0,0	0,0	0,0	0,0
678.3BB000.L.M.S.2	Short-term		0,0			
678.3BB000.L.M.L.2	Long-term		0,0			
678.3BB000.L.D.A.2	Deposit-taking corporations, except central bank	-15,9	10,0	1,0	4,0	-3,1
678.3BB000.L.D.S.2	Short-term	0,0	11,4	-0,8	0,0	-0,1
678.3BB000.L.D.L.2	Long-term	-15,9	-1,4	1,8	4,0	-3,0
678.3BB000.L.G.A.2	General government	19,7	20,1	7,5	1,5	90,4
678.3BB000.L.G.S.2	Short-term	0,0	28,5	12,1	3,1	92,4
678.3BB000.L.G.L.2	Long-term	19,7	-8,4	-4,6	-1,6	-2,0
678.3BB000.L.O.A.2	Other sectors	-0,9	-1,3	0,0	0,0	0,0
678.3C9999.N.A.A.2	Financial derivatives (other than reserves) and employee stock options	2,0	0,0	0,0	0,0	0,0
678.3C9999.N.C.A.2	Central bank	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
678.3C9999.N.M.A.2	Monetary authorities (where relevant)		0,0	0,0	0,0	0,0
678.3C9999.N.D.A.2	Deposit-taking corporations, except the central bank	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
678.3C9999.N.G.A.2	General government	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
678.3C9999.N.O.A.2	Other sectors	2,0	0,0	0,0	0,0	0,0
678.3C9999.A.A.A.2	Net acquisition of financial assets	2,0	0,0	0,0	0,0	0,0
678.3C9999.A.C.A.2	Central bank		0,0	0,0		
678.3C9999.A.M.A.2	Monetary authorities (where relevant)		0,0	0,0		
678.3C9999.A.D.A.2	Deposit-taking corporations, except the central bank	0,0	0,0			
678.3C9999.A.G.A.2	General government		0,0			
678.3C9999.A.O.A.2	Other sectors	2,0	0,0	0,0	0,0	0,0
678.3C9999.L.A.A.2	Net incurrence of liabilities	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
678.3C9999.L.C.A.2	Central bank					
678.3C9999.L.M.A.2	Monetary authorities (where relevant)					
678.3C9999.L.D.A.2	Deposit-taking corporations, except central bank	0,0				
678.3C9999.L.G.A.2	General government					
678.3C9999.L.O.A.2	Other sectors	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
678.3C999Z.L.A.A.2	<i>Financial derivatives (other than reserves)</i>					
678.3C999Y.L.A.A.2	<i>Options</i>					
678.3C999X.L.A.A.2	<i>Forward-type contracts</i>					
678.3C999W.L.A.A.2	<i>Employee stock options</i>					
678.3D9999.N.A.A.2	Other investment	-407,9	94,8	114,1	71,0	-16,2
678.3D9999.A.A.A.2	Net acquisition of financial assets	-151,0	220,9	111,7	153,9	221,8
678.3D9999.L.A.A.2	Net incurrence of liabilities	256,9	126,1	-2,4	82,9	238,0
678.3DA000.N.A.A.2	Other equity		0,0	0,0	0,0	0,0
678.3DA000.A.A.A.2	Net acquisition of financial assets		0,0	0,0		
678.3DA000.L.A.A.2	Net incurrence of liabilities		0,0	0,0		
678.3DB000.N.A.A.2	Currency and deposits	-14,0	194,5	151,1	112,0	151,1
678.3DB000.A.A.A.2	Net acquisition of financial assets	89,9	275,8	119,1	110,5	222,4
678.3DB000.A.C.A.2	Central banks		0,0	0,0	0,0	0,0
678.3DB000.A.C.S.2	Short-term					
678.3DB000.A.C.L.2	Long-term					
678.3DB000.A.M.A.2	Monetary authorities (where relevant)		0,0	0,0	0,0	0,0
678.3DB000.A.M.S.2	Short-term					
678.3DB000.A.M.L.2	Long-term					
678.3DB000.A.D.A.2	Deposit-taking corporations, except central bank	109,7	18,0	16,0	25,4	114,9
678.3DB00Z.A.D.A.2	Of which: Interbank positions		0,0			
678.3DB000.A.D.S.2	Short-term		18,0	16,0	25,4	114,9
678.3DB000.A.D.L.2	Long-term		0,0	0,0		
678.3DB000.A.G.A.2	General government	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
678.3DB000.A.G.S.2	Short-term					
678.3DB000.A.G.L.2	Long-term					
678.3DB000.A.O.A.2	Other sectors	-19,8	257,8	103,0	85,1	107,5
678.3DB000.A.O.S.2	Short-term		257,8	93,2	79,1	97,2
678.3DB000.A.O.L.2	Long-term		0,0	9,8	6,0	10,3
678.3DB000.A.F.A.2	Other financial corporations		0,0	0,0	0,0	0,0
678.3DB000.A.F.S.2	Short-term					
678.3DB000.A.F.L.2	Long-term					

Series_Code	Label	2010	2011	2012	2013	2014
678.3DB000.A.N.A.2	Nonfinancial corporations, households, NPISHs		257,8	103,0	85,1	107,5
678.3DB000.A.N.S.2	Short-term		257,8	93,2	79,1	97,2
678.3DB000.A.N.L.2	Long-term		0,0	9,8	6,0	10,3
678.3DB000.L.A.A.2	Net incurrence of liabilities	103,9	81,2	-32,0	-1,5	71,3
678.3DB000.L.C.A.2	Central banks	-1,6	-1,5	1,7	1,3	-0,5
678.3DB000.L.C.S.2	Short-term		-1,5	1,7	1,3	-0,5
678.3DB000.L.C.L.2	Long-term					
678.3DB000.L.M.A.2	Monetary authorities (where relevant)		0,0	0,0	0,0	0,0
678.3DB000.L.M.S.2	Short-term					
678.3DB000.L.M.L.2	Long-term					
678.3DB000.L.D.A.2	Deposit-taking corporations, except the central bank	105,4	82,7	-33,7	-2,9	71,8
678.3DB000.L.D.A.2	Of which: Interbank positions		0,0			
678.3DB000.L.D.S.2	Short-term		82,7	-33,7	-2,9	71,8
678.3DB000.L.D.L.2	Long-term			0,0		
678.3DB000.L.G.A.2	General government		0,0	0,0	0,0	0,0
678.3DB000.L.G.S.2	Short-term					
678.3DB000.L.G.L.2	Long-term					
678.3DB000.L.O.A.2	Other sectors		0,0	0,0	0,0	0,0
678.3DB000.L.O.S.2	Short-term		0,0	0,0	0,0	0,0
678.3DB000.L.O.L.2	Long-term		0,0	0,0	0,0	0,0
678.3DB000.L.F.A.2	Other financial corporations		0,0	0,0	0,0	0,0
678.3DB000.L.F.S.2	Short-term					
678.3DB000.L.F.L.2	Long-term					
678.3DB000.L.N.A.2	Nonfinancial corporations, households, NPISHs		0,0	0,0	0,0	0,0
678.3DB000.L.N.S.2	Short-term					
678.3DB000.L.N.L.2	Long-term					
678.3DC000.N.A.A.2	Loans	-85,4	-146,5	-26,1	-47,4	-186,6
678.3DC000.A.A.A.2	Net acquisition of financial assets	80,3	-4,7	0,3	43,1	-21,1
678.3DC000.A.C.A.2	Central bank	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
678.3DC000.A.C.A.2	Credit and loans with the IMF (other than reserves)		0,0	0,0	0,0	0,0
678.3DC000.A.C.S.2	Other short-term					
678.3DC000.A.C.L.2	Other long-term					
678.3DC000.A.M.A.2	Monetary authorities (where relevant)		0,0	0,0	0,0	0,0
678.3DC000.A.M.A.2	Credit and loans with the IMF (other than reserves)		0,0	0,0	0,0	0,0
678.3DC000.A.M.S.2	Other short-term					
678.3DC000.A.M.L.2	Other long-term					
678.3DC000.A.D.A.2	Deposit-taking corporations, except the central bank	82,1	-4,7	0,3	43,1	-21,1
678.3DC000.A.D.S.2	Short-term	34,0	-14,7	-6,0	15,0	-19,4
678.3DC000.A.D.L.2	Long-term	48,2	10,0	6,3	28,1	-1,7
678.3DC000.A.G.A.2	General government	0,0				
678.3DC000.A.G.A.2	Credit and loans with the IMF (other than reserves)		0,0	0,0	0,0	0,0
678.3DC000.A.G.S.2	Other short-term					
678.3DC000.A.G.L.2	Other long-term					
678.3DC000.A.O.A.2	Other sectors	-1,9	0,0	0,0	0,0	0,0
678.3DC000.A.O.S.2	Short-term	-1,9	0,0	0,0	0,0	0,0
678.3DC000.A.O.L.2	Long-term	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
678.3DC000.A.F.A.2	Other financial corporations		0,0	0,0	0,0	0,0
678.3DC000.A.F.S.2	Short-term					
678.3DC000.A.F.L.2	Long-term					
678.3DC000.A.N.A.2	Nonfinancial corporations, households, and NPISHs		0,0	0,0	0,0	0,0
678.3DC000.A.N.S.2	Short-term			0,0		
678.3DC000.A.N.L.2	Long-term			0,0		
678.3DC000.L.A.A.2	Net incurrence of liabilities	165,7	141,9	26,4	90,5	165,5
678.3DC000.L.C.A.2	Central bank	2,8	21,7	3,7	18,5	2,1
678.3DC000.L.C.A.2	Credit and loans with the IMF	2,8	21,7	3,7	18,5	2,1
678.3DC000.L.C.S.2	Other short-term	0,0				
678.3DC000.L.C.L.2	Other long-term	0,0				
678.3DC000.L.M.A.2	Monetary authorities (where relevant)		0,0	0,0	0,0	0,0
678.3DC000.L.M.A.2	Credit and loans with the IMF		0,0	0,0	0,0	0,0
678.3DC000.L.M.S.2	Other short-term					
678.3DC000.L.M.L.2	Other long-term					
678.3DC000.L.D.A.2	Deposit-taking corporations, except the central bank	36,7	13,5	31,4	-2,3	85,0
678.3DC000.L.D.S.2	Short-term	0,0	1,3	-0,4	1,0	-1,8
678.3DC000.L.D.L.2	Long-term	36,8	12,2	31,9	-3,3	86,8
678.3DC000.L.G.A.2	General government	120,2	123,3	5,0	77,8	55,6

Series_Code	Label	2010	2011	2012	2013	2014
678.3DC00z.L.G.A.2	Credit and loans with the IMF					
678.3DC000.L.G.S.2	Other short-term	0,0				
678.3DC000.L.G.L.2	Other long-term	120,2	123,3	5,0	77,8	55,6
678.3DC000.L.O.A.2	Other sectors	5,9	-16,6	-13,7	-3,5	22,8
678.3DC000.L.O.S.2	Short-term	6,7	-16,5	-0,1	-0,1	5,3
678.3DC000.L.O.L.2	Long-term	-0,7	-0,1	-13,6	-3,4	17,6
678.3DC000.L.F.A.2	Other financial corporations		0,0	0,0	0,0	0,0
678.3DC000.L.F.S.2	Short-term					
678.3DC000.L.F.L.2	Long-term					
678.3DC000.L.N.A.2	Nonfinancial corporations, households, and NPISHs		-16,6	-13,7	-3,5	22,8
678.3DC000.L.N.S.2	Short-term		-16,5	-0,1	-0,1	5,3
678.3DC000.L.N.L.2	Long-term		-0,1	-13,6	-3,4	17,6
678.3DD000.N.A.A.2	Insurance, pension, and standardized guarantee schemes		0,0	0,0	0,1	0,0
678.3DD000.A.A.A.2	Net acquisition of financial assets		0,0	0,0	0,1	0,0
678.3DD000.A.C.A.2	Central bank					
678.3DD000.A.M.A.2	Monetary authorities (where relevant)					
678.3DD000.A.D.A.2	Deposit-taking corporations, except the central bank					
678.3DD000.A.G.A.2	General government					
678.3DD000.A.O.A.2	Other sectors		0,0	0,0	0,1	0,0
678.3DD000.A.F.A.2	Other financial corporations				0,1	
678.3DD000.A.N.A.2	Nonfinancial corporations, households, NPISHs					
678.3DD100.A.A.A.2	Nonlife insurance technical reserves					
678.3DD200.A.A.A.2	Life insurance and annuity entitlements					
678.3DD300.A.A.A.2	Pension entitlements					
678.3DD400.A.A.A.2	Claims of pension funds on sponsors					
678.3DD500.A.A.A.2	Entitlements to nonpension benefits					
678.3DD600.A.A.A.2	Provisions for calls under standardized guarantees					
678.3DD000.L.A.A.2	Net incurrence of liabilities		0,0	0,0	0,0	0,0
678.3DD100.L.A.A.2	Nonlife insurance technical reserves					
678.3DD200.L.A.A.2	Life insurance and annuity entitlements					
678.3DD300.L.A.A.2	Pension entitlements					
678.3DD400.L.A.A.2	Claims of pension funds on sponsors					
678.3DD500.L.A.A.2	Entitlements to nonpension benefits					
678.3DD600.L.A.A.2	Provisions for calls under standardized guarantees					
678.3DE000.N.A.A.2	Trade credit and advances	-5,8	19,8	-4,2	2,6	24,4
678.3DE000.A.A.A.2	Net acquisition of financial assets	-1,6	1,3	-3,0	0,1	20,5
678.3DE000.A.C.A.2	Central bank		0,0	0,0	0,0	0,0
678.3DE000.A.C.S.2	Short-term					
678.3DE000.A.C.L.2	Long-term					
678.3DE000.A.M.A.2	Monetary authorities (where relevant)		0,0	0,0	0,0	0,0
678.3DE000.A.M.S.2	Short-term					
678.3DE000.A.M.L.2	Long-term					
678.3DE000.A.D.A.2	Deposit-taking corporations, except central bank		0,0	0,0	0,0	0,0
678.3DE000.A.D.S.2	Short-term					
678.3DE000.A.D.L.2	Long-term					
678.3DE000.A.G.A.2	General government	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
678.3DE000.A.G.S.2	Short-term					
678.3DE000.A.G.L.2	Long-term					
678.3DE000.A.O.A.2	Other sectors	-1,6	1,3	-3,0	0,1	20,5
678.3DE000.A.O.S.2	Short-term	-1,6	1,3	0,0	0,1	20,5
678.3DE000.A.O.L.2	Long-term		0,0	-3,0	0,0	0,0
678.3DE000.A.F.A.2	Other financial corporations		-0,1	0,0	0,0	0,0
678.3DE000.A.F.S.2	Short-term		-0,1			0,0
678.3DE000.A.F.L.2	Long-term		0,0			
678.3DE000.A.N.A.2	Nonfinancial corporations, households, and NPISHs		1,4	-3,0	0,1	20,5
678.3DE000.A.N.S.2	Short-term		1,4	0,0	0,1	20,5
678.3DE000.A.N.L.2	Long-term		0,0	-3,0	0,0	0,0
678.3DE000.L.A.A.2	Net incurrence of liabilities	4,2	-18,5	1,2	-2,5	-3,9
678.3DE000.L.C.A.2	Central bank		0,0	0,0	0,0	0,0
678.3DE000.L.C.S.2	Short-term					
678.3DE000.L.C.L.2	Long-term					
678.3DE000.L.M.A.2	Monetary authorities (where relevant)		0,0	0,0	0,0	0,0
678.3DE000.L.M.S.2	Short-term					
678.3DE000.L.M.L.2	Long-term					

Series_Code	Label	2010	2011	2012	2013	2014
678.3DE000.L.D.A.2	Deposit-taking corporations, except central bank		0,0	0,0	0,0	0,0
678.3DE000.L.D.S.2	Short-term					
678.3DE000.L.D.L.2	Long-term					
678.3DE000.L.G.A.2	General government	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
678.3DE000.L.G.S.2	Short-term					
678.3DE000.L.G.L.2	Long-term	0,0				
678.3DE000.L.O.A.2	Other sectors	4,2	-18,5	1,2	-2,5	-3,9
678.3DE000.L.O.S.2	Short-term	4,2	-18,7	0,5	-2,5	0,6
678.3DE000.L.O.L.2	Long-term	0,0	0,2	0,7	0,0	-4,6
678.3DE000.L.F.A.2	Other financial corporations		0,0	0,0	0,0	0,0
678.3DE000.L.F.S.2	Short-term					
678.3DE000.L.F.L.2	Long-term					
678.3DE000.L.N.A.2	Nonfinancial corporations, households, and NPISHs		-18,5	1,2	-2,5	-3,9
678.3DE000.L.N.S.2	Short-term		-18,7	0,5	-2,5	0,6
678.3DE000.L.N.L.2	Long-term		0,2	0,7	0,0	-4,6
678.3DF000.N.A.A.2	Other accounts receivable/payable	-302,8	27,1	-6,6	3,7	-5,2
678.3DF000.A.A.A.2	Net acquisition of financial assets	-319,6	-51,5	-4,7	0,1	0,1
678.3DF000.A.C.A.2	Central bank	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
678.3DF000.A.C.S.2	Short-term					
678.3DF000.A.C.L.2	Long-term					
678.3DF000.A.M.A.2	Monetary authorities (where relevant)		0,0	0,0	0,0	0,0
678.3DF000.A.M.S.2	Short-term					
678.3DF000.A.M.L.2	Long-term					
678.3DF000.A.D.A.2	Deposit-taking corporations, except central bank	-285,5	-51,5	0,1	0,0	0,1
678.3DF000.A.D.S.2	Short-term	-285,5	-51,5	0,1	0,0	0,1
678.3DF000.A.D.L.2	Long-term	0,0	0,0	0,0		
678.3DF000.A.G.A.2	General government	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
678.3DF000.A.G.S.2	Short-term	0,0				
678.3DF000.A.G.L.2	Long-term					
678.3DF000.A.O.A.2	Other sectors	-34,2	0,0	-4,7	0,1	0,0
678.3DF000.A.O.S.2	Short-term	-34,2	0,0	-4,7	0,1	0,0
678.3DF000.A.O.L.2	Long-term		0,0	0,0	0,0	0,0
678.3DF000.A.F.A.2	Other financial corporations		0,0	0,0	0,0	0,0
678.3DF000.A.F.S.2	Short-term					
678.3DF000.A.F.L.2	Long-term					
678.3DF000.A.N.A.2	Nonfinancial corporations, households, NPISHs		0,0	-4,7	0,1	0,0
678.3DF000.A.N.S.2	Short-term			-4,7	0,1	
678.3DF000.A.N.L.2	Long-term			0,0		
678.3DF000.L.A.A.2	Net incurrence of liabilities	-16,8	-78,6	2,0	-3,6	5,2
678.3DF000.L.C.A.2	Central bank	13,7	-8,5	1,9	-6,7	7,7
678.3DF000.L.C.S.2	Short-term	13,7	-8,5	1,9	-6,7	7,7
678.3DF000.L.C.L.2	Long-term					
678.3DF000.L.M.A.2	Monetary authorities (where relevant)		0,0	0,0	0,0	0,0
678.3DF000.L.M.S.2	Short-term					
678.3DF000.L.M.L.2	Long-term					
678.3DF000.L.D.A.2	Deposit-taking corporations, except central bank	-53,5	-68,1	0,1	2,8	-2,4
678.3DF000.L.D.S.2	Short-term	-53,5	-68,1	0,1	2,8	-2,4
678.3DF000.L.D.L.2	Long-term		0,0			
678.3DF000.L.G.A.2	General government	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
678.3DF000.L.G.S.2	Short-term	0,0				
678.3DF000.L.G.L.2	Long-term					
678.3DF000.L.O.A.2	Other sectors	22,9	-2,0	0,0	0,2	0,0
678.3DF000.L.O.S.2	Short-term	22,9	-2,0	0,0	0,2	0,0
678.3DF000.L.O.L.2	Long-term		0,1	0,0	0,0	0,0
678.3DF000.L.F.A.2	Other financial corporations		0,0	0,0	0,0	0,0
678.3DF000.L.F.S.2	Short-term					
678.3DF000.L.F.L.2	Long-term					
678.3DF000.L.N.A.2	Nonfinancial corporations, households, NPISHs		-2,0	0,0	0,2	0,0
678.3DF000.L.N.S.2	Short-term		-2,0		0,2	
678.3DF000.L.N.L.2	Long-term		0,1			
678.3DG000.L.A.A.2	Special drawing rights (Net incurrence of liabilities)					0,0
678.3E9999.A.A.A.2	Reserve assets	-67,6	40,8	-36,5	-47,4	-144,3
678.3EA000.A.A.A.2	Monetary gold	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
678.3EA100.A.A.A.2	Gold bullion					
678.3EA200.A.A.A.2	Unallocated gold accounts					

Series_Code	Label	2010	2011	2012	2013	2014
678.3EB000.A.A.A.2	Special drawing rights	0,0	0,0	0,0	0,1	-0,1
678.3EC000.A.A.A.2	Reserve position in the IMF	3,5	3,8	-5,7	-1,7	67,0
678.3ED000.A.A.A.2	Other reserve assets	-71,2	37,1	-30,8	-45,8	-211,2
678.3ED100.A.A.A.2	Currency and deposits	-71,2	37,1	-30,8	-45,8	-211,2
678.3ED110.A.A.A.2	Claims on monetary authorities	-71,2	0,0	0,2	1,9	-1,3
678.3ED120.A.A.A.2	Claims on other entities		37,0	-31,1	-47,7	-209,9
678.3EE000.A.A.A.2	Securities	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
678.3EE100.A.A.A.2	Debt securities					
678.3EE200.A.A.A.2	Equity and investment fund shares					
678.3EF000.A.A.A.2	Financial derivatives					
678.3EG000.A.A.A.2	Other claims	0,0				
678.409999.N.A.A.2	Net errors and omissions	19,0	-25,2	-10,5	-18,0	-19,3
	Memorandum items					
678.4099E0.L.A.N.2	Exceptional financing	13,7	13,6	6,6	40,5	26,8
678.1D99E0.C.A.N.2	Secondary income					
678.20A1E0.C.A.N.2	Capital transfers	11,0	13,6	6,6	25,5	14,9
678.20A1E1.C.A.N.2	Debt forgiveness	11,0	13,6	6,6	25,5	14,9
678.20A1E2.C.A.N.2	Grants received from IMF subsidy accounts					
678.20A1E3.C.A.N.2	Other investment grants					
678.3E99E0.L.A.A.2	Other investment—liabilities	2,6			15,0	11,9

TABLEAU A14 : BALANCE DES PAIEMENTS MBP6 (optique BCEAO) – MALI

Code SDMX	Nom du poste	2010	2011	2012	2013	2014
1_B_N_N_E	Compte des transactions courantes	-589,4	-309,7	-139,2	-185,1	-334,1
	Crédit	1589,3	1814,5	2213,0	2748,0	2669,5
	Débit	2178,6	2124,3	2352,2	2933,1	3003,6
1_B_N_N_E	Biens et services	-648,1	-495,6	-310,2	-976,9	-1101,3
	Crédit	1206,7	1321,5	1708,3	1631,3	1599,8
	Débit	1854,7	1817,1	2018,5	2608,2	2701,2
1_B_N_N_E	Biens	-329,2	-157,1	57,0	-122,8	-251,3
	Crédit	1016,6	1127,7	1532,2	1419,5	1374,2
	Débit	1345,8	1284,7	1475,1	1542,3	1625,5
1_B_N_N_E	Marchandises générales, base balance des paiements	-1089,5	-960,6	-1007,6	-1087,3	-1169,0
	Crédit	256,3	324,1	467,5	455,0	456,5
	Débit	1345,8	1284,7	1475,1	1542,3	1625,5
1_B_N_N_E	Dont : Réexportations		0,0	0,0	0,0	0,0
	Crédit	0,0	0,0			
	Débit	0,0	0,0			
1_B_N_N_E	Exportations nettes de biens dans le cadre du négoce international	-1,5	-0,6	-1,0	0,0	0,0
	Crédit	0,0	-0,6	-1,0		
	Débit	0,0	0,0	0,0		
1_B_N_N_E	Or non monétaire	761,8	804,1	1065,6	964,5	917,7
	Crédit	761,8	804,1	1065,6	964,5	917,7
	Débit	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1_B_N_N_E	Services	-318,9	-338,6	-367,2	-854,1	-850,1
	Crédit	190,0	193,9	176,1	211,7	225,6
	Débit	508,9	532,4	543,3	1065,9	1075,7
1_B_N_N_E	Transport	-303,0	-330,4	-342,1	-362,0	-344,9
	Crédit	3,6	4,8	1,3	0,7	1,9
	Débit	306,5	335,2	343,4	362,6	346,9
1_B_N_N_E	Dont fret	-277,1	-266,2	-305,8	-319,7	-299,7
	Crédit	0,2	0,3	0,0	0,0	0,3
	Débit	277,3	266,5	305,8	319,7	299,9
1_B_N_N_E	Voyages	46,5	43,1	20,3	30,0	33,6
	Crédit	101,4	99,3	72,4	88,2	104,8
	Débit	54,9	56,2	52,1	58,2	71,2
1_B_N_N_E	Autres services	-62,4	-51,2	-45,4	-522,2	-538,7
	Crédit	85,1	89,8	102,4	122,9	118,9
	Débit	147,5	141,0	147,9	645,1	657,7
1_B_N_AL_E	Revenu primaire	-207,5	-217,9	-234,8	-213,7	-190,0
	Crédit	35,5	27,5	41,4	40,6	46,6
	Débit	243,1	245,5	276,2	254,3	236,6
1_B_N_AL_E	Rémunération des salariés	1,7	-4,3	-1,5	1,1	2,6
	Crédit	17,5	15,3	16,5	18,5	21,3
	Débit	15,8	19,6	18,0	17,4	18,7
3_B_N_AL_E	Revenus des investissements	-209,2	-208,3	-235,1	-213,4	-197,4
	Crédit	18,1	12,2	17,0	16,9	20,0
	Débit	227,3	220,6	252,1	230,3	217,4
1_B_N_AL_E	Autre revenu primaire		-5,3	1,8	-1,4	4,8
	Crédit	0,0	0,0	7,9	5,3	5,3
	Débit	0,0	5,3	6,1	6,6	0,5
2_B_AL_AL_E	Revenu secondaire	266,2	403,8	405,8	1005,5	957,2
	Crédit	347,1	465,4	463,3	1076,1	1023,1
	Débit	80,9	61,7	57,4	70,6	65,9
2_B_GG_AL_E	Administrations publiques	98,1	81,0	29,0	625,4	569,8
	Crédit	105,4	96,9	42,6	635,9	571,7
	Débit	7,3	15,9	13,6	10,5	1,9
2_B_GG_AL_E	Coopération internationale courante	98,1	81,1	29,0	625,4	570,0
	Crédit	105,4	96,9	42,6	635,9	571,7
	Débit	7,3	15,9	13,6	10,5	1,7
2_B_OS_AL_E	Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM	168,1	322,7	376,8	380,2	387,4
	Crédit	241,7	368,5	420,7	440,3	451,4
	Débit	73,6	45,8	43,9	60,1	64,0

Code SDMX	Nom du poste	2010	2011	2012	2013	2014
2_B_OS_AL_E	Transferts personnels (transferts courants entre ménages résidents et non résidents)	145,4	313,4	367,4	374,7	379,6
	Crédit	216,7	354,7	406,0	423,4	433,7
	Débit	71,3	41,3	38,6	48,8	54,1
2_B_OS_AL_E	Envois de fonds des travailleurs	145,4	313,4	367,4	374,7	379,6
	Crédit	216,7	354,7	406,0	423,4	433,7
	Débit	71,3	41,3	38,6	48,8	54,1
2_B_OS_AL_E	Autres transferts courants	22,8	9,3	9,4	5,5	7,8
	Crédit	25,1	13,8	14,8	16,8	17,7
	Débit	2,3	4,5	5,3	11,3	9,9
2_B_AL_AL_E	Compte de capital	124,7	184,3	53,4	129,3	114,1
	Crédit	125,2	184,4	55,6	130,1	124,0
	Débit	0,4	0,0	2,2	0,8	9,9
2_B_AL_AL_E	Acquisitions (DR.) / cessions (CR.) d'actifs non financiers non produits	-0,4	0,0	-1,8	-0,8	-2,0
	Crédit	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0
	Débit	0,4	0,0	1,9	0,8	2,0
2_B_AL_AL_E	Transferts de capital	125,2	184,3	55,1	130,1	116,1
	Crédit	125,2	184,4	55,5	130,1	124,0
	Débit	0,0	0,0	0,3	0,0	7,9
2_B_GG_AL_E	Administration publique	89,8	151,9	15,7	105,3	96,7
	Crédit	89,8	151,9	15,7	105,3	102,3
	Débit	0,0	0,0	0,0	0,0	5,6
2_B_GG_AL_E	Remises de dette	11,0	13,6	6,6	25,5	14,9
	Crédit	11,0	13,6	6,6	25,5	14,9
	Débit	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2_B_GG_AL_E	Autres transferts de capital	78,8	138,3	9,2	79,8	81,8
	Crédit	78,8	138,3	9,2	79,8	87,4
	Débit	0,0	0,0	0,0	0,0	5,6
2_B_OS_AL_E	Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM	35,3	32,4	39,4	24,8	19,4
	Crédit	35,3	32,4	39,7	24,8	21,7
	Débit	0,0	0,0	0,3	0,0	2,3
2_B_OS_AL_E	Remises de dette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Crédit	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Débit	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2_B_OS_AL_E	Autres transferts de capital	35,3	32,4	39,4	24,8	19,4
	Crédit	35,3	32,4	39,7	24,8	21,7
	Débit	0,0	0,0	0,3	0,0	2,3
B_B_AL_AL_E	Capacité (+) / besoin (-) de financement (solde des comptes des transactions courantes et de capital)	-464,6	-125,4	-85,8	-55,8	-220,1
4_N_AL_AL_E	Compte financier	-425,1	-106,0	-97,4	-137,9	-106,3
	Acquisition nette d'actifs financiers	129,2	262,1	103,9	87,2	129,8
	Augmentation nette de passifs	159,6	368,0	201,3	225,1	236,1
4_N_AL_AL_E	Capacité (+) / besoin (-) de financement (Compte financier)	-425,1	-106,0	-97,4	-137,9	-106,3
4_N_AL_AL_E	Investissement direct	-197,4	-260,4	-195,0	-150,7	-70,9
	Acquisition nette d'actifs financiers	-13,3	2,1	8,1	1,4	0,3
	Augmentation nette de passifs	184,0	262,4	203,1	152,1	71,2
4_N_AL_AL_E	Titres de participation et parts de fonds de placement	-178,4	-183,3	-88,1	-45,4	-59,4
	Acquisition nette d'actifs financiers	6,4	2,1	8,2	1,4	0,3
	Augmentation nette de passifs	184,8	185,4	96,3	46,8	59,7
4_N_AL_AL_E	Instruments de dette	-19,0	-77,1	-106,9	-105,3	-11,5
	Acquisition nette d'actifs financiers	0,8	0,0	0,0	0,0	0,0
	Augmentation nette de passifs	19,8	77,0	106,9	105,3	11,5
4_N_AL_AL_E	Investissements de portefeuille	-19,0	-18,4	-5,2	-0,5	-88,9
	Acquisition nette d'actifs financiers	0,6	0,9	0,5	0,5	1,5
	Augmentation nette de passifs	19,6	19,3	5,7	1,0	90,4
4_N_AL_AL_E	Titres de participation et parts de fonds de placement	-0,7	0,1	1,8	0,6	0,0
	Acquisition nette d'actifs financiers	0,0	0,6	0,0	0,1	0,0
	Augmentation nette de passifs	0,8	0,5	-1,8	-0,5	0,0

Code SDMX	Nom du poste	2010	2011	2012	2013	2014
4_N_GG_AL_E	Administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Acquisition nette d'actifs financiers		0,0	0,0	0,0	0,0
	Augmentation nette de passifs		0,0	0,0	0,0	0,0
4_N_OS_AL_E	Autres secteurs	-0,7	0,1	1,8	0,6	0,0
	Acquisition nette d'actifs financiers	0,0	0,6	0,0	0,1	0,0
	Augmentation nette de passifs	0,8	0,5	-1,8	-0,5	0,0
4_N_FC_AL_E	Autres sociétés financières		0,0	0,0	0,0	-0,1
	Acquisition nette d'actifs financiers		0,0	0,0	0,0	0,0
	Augmentation nette de passifs		0,0	0,0	0,0	0,0
4_N_NC_AL_E	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM		0,1	1,8	0,6	0,0
	Acquisition nette d'actifs financiers		0,6	0,0	0,1	0,0
	Augmentation nette de passifs		0,5	-1,8	-0,5	0,0
4_N_AL_AL_E	Titres de créance	-18,3	-18,5	-7,0	-1,1	-88,9
	Acquisition nette d'actifs financiers	0,6	0,3	0,5	0,4	1,5
	Augmentation nette de passifs	18,8	18,8	7,5	1,5	90,4
4_N_GG_AL_E	Administrations publiques	-19,1	-20,1	-7,5	-1,5	-90,4
	Acquisition nette d'actifs financiers	0,6	0,0	0,0	0,0	0,0
	Augmentation nette de passifs	19,7	20,1	7,5	1,5	90,4
4_N_OS_AL_E	Autres secteurs	0,8	1,6	0,5	0,4	1,5
	Acquisition nette d'actifs financiers	-0,1	0,3	0,5	0,4	1,5
	Augmentation nette de passifs	-0,9	-1,3	0,0	0,0	0,0
4_N_FC_AL_E	Autres sociétés financières		0,1	0,5	0,4	1,5
	Acquisition nette d'actifs financiers		0,1	0,5	0,4	1,5
	Augmentation nette de passifs		0,0	0,0	0,0	0,0
4_N_NC_AL_E	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM		1,5	0,0	0,0	0,0
	Acquisition nette d'actifs financiers		0,2	0,0	0,0	0,0
	Augmentation nette de passifs		-1,3	0,0	0,0	0,0
4_N_AL_AL_E	Dérivés financiers (autres que réserves) et options sur titres des employés	2,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Acquisition nette d'actifs financiers	2,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Augmentation nette de passifs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
4_N_GG_AL_E	Administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Acquisition nette d'actifs financiers		0,0			
	Augmentation nette de passifs		0,0			
4_N_OS_AL_E	Autres secteurs	2,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Acquisition nette d'actifs financiers	2,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Augmentation nette de passifs		0,0	0,0	0,0	0,0
4_N_FC_AL_E	Autres sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Acquisition nette d'actifs financiers		0,0			
	Augmentation nette de passifs		0,0			
4_N_NC_AL_E	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Acquisition nette d'actifs financiers		0,0			
	Augmentation nette de passifs		0,0			
4_N_AL_AL_E	Autres investissements	-210,7	172,8	102,8	13,3	53,5
	Acquisition nette d'actifs financiers	-57,4	259,1	95,3	85,3	128,0
	Augmentation nette de passifs	153,3	86,3	-7,5	72,1	74,5
4_N_AL_AL_E	Autres titres de participation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Acquisition nette d'actifs financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Augmentation nette de passifs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
4_N_AL_AL_E	Autres titres de créances	-210,7	172,8	102,8	13,3	53,5
	Acquisition nette d'actifs financiers	-57,4	259,1	95,3	85,3	128,0
	Augmentation nette de passifs	153,3	86,3	-7,5	72,1	74,5
4_N_GG_AL_E	Administrations publiques	-120,2	-123,3	-5,0	-77,8	-55,6
	Acquisition nette d'actifs financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Augmentation nette de passifs	120,2	123,3	5,0	77,8	55,6
4_N_OS_AL_E	Autres secteurs	-90,5	296,1	107,8	91,1	109,1
	Acquisition nette d'actifs financiers	-57,4	259,1	95,3	85,3	128,0
	Augmentation nette de passifs	33,1	-37,0	-12,5	-5,7	18,9
4_N_FC_AL_E	Autres sociétés financières		-0,1	0,1	0,1	0,0
	Acquisition nette d'actifs financiers		-0,1	0,0	0,1	0,0
	Augmentation nette de passifs		0,0	-0,1	0,0	0,0
4_N_NC_AL_E	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM		296,1	107,7	91,0	109,1
	Acquisition nette d'actifs financiers		259,1	95,3	85,2	128,0
	Augmentation nette de passifs		-37,0	-12,4	-5,7	18,9
5_N_AL_AL_E	Erreurs et omissions nettes	19,0	-25,2	-10,5	-18,0	-19,3
	Crédit		-1731,4	-2157,7	-2711,8	-2635,1

Code SDMX	Nom du poste	2010	2011	2012	2013	2014
	Débit		-1706,3	-2147,2	-2693,8	-2615,8
0_N_N_N_E	Solde global	-20,5	-44,6	1,1	64,1	-133,0
	Crédit	67,1	5,4	7,0	79,1	28,6
	Débit	87,6	50,0	5,9	15,0	161,6
	Avoirs et engagements extérieurs des institutions de dépôts	20,5	44,6	-1,1	-64,1	133,0
	Acquisition nette d'actifs financiers	-67,1	-5,4	-7,0	-79,1	-28,6
	Augmentation nette de passifs	-87,6	-50,0	-5,9	-15,0	-161,6
4_N_CB_AL_E	Banque centrale	82,6	-29,2	43,8	60,6	153,5
	Acquisition nette d'actifs financiers	67,6	-40,8	36,5	47,4	144,3
	Augmentation nette de passifs	-14,9	-11,7	-7,3	-13,2	-9,2
4_N_DT_AL_E	Établissements de dépôts autres que la banque centrale	-62,1	73,8	-44,9	-124,7	-20,5
	Acquisition nette d'actifs financiers	-134,7	35,5	-43,5	-126,5	-172,9
	Augmentation nette de passifs	-72,6	-38,3	1,5	-1,8	-152,4

TABLEAU A15 : POSITION EXTERIEURE GLOBALE MBP6 – MALI

Series_Code	Label	2010	2011	2012	2013	2014
678.809999.N.A.A.2	Net International Investment Position	-1 265,5	-1 185,3	-1 915,3	-1 809,2	-2 868,3
678.809999.A.A.A.2	Assets	1 084,9	1 392,4	1 219,7	1 294,4	1 427,7
678.8A9999.A.A.A.2	Direct investment	3,0	19,7	28,5	18,5	28,7
678.8AA000.A.A.A.2	Equity and investment fund shares	5,3	19,7	28,5	18,5	28,7
678.8AA100.A.A.A.2	Direct investor in direct investment enterprises	5,3	18,2	14,3	16,3	27,5
678.8AA200.A.A.A.2	Direct investment enterprises in direct investor (reverse investment)					
678.8AA300.A.A.A.2	Between fellow enterprises				2,3	1,2
678.8AB000.A.A.A.2	Debt instruments	-2,3	0,0	0,0	0,0	0,0
678.8AB100.A.A.A.2	Direct investor in direct investment enterprises	-2,3	0,0		0,0	0,0
678.8B9999.A.A.A.2	Portfolio investment	358,9	217,6	161,6	197,3	403,0
678.8BA000.A.A.A.2	Equity and investment fund shares	1,2	20,3	2,0	3,1	1,8
678.8BA000.A.C.A.2	Central bank					
678.8BA000.A.M.A.2	Monetary authorities (where relevant)					
678.8BA000.A.D.A.2	Deposit-taking corporations, except central bank	0,8	19,3	1,4	1,8	1,2
678.8BA000.A.G.A.2	General government					
678.8BA000.A.O.A.2	Other sectors	0,4	1,1	0,6	1,3	0,6
678.8BA100.A.A.A.2	Equity securities other than investment fund shares					
678.8BA110.A.A.A.2	Listed					
678.8BA120.A.A.A.2	Unlisted					
678.8BA200.A.A.A.2	Investment fund shares or units					
678.8BA2ZZ.A.A.A.2	Of which: Money market fund shares or units					
678.8BB000.A.A.A.2	Debt securities	357,7	197,3	159,7	194,2	401,2
678.8BB000.A.C.A.2	Central bank		0,0	0,0	0,0	0,0
678.8BB000.A.C.S.2	Short-term					
678.8BB000.A.C.L.2	Long-term					
678.8BB000.A.M.A.2	Monetary authorities (where relevant)		0,0	0,0	0,0	0,0
678.8BB000.A.M.S.2	Short-term					
678.8BB000.A.M.L.2	Long-term					
678.8BB000.A.D.A.2	Deposit-taking corporations, except central bank	352,7	195,6	158,2	192,8	399,0
678.8BB000.A.D.S.2	Short-term	184,7	112,0	75,1	46,4	262,0
678.8BB000.A.D.L.2	Long-term	168,0	83,7	83,1	146,4	137,0
678.8BB000.A.G.A.2	General government	0,6	0,0	0,0	0,0	0,0
678.8BB000.A.G.S.2	Short-term					
678.8BB000.A.G.L.2	Long-term	0,6				
678.8BB000.A.O.A.2	Other sectors	4,4	1,6	1,5	1,4	2,2
678.8BB000.A.O.S.2	Short-term				1,4	
678.8BB000.A.O.L.2	Long-term	4,4	1,6	1,5	0,0	2,2
678.8C9999.A.A.A.2	Financial derivatives (other than reserves) and employee stock options	2,1	0,4	0,4	0,0	0,0
678.8C9999.A.C.A.2	Central bank					
678.8C9999.A.M.A.2	Monetary authorities (where relevant)					
678.8C9999.A.D.A.2	Deposit-taking corporations, except the central bank		0,4	0,4		0,0
678.8C9999.A.G.A.2	General government					
678.8C9999.A.O.A.2	Other sectors	2,1				
678.8C9999.A.N.A.2	Nonfinancial corporations, households, NPISHs					
678.8C999Z.A.A.A.2	Financial derivatives (other than reserves)					
678.8C999Y.A.A.A.2	Options					
678.8C999X.A.A.A.2	Forward-type contracts					
678.8C999W.A.A.A.2	Employee stock options					
678.8D9999.A.A.A.2	Other investment	60,0	450,6	362,7	462,0	516,8
678.8DA000.A.A.A.2	Other equity					
678.8DB000.A.A.A.2	Currency and deposits	160,9	402,8	264,1	322,3	356,0
678.8DB000.A.C.A.2	Central banks					
678.8DB000.A.M.A.2	Monetary authorities (where relevant)					
678.8DB000.A.D.A.2	Deposit-taking corporations, except central bank	122,5	140,5	156,6	220,8	247,0

678.8DB00Z.A.D.A.2	Of which: Interbank positions					
678.8DB000.A.G.A.2	General government					
678.8DB000.A.O.A.2	Other sectors	38,3	262,3	107,6	101,5	109,0
678.8DC000.A.A.A.2	Loans	92,1	87,5	87,8	130,8	109,7
678.8DC000.A.C.A.2	Central bank					
678.8DC000.A.M.A.2	Monetary authorities (where relevant)					
678.8DC000.A.D.A.2	Deposit-taking corporations, except the central bank	92,1	87,5	87,8	130,8	109,7
678.8DC000.A.D.S.2	Short-term	40,3	25,6	66,9	81,9	62,5
678.8DC000.A.D.L.2	Long-term	51,9	61,8	20,9	49,0	47,2
678.8DC000.A.G.A.2	General government					
678.8DC000.A.O.A.2	Other sectors	0,0				
678.8DD000.A.A.A.2	Insurance, pension, and standardized guarantee schemes				0,1	0,0
678.8DE000.A.A.A.2	Trade credit and advances	38,5	11,0	2,6	2,7	50,5
678.8DE000.A.O.A.2	Other sectors	38,5	11,0	2,6	2,7	50,5
678.8DE000.A.O.S.2	Short-term				2,7	50,5
678.8DE000.A.O.L.2	Long-term				0,0	0,0
678.8DF000.A.A.A.2	Other accounts receivable	-231,6	-50,8	8,1	6,1	0,6
678.8DF000.A.C.A.2	Central bank		0,0	0,0	0,0	0,0
678.8DF000.A.C.S.2	Short-term					
678.8DF000.A.C.L.2	Long-term					
678.8DF000.A.M.A.2	Monetary authorities (where relevant)		0,0	0,0	0,0	0,0
678.8DF000.A.M.S.2	Short-term					
678.8DF000.A.M.L.2	Long-term					
678.8DF000.A.D.A.2	Deposit-taking corporations, except central bank	-241,3	-50,8	0,6	0,6	0,6
678.8DF000.A.D.S.2	Short-term	-241,3	-50,8	0,6	0,6	0,6
678.8DF000.A.D.L.2	Long-term					
678.8DF000.A.G.A.2	General government		0,0	0,0	0,0	0,0
678.8DF000.A.G.S.2	Short-term					
678.8DF000.A.G.L.2	Long-term					
678.8DF000.A.O.A.2	Other sectors	9,8	0,0	7,6	5,5	0,0
678.8DF000.A.O.S.2	Short-term			7,6	5,5	
678.8DF000.A.O.L.2	Long-term			0,0	0,0	0,0
678.8DF000.A.F.A.2	Other financial corporations		0,0	0,0	0,0	0,0
678.8DF000.A.F.S.2	Short-term					
678.8DF000.A.F.L.2	Long-term					
678.8DF000.A.N.A.2	Nonfinancial corporations, households, NPISHs		0,0	7,6	5,5	0,0
678.8DF000.A.N.S.2	Short-term			7,6	5,5	
678.8DF000.A.N.L.2	Long-term				0,0	
678.8E9999.A.A.A.2	Reserve assets	660,9	704,1	666,5	616,6	479,2
678.8EA000.A.A.A.2	Monetary gold					
678.8EA100.A.A.A.2	Gold bullion					
678.8EA200.A.A.A.2	Unallocated gold accounts					
678.8EA00z.A.A.A.2	Of which: Monetary gold under swap for cash collateral					
678.8EB000.A.A.A.2	Special drawing rights	52,4	57,1	56,1	53,8	57,4
678.8EC000.A.A.A.2	Reserve position in the IMF	8,4	13,0	7,2	5,3	73,0
678.8ED000.A.A.A.2	Other reserve assets	600,1	634,0	603,2	557,4	348,7
678.8ED100.A.A.A.2	Currency and deposits		634,0	603,2	557,4	348,7
678.8ED110.A.A.A.2	Claims on monetary authorities		0,4	0,6	2,6	1,2
678.8ED120.A.A.A.2	Claims on other entities		633,6	602,5	554,8	347,5
678.8EE000.A.A.A.2	Securities					
678.8EE100.A.A.A.2	Debt securities					
678.8EE100.A.A.S.2	Short-term					
678.8EE100.A.A.L.2	Long-term					
678.8EE200.A.A.A.2	Equity and investment fund shares					
678.8EE20z.A.A.A.2	Of which: Securities under repo for cash collateral					
678.8EF000.A.A.A.2	Financial derivatives					
678.8EG000.A.A.A.2	Other claims					
678.809999.L.A.A.2	Liabilities	2 350,4	2 577,7	3 135	3 104	4 296,0
678.8A9999.L.A.A.2	Direct investment	1 052,8	888,0	1 161,7	1 057,7	1 592,8
678.8AA000.L.A.A.2	Equity and investment fund shares	437,3	525,4	644,1	657,6	690,3

678.8AA100.L.A.A.2	Direct investor in direct investment enterprises		458,1	609,5	657,6	675,2
678.8AA200.L.A.A.2	Direct investment enterprises in direct investor (reverse investment)	-2,4				8,5
678.8AA300.L.A.A.2	Between fellow enterprises		0,3	0,0	0,0	6,5
678.8AA310.L.A.A.2	if ultimate controlling parent is resident					
678.8AA320.L.A.A.2	if ultimate controlling parent is nonresident					
678.8AA330.L.A.A.2	if ultimate controlling parent is unknown					
678.8AA00Z.L.A.A.2	Of which: Investment fund shares or units					
678.8AA00Y.L.A.A.2	Of which: Money market fund shares or units					
678.8AB000.L.A.A.2	Debt instruments	615,6	362,6	517,6	400,1	666,9
678.8AB100.L.A.A.2	Direct investor in direct investment enterprises		210,5	288,6	398,0	666,9
678.8AB200.L.A.A.2	Direct investment enterprises in direct investor (reverse investment)	-3,1	152,1	226,7	0,0	
678.8AB300.L.A.A.2	Between fellow enterprises			2,2	2,1	0,0
678.8B9999.L.A.A.2	Portfolio investment	47,4	143,0	135,4	127,2	216,8
678.8BA000.L.A.A.2	Equity and investment fund shares	8,5	5,8	5,0	7,4	20,0
678.8BA000.L.C.A.2	Central bank					
678.8BA000.L.M.A.2	Monetary authorities (where relevant)					
678.8BA000.L.D.A.2	Deposit-taking corporations, except central bank	1,6	4,9	6,2	6,9	14,2
678.8BA000.L.G.A.2	General government					
678.8BA000.L.O.A.2	Other sectors	6,9	0,9	-1,1	0,5	5,8
678.8BA100.L.A.A.2	Equity securities other than investment fund shares					
678.8BA110.L.A.A.2	Listed					
678.8BA120.L.A.A.2	Unlisted					
678.8BA200.L.A.A.2	Investment fund shares or units					
678.8BA2ZZ.L.A.A.2	Of which: Money market fund shares or units					
678.8BB000.L.A.A.2	Debt securities	38,9	137,2	130,4	119,8	196,8
678.8BB000.L.C.A.2	Central bank		0,0	0,0	0,0	0,0
678.8BB000.L.C.S.2	Short-term					
678.8BB000.L.C.L.2	Long-term					
678.8BB000.L.M.A.2	Monetary authorities (where relevant)		0,0	0,0	0,0	0,0
678.8BB000.L.M.S.2	Short-term					
678.8BB000.L.M.L.2	Long-term					
678.8BB000.L.D.A.2	Deposit-taking corporations, except central bank	-6,4	64,1	29,1	50,4	37,1
678.8BB000.L.D.S.2	Short-term	7,0	20,7	4,4	0,0	17,3
678.8BB000.L.D.L.2	Long-term	-13,3	43,5	24,7	50,4	19,8
678.8BB000.L.G.A.2	General government	45,3	70,5	101,3	69,4	159,8
678.8BB000.L.G.S.2	Short-term		46,5	88,3	58,0	150,3
678.8BB000.L.G.L.2	Long-term	45,3	24,0	13,0	11,4	9,5
678.8BB000.L.O.A.2	Other sectors		2,6			
678.8C9999.L.A.A.2	Financial derivatives (other than reserves) and employee stock options	-0,4	0,0	0,0	0,0	0,4
678.8C9999.L.C.A.2	Central bank					
678.8C9999.L.M.A.2	Monetary authorities (where relevant)					
678.8C9999.L.D.A.2	Deposit-taking corporations, except central bank					0,4
678.8C9999.L.G.A.2	General government					
678.8C9999.L.O.A.2	Other sectors	-0,4	0,0	0,0	0,0	0,0
678.8C9999.L.F.A.2	Other financial corporations					
678.8C9999.L.N.A.2	Nonfinancial corporations, households, NPISHs					
678.8C999Z.L.A.A.2	Financial derivatives (other than reserves)					
678.8C999Y.L.A.A.2	Options					
678.8C999X.L.A.A.2	Forward-type contracts					
678.8C999W.L.A.A.2	Employee stock options					
678.8D9999.L.A.A.2	Other investment	1 250,6	1 546,7	1 837,9	1 918,8	2 486,0
678.8DA000.L.A.A.2	Other equity					
678.8DB000.L.A.A.2	Currency and deposits	118,3	198,6	166,4	185,0	212,3
678.8DB000.L.C.A.2	Central banks	3,4	1,4	3,2	4,5	4,0
678.8DB000.L.C.S.2	Short-term		1,4	3,2	4,5	4,0
678.8DB000.L.C.L.2	Long-term		0,0	0,0		0,0
678.8DB000.L.M.A.2	Monetary authorities (where relevant)		0,0	0,0	0,0	0,0
678.8DB000.L.M.S.2	Short-term					
678.8DB000.L.M.L.2	Long-term					

678.8DB000.L.D.A.2	Deposit-taking corporations, except the central bank	114,9	197,2	163,3	180,5	208,3
678.8DC000.L.A.A.2	Loans	1 057,3	1 333,8	1 592,6	1 666,2	2 180,8
678.8DC000.L.C.A.2	Central bank	22,7	47,0	49,8	66,1	72,8
678.8DC00z.L.C.A.2	Credit and loans with the IMF	22,7	47,0	49,8	66,1	72,8
678.8DC000.L.C.S.2	Other short-term					
678.8DC000.L.C.L.2	Other long-term					
678.8DC000.L.M.A.2	Monetary authorities (where relevant)		0,0	0,0	0,0	0,0
678.8DC00z.L.M.A.2	Credit and loans with the IMF					
678.8DC000.L.M.S.2	Other short-term					
678.8DC000.L.M.L.2	Other long-term					
678.8DC000.L.D.A.2	Deposit-taking corporations, except the central bank	37,4	50,9	82,3	80,0	165,0
678.8DC000.L.D.S.2	Short-term	0,0	1,4	0,9	1,9	0,1
678.8DC000.L.D.L.2	Long-term	37,4	49,6	81,4	78,1	164,9
678.8DC000.L.G.A.2	General government	984,3	1 251,9	1 371,7	1 445,0	1 484,6
678.8DC00z.L.G.A.2	Credit and loans with the IMF					
678.8DC000.L.G.S.2	Other short-term					
678.8DC000.L.G.L.2	Other long-term	984,3	1 251,9	1 371,7	1 445,0	1 484,6
678.8DC000.L.O.A.2	Other sectors	12,9	-16,0	88,8	75,1	458,5
678.8DC000.L.O.S.2	Short-term				0,1	5,5
678.8DC000.L.O.L.2	Long-term				75,1	453,0
678.8DC000.L.F.A.2	Other financial corporations				0,0	0,0
678.8DC000.L.F.S.2	Short-term					
678.8DC000.L.F.L.2	Long-term					
678.8DC000.L.N.A.2	NPISHs Nonfinancial corporations, households, and				75,1	458,5
678.8DC000.L.N.S.2	Short-term				0,1	5,5
678.8DC000.L.N.L.2	Long-term				75,1	453,0
678.8DD000.L.A.A.2	Insurance, pension, and standardized guarantee schemes					
678.8DE000.L.A.A.2	Trade credit and advances	82,1	8,2	7,2	1,5	13,2
678.8DE000.L.O.A.2	Other sectors	82,1	8,2	7,2	1,5	13,2
678.8DE000.L.O.S.2	Short-term		7,9	3,4	1,4	13,2
678.8DE000.L.O.L.2	Long-term		0,2	3,8	0,1	0,0
678.8DE000.L.F.A.2	Other financial corporations		0,0	0,0	0,0	0,0
678.8DE000.L.F.S.2	Short-term					
678.8DE000.L.F.L.2	Long-term					
678.8DE000.L.N.A.2	NPISHs Nonfinancial corporations, households, and		8,2	7,2	75,1	458,5
678.8DE000.L.N.S.2	Short-term		7,9	3,4	1,4	13,2
678.8DE000.L.N.L.2	Long-term		0,2	3,8	0,11	0,0
678.8DF000.L.A.A.2	Other accounts payable - other	-7,1	-63,4	3,3	0,6	9,7
678.8DF000.L.C.A.2	Central bank	15,4	5,9	3,1	-3,5	9,1
678.8DF000.L.C.S.2	Short-term	15,4	5,9	3,1	-3,5	9,1
678.8DF000.L.C.L.2	Long-term				0,0	0,0
678.8DF000.L.M.A.2	Monetary authorities (where relevant)		0,0	0,0	0,0	0,0
678.8DF000.L.M.S.2	Short-term					
678.8DF000.L.M.L.2	Long-term					
678.8DF000.L.D.A.2	Deposit-taking corporations, except central bank	-53,5	-68,1	0,2	3,0	0,6
678.8DF000.L.D.S.2	Short-term	-53,5	-68,1	0,2	3,0	0,6
678.8DF000.L.D.L.2	Long-term					0,0
678.8DF000.L.G.A.2	General government		0,0	0,0	0,0	0,0
678.8DF000.L.G.S.2	Short-term					
678.8DF000.L.G.L.2	Long-term					
678.8DF000.L.O.A.2	Other sectors	31,0	-1,2		1,1	
678.8DG000.L.A.A.2	Special drawing rights (Net incurrence of liabilities)		69,6	68,3	65,5	70,0



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Avenue Abdoulaye Fadiga
BP 3108 - Dakar - Sénégal
www.bceao.int